



Évaluer les menaces à la paix et à la démocratie au niveau mondial

Indice Normandie
2021



ÉTUDE

EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Service de recherche pour les députés
PE 690.670 – juillet 2021

FR

Évaluer les menaces à la paix et à la démocratie au niveau mondial

Indice Normandie 2021

L'indice Normandie, qui en est à sa troisième année, vise à mesurer le niveau des menaces pesant sur la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. Présenté pour la première fois au Forum Normandie pour la paix en juin 2019, il résulte d'un partenariat noué entre le Parlement européen et la région de Normandie. L'indice a été conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen (EPRS), en collaboration avec l'Institut pour l'économie et la paix et sur la base de données fournies par celui-ci. La présente étude expose les résultats de l'exercice 2021 et explique la manière dont l'indice peut être utilisé pour comparer le niveau de paix – défini sur la base de la performance d'un pays donné par rapport à une série de menaces déterminées – d'un pays ou d'une région du globe à l'autre. Elle est complétée par 51 études de cas consacrées chacune à un pays, sur la base de l'indice.

AUTEURS

Éditeur: Étienne Bassot

Auteurs: Elena Lazarou et Branislav Stanicek, Service de recherche pour les députés

Les graphiques ont été réalisés par Nadejda Kresnichka-Nikolchova et Giulio Sabbati.

Le présent document a été rédigé par le service de recherche pour les députés, au sein de la direction générale des services de recherche parlementaire (EPRS) du secrétariat général du Parlement européen. Les données utilisées ont été fournies par l'Institut pour l'économie et la paix. Naja Bentzen, Enrico D'Ambrogio, Enrique Gómez Ramírez, Gisela Grieger, Issam Hallak, Beatrix Immenkamp, Tania Latici, Philippe Perchoc, Eric Pichon, Jakub Przetacznik, Martin Russell et Ionel Zamfir ont rédigé des études de cas dans la présente édition de l'indice Normandie. Mathilde Betant-Rasmussen a apporté son aide lors des recherches.

L'[indice Normandie](#) est également disponible en ligne. Le présent document a été finalisé en juin 2021. Il met à jour et développe l'indice Normandie [2019](#) et [2020](#), également disponibles sur le site du Think Tank du Parlement européen.

Pour contacter les auteurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante: eprs@ep.europa.eu.

VERSIONS LINGUISTIQUES

Original: EN

Traductions: DE, FR

Manuscrit achevé en juin 2021.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ ET DROITS D'AUTEUR

Le présent document est rédigé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen dans le but de les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable du Parlement européen et transmission d'un exemplaire à celui-ci.

Bruxelles © Union européenne, 2021.

Crédits photo: © peshkov / Adobe Stock.

PE 690.670
ISBN: 978-92-846-8239-3
ISSN: 2600-3465
DOI:10.2861/814121
CAT: QA-CK-21-001-FR-N

eprs@ep.europa.eu

<http://www.eprs.ep.parl.union.eu> (intranet)

<http://www.europarl.europa.eu/thinktank> (internet)

<http://epthinktank.eu> (blog)

Préface



L'année écoulée a mis en évidence les multiples conséquences des crises de longue durée dans notre voisinage, mais aussi les nouveaux enjeux mondiaux tels que la pandémie de Covid-19 ainsi que ses conséquences économiques et sociales. Au-delà des millions de morts, la pandémie a entraîné une perte économique mondiale estimée à 3 500 milliards d'euros, accompagnée de pertes d'emplois équivalant à 147 millions de postes à plein temps. La crise sanitaire nous a rappelé que des menaces non seulement isolées mais également complexes et multiformes remettent en cause la paix, la stabilité et la prospérité. En 2021, la santé, le climat et la cybersécurité continueront d'occuper une place centrale dans l'élaboration des politiques internationales. À long terme, de telles menaces ont de graves répercussions sur l'économie mondiale, le système de protection sociale et les processus démocratiques, mais aussi sur les moyens de subsistance et le bien-être des individus. Dans les zones de conflit et les États fragiles, les effets combinés de ces menaces ont exacerbé

la violence, la pauvreté et la faim. La pandémie a remis en cause la démocratie même dans les pays développés, en ce qu'elle alimente des risques connus tels que la désinformation, l'autoritarisme et la manipulation de l'information. La nature complexe de ces obstacles définira sans aucun doute l'avenir du paysage de la sécurité internationale et exigera des réponses solides et durables.

Malheureusement, les menaces traditionnelles persistent. Les récents événements observés dans notre voisinage oriental ne nous le rappellent que trop clairement. En outre, et même si certaines évolutions positives semblent être visibles en Libye, l'instauration de la paix et la promotion de la sécurité pour contrer l'arc de crises de notre voisinage méridional restent des priorités pour l'Union européenne. La pandémie met également à l'épreuve la résilience de nos voisins, et nous devons y être attentifs.

Face à ces obstacles, la paix et la sécurité figurent plus que jamais à l'ordre du jour de l'Union européenne et du Parlement européen. Une détermination renouvelée en faveur du multilatéralisme et à l'égard de l'Organisation des Nations unies, qui a célébré son 75^e anniversaire en 2020, ainsi que de nouveaux engagements, au sein du nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union, en faveur des instruments visant à renforcer la résilience de l'Union et de ses voisins face aux menaces à la paix et à la sécurité, sont autant de raisons d'être optimiste. L'Union européenne établit également des partenariats qui visent à consolider un monde plus pacifique, fondé sur la coopération. Aux États-Unis, la nouvelle administration du président Joe Biden laisse la porte ouverte à un renforcement de la coopération transatlantique, notamment sur les sujets relatifs à la santé mondiale, au changement climatique ainsi qu'à la défense de la démocratie et des droits de

l'homme. De nouvelles initiatives multilatérales, telles que l'appel mondial du G20 en faveur de l'allègement de la dette, ont vu le jour. Le sommet des dirigeants sur le climat du mois d'avril a clairement montré la détermination collective à lutter contre la grande crise existentielle de notre époque, à savoir le changement climatique, et la COP26, qui se tiendra en novembre de cette année, sera l'occasion de prendre de nouvelles mesures concrètes dans ce sens. À cet égard, l'Union montre l'exemple, et ce grâce au pacte vert pour l'Europe et à la diplomatie climatique. Face à l'enjeu mondial que représente la sécurité sanitaire, l'initiative COVAX constitue une démonstration de solidarité face à la pandémie mondiale, alors que beaucoup reste à faire et continue d'être fait pour remédier au déséquilibre de la distribution des vaccins ainsi qu'à ses effets sur les pays en développement et, en dernière analyse, à ses répercussions sur la paix et la sécurité dans ces pays.

Il n'a jamais été aussi clair que, pour que l'Union européenne atteigne ses objectifs de promotion de la paix et de la sécurité, elle doit travailler continuellement à prévenir, à atténuer et à résoudre des menaces, qu'elle doit commencer par déterminer. Il ne s'agit pas d'une coïncidence si, de plus en plus, l'accent est mis sur la prospective, y compris au Parlement européen et plus particulièrement au sein du Service de recherche du Parlement européen. Les travaux entrepris pour élaborer l'indice Normandie s'inscrivent dans cette optique. Dans un environnement mondial qui comporte des menaces tant directes qu'indirectes, imminentes et à long terme, l'indice Normandie constitue un outil pour mesurer et comprendre la manière dont ces obstacles se combinent et s'exacerbent mutuellement. Une telle compréhension est essentielle pour trouver des solutions pacifiques durables aux problèmes de sécurité et pour permettre à l'Union de soutenir la prévention ainsi que la résolution des conflits à travers le monde dans l'esprit d'une «solidarité concrète», si chère aux pères fondateurs de l'Union européenne.

Cette année, la résilience au niveau mondial, national et local s'est avérée plus importante que jamais, à l'instar de l'engagement durable dans la tâche complexe qui consiste à œuvrer pour la paix et la stabilité. Plusieurs difficultés restent à surmonter, tant en matière de sécurité intérieure que d'action extérieure ainsi qu'en matière de solidarité et de développement. Sur le plan interne, l'Union européenne devra se remettre des graves conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie et renforcer sa résilience pour mieux atténuer les crises similaires qui se produiront à l'avenir. Sur le plan extérieur, l'Union continue d'apprendre comment naviguer au mieux dans un environnement de sécurité en constante évolution. Il est toutefois évident que dans le monde géopolitique d'aujourd'hui, il est préférable de faire face aux menaces les plus sérieuses de manière collaborative plutôt qu'unilatéralement.

Deuxième année de la pandémie mondiale, 2021 est donc une année de coopération accrue, de meilleure préparation et de résilience durable. Engagé durablement dans l'action en faveur du multilatéralisme, de la paix et de la démocratie, le Parlement européen salue l'indice Normandie, qui en est à sa troisième année. Il s'agit d'un outil qui continue à informer les décideurs politiques et les législateurs ainsi qu'à développer les connaissances, soutenant ainsi notre travail pour la paix, la sécurité et la démocratie.

David Maria Sassoli

Président du Parlement européen

Table des matières

1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus complexe et davantage en proie aux tensions	1
1.1. Comment mesurer la paix	1
1.2. Définir les menaces et élaborer des politiques: indices et élaboration des politiques	2
2. L'indice Normandie	4
2.1. L'indice Normandie 2021: conclusions et fonctions	9
3. L'indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen	13
4. La valeur ajoutée des études de cas	14
Afghanistan	15
Afrique du Sud	16
Albanie	17
Algérie	18
Arabie saoudite	19
Bosnie-Herzégovine	20
Bolivie	21
Brésil	22
Burkina Faso	23
Canada	24
Chine	25
Colombie	26
Corée du Nord	27
Costa Rica	28
Côte d'Ivoire	29
Égypte	30
Érythrée	31
États-Unis	32
Éthiopie	33
Géorgie	34
Inde	35
Indonésie	36
Iran	37
Iraq	38
Israël	39
Liban	40
Libye	41

Macédoine du Nord	42
Mali	43
Maroc	44
Mauritanie	45
Mexique	46
Mozambique	47
Myanmar	48
Niger	49
Nigeria	50
Pakistan	51
Philippines	52
République centrafricaine	53
République démocratique du Congo	54
Russie	55
Serbie	56
Somalie	57
Syrie	58
Tchad	59
Thaïlande	60
Tunisie	61
Turquie	62
Ukraine	63
Venezuela	64
Yémen	65
5. ANNEXE – L'indice Normandie: méthodologie	67
Contexte	69
Synthèse de la méthode employée	70
Détail des domaines et description des indicateurs	72
Disponibilité et imputation des données	79
Pondération des indicateurs	80
Calculs relatifs aux domaines	81
Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie	82
6. Bibliographie	83

1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus complexe et davantage en proie aux tensions

La [politique étrangère](#) de l'Union européenne fait depuis longtemps l'objet de polémiques et de débats divers entre universitaires, tant sur sa capacité et sa légitimité à agir que sur la nécessité pour elle de se doter d'une stratégie, d'une vision et d'objectifs. Pour répondre, entre autres, à certaines de ces questions, la [stratégie globale de l'Union européenne](#), lancée en 2016 par la haute représentante/vice-présidente de la Commission européenne (HR/VP) de l'époque, Federica Mogherini, a présenté une vision structurée et cohérente des objectifs de la politique étrangère de l'Union dans un environnement géopolitique et socio-économique mondial de plus en plus complexe. S'appuyant sur les dispositions des traités fondateurs de l'Union, en particulier du [traité de Lisbonne](#), la stratégie globale définit le niveau d'ambition pour l'Union en tant qu'acteur de politique étrangère poursuivant les objectifs définis dans le traité, notamment l'objectif clé de la recherche de la paix, tant dans l'Union que dans le reste du monde.

Bien que la stratégie globale de l'Union européenne ne soit pas un exercice classique d'[évaluation des menaces](#), elle saisit dans son approche un certain nombre de menaces pour la paix et la sécurité mondiales et va au-delà des conceptions traditionnelles de la sécurité en incluant dans ces menaces les problèmes traditionnels et émergents qui mettent la paix en péril. Elle s'appuie également sur les liens cruciaux entre les développements qui ont le potentiel d'exacerber, de favoriser et d'amplifier les menaces définies. Ainsi, en ce qui concerne la sécurité sanitaire – sans doute la menace la plus notable pour la sécurité en 2021 –, si la stratégie n'a pas analysé explicitement l'approche de l'Union en matière de préparation aux pandémies, elle a indiqué que l'Union européenne redoublera d'efforts «en matière de prévention, de surveillance des causes profondes, telles que les violations des droits de l'homme, les inégalités, la pénurie de ressources et le changement climatique – qui est un multiplicateur de menace qui catalyse la pénurie d'eau et de nourriture, les pandémies et les déplacements». Elle s'est également engagée à travailler «plus efficacement pour la prévention, la détection et la réponse aux pandémies mondiales» par l'intermédiaire de structures de gouvernance mondiale.

Suivant la logique de l'interconnexion des menaces, l'indice Normandie, fruit d'un protocole d'accord de 2018 entre la région Normandie et le Parlement européen, vise à donner une image globale des régions et des pays du monde à travers le prisme de la recherche de la paix, mesurée au regard des menaces définies explicitement dans cette même stratégie. Son objectif est de fournir aux décideurs politiques de l'Union un outil leur permettant d'envisager la création d'instruments d'action extérieure ciblés. Il est délibérément conçu pour être concis et aisément compréhensible, afin de servir également, auprès du grand public, d'outil de communication qui permette à la fois de mieux comprendre les menaces à travers le monde et de s'informer sur l'action extérieure de l'Union. Il complète la publication annuelle [«Paix et sécurité»](#) élaborée par le Service de recherche du Parlement européen.

1.1. Comment mesurer la paix

La définition moderne de la paix [se réfère](#) non seulement à «l'absence de guerre» mais inclut également des éléments de bien-être: les attentes et exigences des populations au regard de la paix vont plus loin. Cette dimension positive de la paix est difficile à mesurer, car elle découle d'un continuum entre guerre interétatique et perception positive du public. Ce [continuum](#) englobe les violences internationales (les guerres, les conflits hybrides) et intranationales (la violence des gangs

ou les violences policières, les déplacements forcés). Toute mesure de la paix doit dès lors tenir compte d'un grand nombre de dimensions.

Une autre façon de mesurer la paix est de prendre en considération le niveau des menaces pour la paix, afin de les combattre et d'éviter une éventuelle dégradation de la situation. Sans aucun doute, plusieurs États du monde sont confrontés à des menaces multiples – qui non seulement pèsent sur la paix individuellement, mais peuvent aussi s'amalgamer pour faire naître de nouveaux dangers – ainsi qu'à des menaces hybrides. La pandémie de Covid-19 est un [exemple](#) de ce type de menaces: alors qu'il s'agit par essence d'une menace pour la sécurité sanitaire, la pandémie a entraîné une insécurité économique, a donné lieu à une augmentation considérable de la désinformation et des cyberattaques, a

Un exemple actuel du lien entre les indicateurs et l'élaboration des politiques est l'[indice de sécurité sanitaire mondiale](#) 2019, qui indiquait une capacité mondiale limitée à faire face à une épidémie ou une pandémie à grande échelle, et qui démontrait que chaque pays – y compris les pays à revenu élevé – avait des lacunes importantes à combler en matière de sécurité sanitaire. Globalement, la préparation mondiale moyenne aux épidémies et aux pandémies a obtenu un score de 40,2 sur 100. Si les pays à revenu élevé obtiennent un score moyen de 51,9, l'indice montre que la préparation internationale aux épidémies et aux pandémies reste très faible dans son ensemble. Même si la crise de la Covid-19 a frappé avant que les problèmes mis en évidence dans l'étude ne soient résolus, un nouveau regard sur les indicateurs qui la composent, à savoir la prévention, la détection et la notification, les systèmes de santé, la réaction rapide, l'exposition aux risques et le respect des normes sanitaires mondiales, peut aider à orienter la décision politique pour préparer la prochaine crise sanitaire. Les indices et les indicateurs peuvent ainsi étayer le travail des décideurs politiques.

aggravé la pénurie alimentaire dans certaines parties du monde en développement et a menacé la démocratie en donnant aux régimes autoritaires du monde entier une justification pour un contrôle et une surveillance accrus. Selon un [rapport](#) de l'Institut pour l'économie et la paix, la pandémie aura probablement des répercussions négatives sur la plupart des indicateurs utilisés pour calculer les classements, tels que l'indice mondial de la paix et l'indice de paix positive.

Compte tenu de l'interconnexion des menaces, la raison d'être de l'indice Normandie est double. Premièrement, l'indice se concentre sur le domaine de l'action extérieure de l'Union européenne, en sélectionnant et en mesurant les menaces perçues comme telles par l'Union, et que l'action de l'Union vise à combattre, à éviter, à résorber ou à résoudre. Deuxièmement, l'indice Normandie vise à contrôler la probabilité (ou l'existence) d'un conflit (ou d'une déstabilisation de la paix et de la sécurité) dans un pays donné sur la base du niveau global de ces menaces.

1.2. Définir les menaces et élaborer des politiques: indices et élaboration des politiques

Les indices peuvent être [utilisés](#) comme des systèmes d'alerte précoce conçus pour fournir aux décideurs politiques des informations sur les risques potentiels et l'évolution des facteurs économiques, sociaux, environnementaux, sécuritaires et politiques. En fonction de leur composition, ces indices peuvent quantifier la probabilité qu'un événement se produise dans un avenir proche ou prévisible, ce qui en fait des outils de prospective. La prospective, telle que définie dans le rapport du système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS) intitulé «[Tendances mondiales à l'horizon 2030](#)», est un «exercice intellectuel consistant à imaginer différents scénarios pour l'avenir [...] et à esquisser les chemins qui y mènent». En ce sens, la prospective est un outil aidant à déterminer et à choisir des axes d'intervention; c'est un «principe d'organisation sélectif». L'une des justifications [invoquées](#) par la Commission européenne pour intégrer la prospective stratégique dans l'élaboration des politiques est de «construire et utiliser l'intelligence collective

pour anticiper les développements et se préparer plus tôt et plus efficacement aux nouvelles perspectives et aux nouveaux enjeux». Les indicateurs (ou indices) composites peuvent rassembler cette intelligence collective pour fournir aux décideurs politiques une «[vue d'ensemble](#)», essentielle à l'élaboration des politiques.

Un indice peut également donner un aperçu général d'une situation sur la base d'une pluralité de facteurs. Les indices existants liés à la paix et à la sécurité proposent différentes versions de ces paniers de facteurs en tenant compte de variables déterminées pour élaborer les niveaux de conflit et de paix. Certains indices s'apparentent à des dispositifs de [suivi des conflits](#), qui se concentrent spécifiquement sur la prévention de la violence létale et sur son importance particulière pour la politique étrangère d'une région ou d'un pays donné. D'[autres indices](#) cherchent à renseigner de manière plus générale sur les niveaux d'une multitude de facteurs tels que la sûreté et la sécurité de la société, les conflits internes et internationaux ainsi que le degré de militarisation. Une troisième catégorie d'indices, parmi lesquels on peut citer l'[indice des États fragiles](#), discerne les vulnérabilités qui contribuent au risque de fragilité de l'État.

Les limites de la mise en œuvre des politiques sont naturellement marquées en matière de ressources, de temps et de politique. Pourtant, même rétrospectivement, les indices peuvent permettre de comprendre les éléments qui ont contribué à l'adéquation de la réponse des politiques menées pour faire face à des événements critiques. Par exemple, l'[indice de sécurité sanitaire mondiale](#) indiquait une capacité mondiale limitée à faire face à une épidémie ou une pandémie de grande ampleur et démontrait que tous les pays présentaient des lacunes importantes à combler en matière de sécurité sanitaire.

Globalement, ces indices visent à mesurer le niveau comparé de variables prédéfinies au sein d'une région ou à l'échelle mondiale; à proposer une évaluation des risques politiques pour l'avenir; et à contribuer au travail des décideurs politiques et d'autres acteurs de la politique étrangère. L'indice Normandie a pour rôle de mettre ces résultats au service de la politique étrangère de l'Union, en cohérence avec les objectifs de cette dernière. Ceci est particulièrement opportun, étant donné le processus actuel d'[orientations stratégiques](#) qui, sur la base d'un exercice collectif d'évaluation des menaces qui a eu lieu fin 2020, vise à orienter la culture stratégique de l'Union européenne et à définir son niveau d'ambition en matière de politique étrangère. Les orientations stratégiques devraient conduire à un meilleur alignement entre les objectifs stratégiques et les capacités de l'Union, tout en continuant à assurer la complémentarité entre les processus d'établissement des plans de défense de l'Union européenne et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Toutefois, au-delà de la sécurité et de la défense, l'Union vise systématiquement à concevoir des capacités qui promeuvent la paix, la sécurité et la résilience tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de celle-ci. La pandémie a démontré que ces capacités dépassent largement les conceptions traditionnelles de sécurité, pour inclure, par exemple, les améliorations en faveur d'une [Union européenne de la santé](#) et le [pacte vert pour l'Europe](#) pour contrer notamment les menaces de sécurité liées au climat.

2. L'indice Normandie

L'indice Normandie se distingue des autres dans la mesure où il suit la vision établie par l'Union européenne et spécifiquement adaptée à son action. Il définit également le conflit et les nombreux états intermédiaires existant entre la paix parfaite et la guerre totale (à savoir la [conflictualité](#)) comme un produit de facteurs liés aux principales menaces recensées par l'Union dans sa stratégie d'action extérieure. Comme l'expose le document intitulé «[Paix et sécurité en 2021](#)», la [stratégie globale de l'Union européenne](#) a recensé 11 menaces principales pesant actuellement sur la paix et la sécurité:

Terrorisme	Menaces hybrides	Crises économiques	Changement climatique
Insécurité énergétique	Conflits violents	Cybersécurité	Désinformation
États fragiles	Criminalité transfrontière	Armes de destruction massive (ADM)	

L'indice s'appuie sur 9 de ces 11 menaces, auxquelles il attribue un poids égal dans le calcul du résultat final pour 137 pays des Nations unies (l'EU-27 étant comptabilisée comme un seul acteur)¹.

En outre, l'indice Normandie comprend un indicateur composite sur la criminalité. Bien qu'aucun ensemble de données fiables mesurant la criminalité transfrontalière à l'échelle mondiale ne soit actuellement disponible, étant donné les obstacles méthodologiques considérables qui y seraient associés du fait des milliers de dyades (deux pays séparés par une frontière) qui existent dans le monde, le niveau de criminalité dans les 137 entités étudiées est évalué au moyen d'un indicateur composite global du crime organisé: le nombre d'homicides (75 % de l'indicateur composite) et un indicateur sur la perception de la criminalité (25 %).

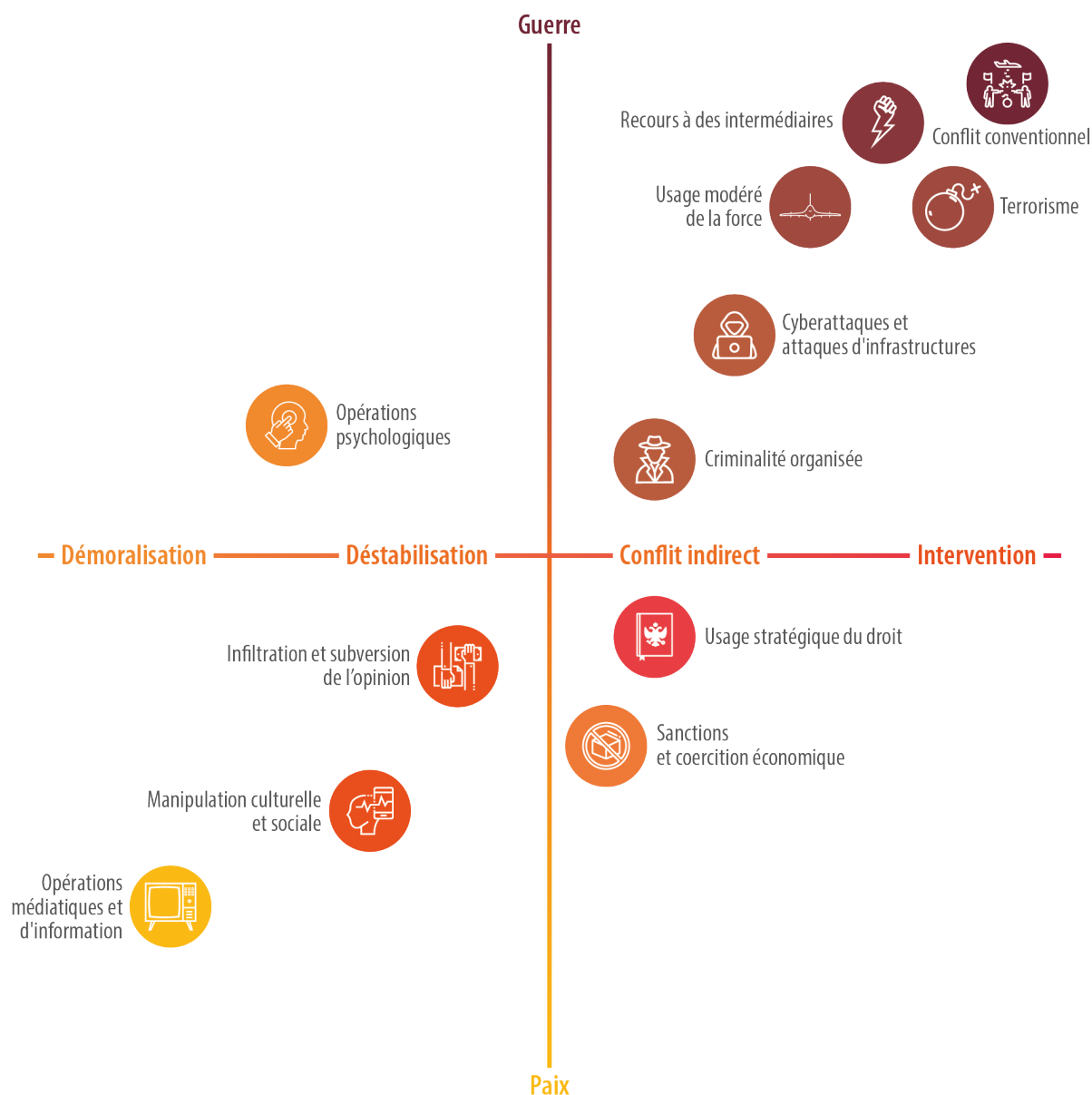
La catégorie des [menaces hybrides](#) est exclue de l'indice Normandie, car ces menaces sont protéiformes par nature et consistent en une combinaison de plusieurs facteurs (voir figure 1). C'est pourquoi l'indice les appréhende de manière indirecte en analysant l'accumulation de leurs différentes dimensions (insécurité énergétique, crises économiques, désinformation, cyberattaques), mais, pour éviter la duplication, il n'inclut pas explicitement une catégorie de «menaces hybrides». Dans sa [version en ligne](#), l'indice Normandie permet à l'utilisateur de consulter un classement des 137 entités fondé sur l'éventail des menaces qui, prises ensemble, sont de nature «hybride».

La quantification, voire l'estimation du niveau de [désinformation](#) dans un pays donné, divise encore les spécialistes, car de nouvelles connaissances dans ce domaine continuent de voir le jour. C'est pour cela que la première version, de 2019, de l'indice Normandie mesurait plutôt la «liberté de la presse», bien qu'il soit admis que le paysage médiatique n'est qu'un des nombreux facteurs ayant une incidence sur la résilience à la désinformation. Depuis 2020, des données sur la diffusion d'opinions trompeuses et de fausses informations par les gouvernements et les partis politiques sont disponibles grâce au projet [VDEM](#) (*Varieties of Democracy*). Bien qu'elles ne représentent pas de manière exhaustive toutes les sources de désinformation, les données recueillies par le VDEM ont été utilisées pour mesurer la menace de désinformation dans l'indice Normandie².

¹ Voir annexe méthodologique.

² Veuillez noter que l'indice Normandie 2021 a été calculé rétroactivement pour inclure de nouveaux indicateurs sur les crises économiques ainsi qu'un calcul plus précis d'autres indicateurs, tels que l'insécurité énergétique. Les calculs rétroactifs ont été utilisés dans tous les graphiques inclus dans cette publication. Pour plus d'informations sur

Figure 1 – Moyens de guerre hybride



Source: [CEPA, 2021](#)

Aux dix facteurs susmentionnés, l'indice Normandie ajoute la qualité du processus démocratique, car le soutien à la démocratie constitue une dimension essentielle de l'action extérieure de l'Union européenne. En outre, il existe une forte corrélation entre, d'une part, la faiblesse des processus démocratiques et, d'autre part, les menaces à la paix et à la sécurité. Compte tenu de la complexité et du caractère multidimensionnel des domaines abordés, la méthode choisie pour l'indice Normandie se fonde sur la sélection d'un ou de plusieurs indicateurs représentatifs clés pour chacun des domaines, en fonction des publications officielles et universitaires existantes ainsi que des données disponibles.

l'approche méthodologique, consultez l'annexe de cette étude. Pour les données révisées de 2019 et 2020, visitez le [site web de l'indice Normandie](#).

Tableau 1 – Résumé des domaines, des indicateurs et des sources

Domaine	Indicateurs	Définition	Source(s)	Nombre de pays étudiés	Données les plus récentes
Changement climatique	Indice mondial pour la gestion des risques INFORM	INFORM est un modèle global et à source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.	Nations unies	191	2021
Cybersécurité	Indice de cybersécurité	L'indice global de cybersécurité (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité disponible.	Union internationale des télécommunications	195	2017
Processus démocratiques	Indice de démocratie participative	Indicateur de la mesure dans laquelle l'idéal de la démocratie participative est atteint dans un pays.	V-Dem	179	2019
Crises économiques	Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts et taux d'inflation annuel.	Le ratio prêts non productifs/total des prêts bruts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs. Cet ensemble de données a été complété par des données sur l'inflation provenant de la Banque mondiale et de Trading Economics. Pendant cette période, six pays ont connu une inflation supérieure à 50 %, communément considérée comme de l'hyperinflation; les pays suivants se sont vu attribuer le score maximal de crise économique pour 2020: Liban, Venezuela, Soudan, Sud-Soudan, Suriname et Zimbabwe.	Banque mondiale, Trading Economics	139	2019
Insécurité énergétique	Importations d'énergie	Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie	Banque mondiale, Enerdata	187	2019
États fragiles	Indice des États fragiles	L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode globale de sciences sociales, trois flux primaires de	Fonds pour la paix	177	2020

		données – quantitatives, qualitatives et validées par des experts – sont triangulés et soumis à un examen critique afin d’obtenir des scores finaux pour le FSI.			
	Taux d’homicide pour 100 000 personnes	Taux d’homicide pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité	ONUDC	137	2018
Criminalité	Perception des différents niveaux de criminalité	Évaluation du niveau de criminalité perçu dans la société, classé de 1 à 5 (de très faible à très élevé) par l’équipe chargée des analyses nationales de The Economist Intelligence Unit. Les analystes par pays évaluent cet indice sur une base annuelle, pour une période de un an à partir du mois de mars.	Economist Intelligence Unit	163	2020
Désinformation	Désinformation	Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour diffuser la désinformation dans un pays.	V-Dem	179	2019
Terrorisme	Indice mondial du terrorisme	Indice composite visant à établir un classement de pays en fonction de l’impact du terrorisme. L’impact du terrorisme englobe les attentats, les morts, les blessés et les dommages matériels causés par le terrorisme.	Institut pour l’économie et la paix	163	2020
Conflits violents	Sous-indicateurs de conflit de l’indice mondial de la paix	Moyenne des six indicateurs suivants de l’indice mondial de la paix: 1) intensité des conflits internes, 2) nombre de morts causé par les conflits internes, 3) nombre de conflits internes, 4) intensité des conflits externes, 5) nombre de morts causé par les conflits externes, 6) conflits externes ou internes.	Institut pour l’économie et la paix	163	2020

ADM	Indicateur de l'indice mondial de la paix relatif aux capacités nucléaires et d'armes lourdes	Cet indicateur repose sur un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé en combinant des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes conventionnelles. Les pays signataires des traités de non-prolifération sont mieux notés dans cet indicateur.	Institut pour l'économie et la paix	163	2020
-----	---	--	-------------------------------------	-----	------

Source: Institut pour l'économie et la paix et EPRS.

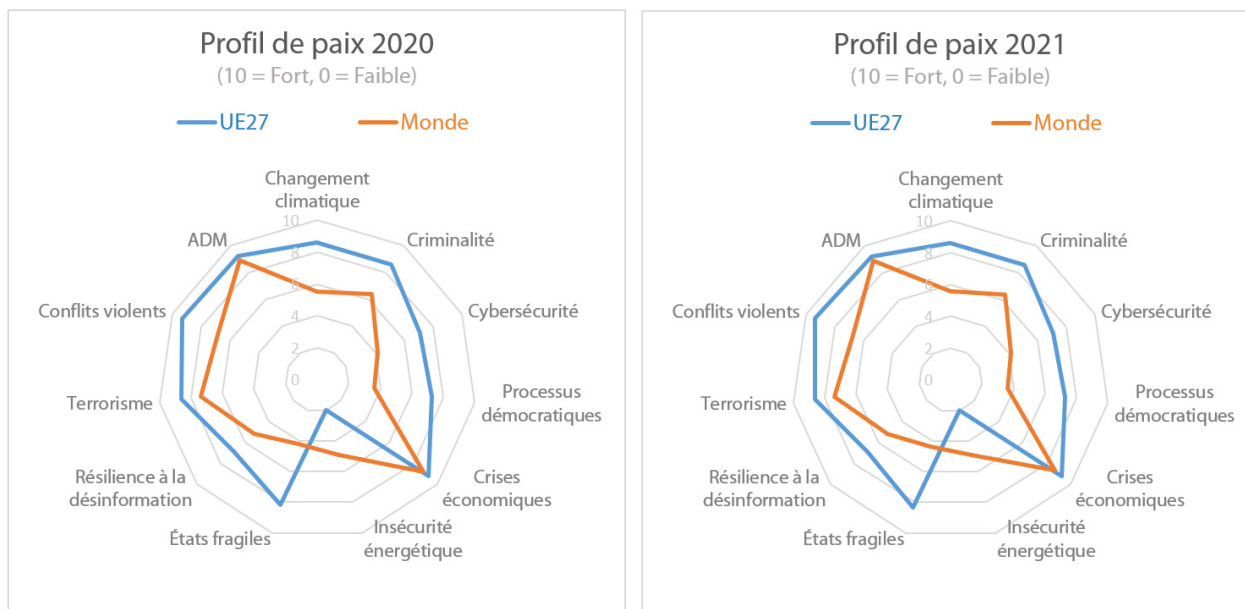
L'indice Normandie est donc un outil dont les décideurs politiques de l'Union européenne peuvent se servir pour évaluer les pays les plus à risque dans le monde selon les critères retenus dans la stratégie globale de l'Union, et pour cibler l'action de cette dernière. Il ne s'agit pas d'un classement des pays en fonction de leur niveau de paix, mais d'un classement des menaces spécifiques pesant sur la paix par pays. Au fur et à mesure que de nouvelles données seront disponibles, l'indice Normandie devrait gagner en exactitude, en couverture géographique et en précision, et alimenter de manière toujours plus efficace les travaux des décideurs politiques et des analystes. En outre, des événements tels que la crise actuelle de la Covid-19 peuvent amener les stratèges en matière de sécurité du monde entier à reconsidérer l'ampleur et la pertinence des pandémies au regard de la sécurité et de la paix. Au fil des événements, l'indice Normandie s'adaptera en fonction de l'évolution de l'approche stratégique de l'Union en matière de paix et de sécurité, avec l'inclusion potentielle de nouvelles menaces dans les versions futures.

Les comparaisons entre régions, pays et périodes proposées par la version en ligne de l'indice Normandie permettront aux décideurs de l'Union européenne de déterminer les secteurs à prendre en considération lorsqu'ils aident des partenaires du monde entier, que ce soit au niveau national ou régional et, éventuellement, de suivre l'amélioration (ou l'absence d'amélioration) de la résilience à ces menaces dans les pays où l'Union est déjà engagée.

2.1. L'indice Normandie 2021: conclusions et fonctions

Pour chacun des 136 pays et pour l'EU-27, l'indice Normandie prend en considération les 11 menaces pour la paix et établit, au regard de celles-ci, une comparaison avec d'autres pays de la même région (ou du reste du monde), car l'environnement régional est considéré comme jouant un rôle important dans la résilience face aux menaces.

Figure 2 – EU-27 Profil des menaces à la paix de l'EU-27 pour 2020 et 2021

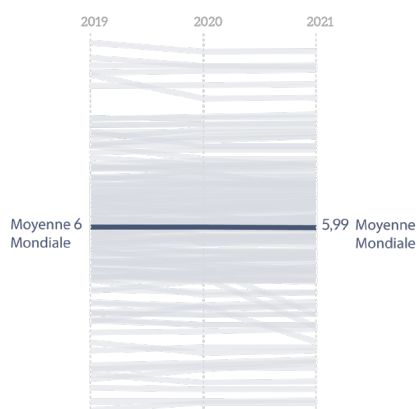


Source: Indice Normandie, 2020 et 2021.

Pour chacune des dimensions, 10 correspond à une absence de risques et 0 à une menace grave. Dans les exemples ci-dessus, en 2020 et en 2021, l'Union européenne apparaît moins menacée pour 9 des 11 risques, et plus menacée en matière de sécurité énergétique que le reste du monde, tandis

que la menace au regard des ADM est dans la moyenne mondiale. La comparaison entre les deux années indique que, pour l'EU-27, contrairement à d'autres pays et régions, aucun changement significatif dans le profil des menaces pour la paix n'a été observé d'une année à l'autre³. De même, le profil des menaces à la paix mondiale reste pratiquement inchangé entre 2020 et 2021.

Figure 3 – Moyenne mondiale



Source des données: Indice Normandie.

La [version en ligne](#) de l'indice Normandie offre également la possibilité d'établir une comparaison entre les pays, entre des pays individuels et des régions, et dans le temps. En outre, des classements de pays sur la base d'une ou plusieurs menaces sont également disponibles, en utilisant les indicateurs sources.

Les résultats de l'indice Normandie 2021 (voir figure 3) indiquent une moyenne stable des menaces mondiales d'environ 6 (sur une échelle de 1 à 10), ce qui suggère que,

³ Il convient de noter que la sécurité sanitaire n'est pas incluse dans l'indice Normandie, car la menace n'est pas explicitement mentionnée dans la stratégie globale de l'Union européenne.

malgré la pandémie de Covid-19 et d'autres crises, les menaces à la paix et à la sécurité incluses dans l'ensemble de données n'ont pas changé. En outre, il est manifeste, au regard des dix pays les mieux classés et des dix pays les plus mal classés (voir figure 4), que ceux-ci n'ont connu qu'une évolution faible ou nulle. On peut en conclure que le processus de transformation en matière de paix et de sécurité s'inscrit généralement dans une période plus longue que l'année sous revue. En outre, il convient de noter qu'il n'y a aucune évolution ou changement significatif parmi ces pays qui obtiennent les scores les plus bas par rapport à ceux qui présentent un niveau élevé de paix et de sécurité. Toutefois, l'explication de ce constat n'est pas nécessairement la même dans les deux cas: les pays les plus performants sont, par défaut, plus résilients et s'appuient sur leur réussite dans un processus de renforcement positif, tandis que la stabilité des pays moins performants peut s'expliquer par une boucle de rétroaction négative dont il est difficile de sortir par une réforme interne ou des aides extérieures. Cette observation est un argument de plus en faveur de l'accent mis par l'Union européenne sur le renforcement de la résilience, à la fois au niveau interne, dans son voisinage et au-delà.

Figure 4 – Les pays les plus performants et les moins performants

10 pays dont le classement est le plus haut				10 pays dont le classement est le plus bas			
pays	rang 2020	rang 2021	variation	pays	rang 2020	rang 2021	variation
Norvège	1	1	→ 0	Tchad	128	128	→ 0
Suisse	2	2	→ 0	République démocratique du Congo	129	129	→ 0
Australie	2	3	↓ -1	Soudan	130	130	→ 0
Canada	4	4	→ 0	Pakistan	131	131	→ 0
Islande	5	5	→ 0	Soudan du Sud	133	132	↑ 1
Nouvelle-Zélande	6	6	→ 0	Yémen	132	133	↓ -1
Oman	7	7	→ 0	Afghanistan	134	134	→ 0
Uruguay	8	8	→ 0	Somalie	135	135	→ 0
Maurice	9	9	→ 0	République centrafricaine	136	136	→ 0
Singapour	10	10	→ 0	Syrie	137	137	→ 0

Source des données: Indice Normandie, 2020 et 2021.

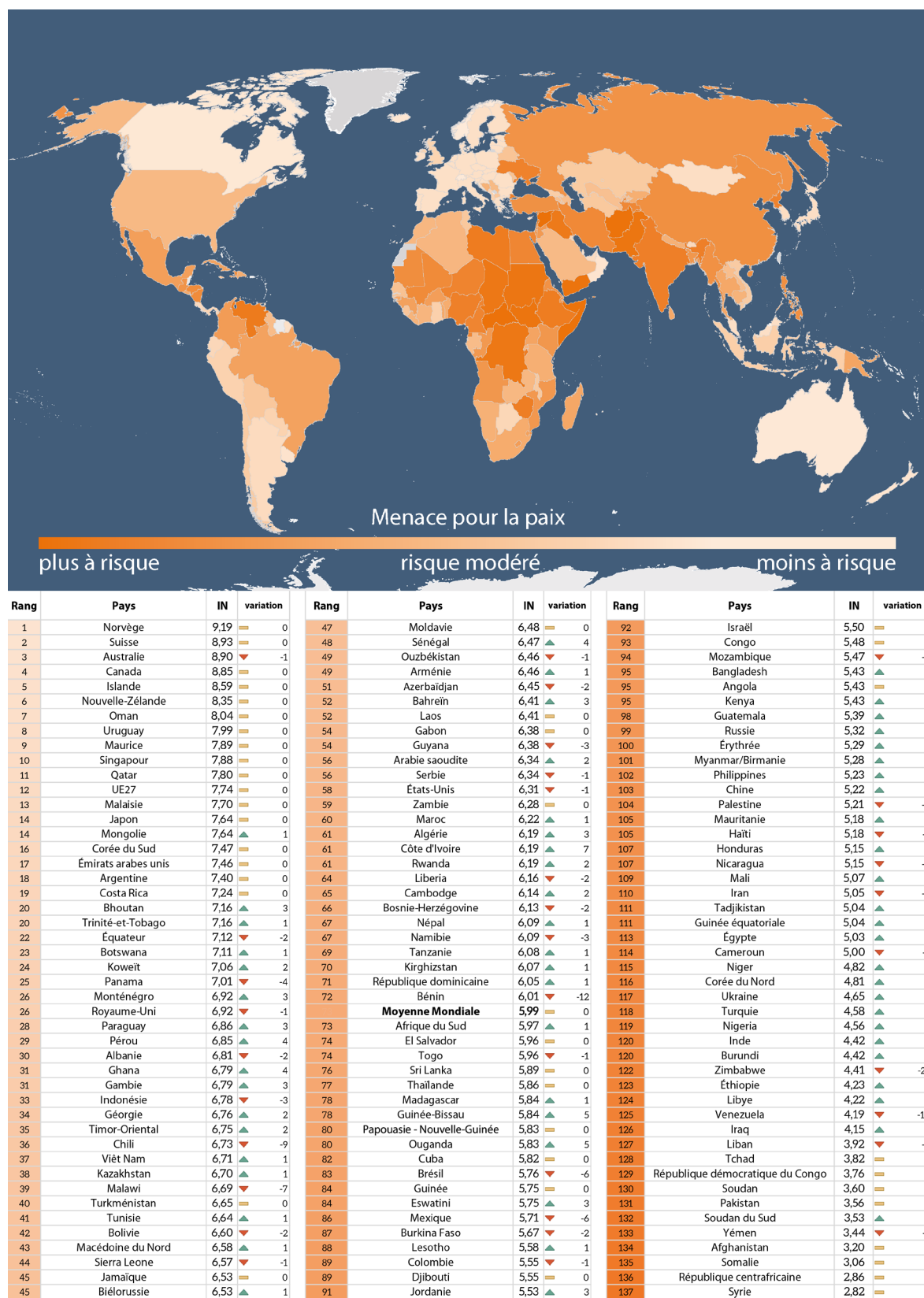
Il peut être encore plus intéressant de se concentrer sur les pays qui ont connu l'évolution positive ou négative la plus marquée dans le classement. Par exemple, dans les classements 2021, le Zimbabwe et le Venezuela se distinguent en perdant respectivement 21 et 14 places, tandis que l'évolution du classement de l'Érythrée ou de la Côte d'Ivoire indique une évolution positive (voir figure 5). Les facteurs individuels qui conduisent à ces changements dans le classement (par exemple, l'évolution sensible d'un indicateur spécifique ou simplement l'absence de changement relativement à d'autres pays) peuvent être analysés par la déconstruction méticuleuse des indicateurs qui composent l'indice sur le site web de l'indice Normandie ou, d'un point de vue qualitatif, par la production d'études par pays, telles que les 51 exemples inclus dans la présente étude.

Figure 5 – En progression ou en recul – Les principaux changements dans le classement

10 pays dont le classement augmente le plus				10 pays dont le classement baisse le plus			
pays	rang 2020	rang 2021	variation	pays	rang 2020	rang 2021	variation
Érythrée	109	100	↑ 9	Brésil	77	83	↓ -6
Côte d'Ivoire	68	61	↑ 7	Mexique	80	86	↓ -6
Ouganda	85	80	↑ 5	Palestine	98	104	↓ -6
Philippines	107	102	↑ 5	Malawi	32	39	↓ -7
Guinée-Bissau	83	78	↑ 5	Nicaragua	100	107	↓ -7
Guinée équatoriale	116	111	↑ 5	Liban	120	127	↓ -7
Sénégal	52	48	↑ 4	Chili	27	36	↓ -9
Honduras	111	107	↑ 4	Bénin	60	72	↓ -12
Pérou	33	29	↑ 4	Venezuela	111	125	↓ -14
Ghana	35	31	↑ 4	Zimbabwe	101	122	↓ -21

Source des données: Indice Normandie, 2020 et 2021.

Figure 6 – Indice Normandie, 2021



3. L'indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen

Selon une [enquête](#) Eurobaromètre réalisée en 2016 et [réitérée](#) en 2018, une majorité de citoyens européens souhaiterait que l'Union européenne intervienne davantage dans les domaines liés à la paix et à la sécurité. Alors que la politique étrangère et de sécurité de l'Union demeure, dans une bien plus large mesure que d'autres domaines d'action, dans la sphère intergouvernementale, le traité de Lisbonne a contribué à accroître considérablement la [contribution](#) des institutions supranationales de l'Union à ce domaine. Pour le Parlement, les dispositions les plus importantes à cet égard concernent la consultation, le contrôle, l'obligation de rendre des comptes et les fonctions budgétaires.

L'article 36 du traité sur l'Union européenne (traité UE) impose au HR/VP de consulter régulièrement le Parlement européen sur les principaux aspects et choix concernant la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), ainsi que de [l'informer](#) de l'évolution de ces politiques, et il dispose que les vues du Parlement européen doivent être «dûment prises en considération». C'est pourquoi le Parlement européen dresse annuellement un état des lieux de la PESC et de la PSDC sur la base de rapports annuels sur la mise en œuvre de ces politiques. Le Parlement se prononce également sur deux rapports d'initiative annuels (INI) relatifs à la mise en œuvre de la PESC et de la PSDC, pose des questions au HR/VP et formule des recommandations à son intention et à celle du Conseil sur les sujets relevant de ce domaine. Le Parlement exerce un pouvoir en matière de sécurité et de défense par le truchement de sa fonction d'autorité budgétaire. Enfin et surtout, le Parlement européen supervise les aspects civils de la PSDC qui sont financés par le budget de l'Union ([article 41 du traité UE](#)).

L'indice Normandie vise à contribuer au rôle du Parlement européen en matière de contrôle de la politique étrangère. Il fournit aux députés du Parlement un indicateur des menaces pesant sur la paix dans le monde qui est cohérent avec la stratégie globale de l'Union. Il sert par conséquent d'outil pour répondre à la demande accrue de responsabilisation des acteurs de la PESC et de la PSDC, ainsi que d'argument empirique en faveur de l'attention qu'il convient d'accorder aux régions et pays à risques.

À l'heure où les institutions sont pressées de faire preuve de plus de légitimité et de transparence, l'engagement grandissant du Parlement européen dans la PESC a contribué à accroître le contrôle démocratique dans ce domaine. Bien que le Parlement européen ne dispose que de prérogatives relativement limitées en ce qui concerne la PESC, il exerce une influence croissante en tant qu'«[entrepreneur de normes](#)» en matière de droits de l'homme et de démocratie, en étroite relation avec le HR/VP et en tant qu'acteur diplomatique, grâce à ses délégations, son activité de médiation et sa diplomatie parlementaire.

4. La valeur ajoutée des études de cas

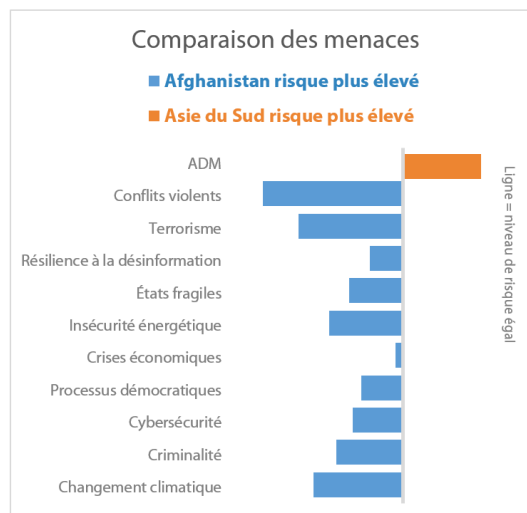
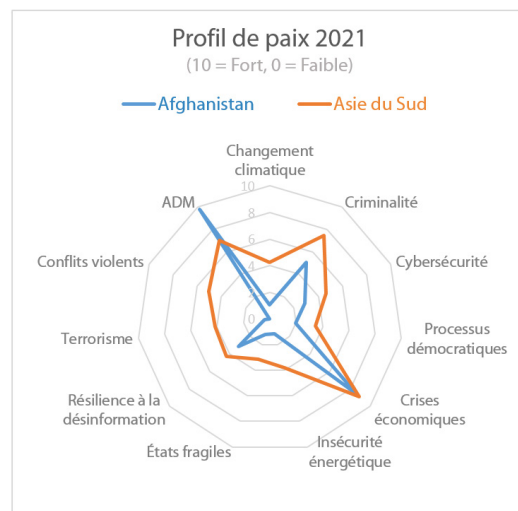
Afin d'illustrer l'utilité et le potentiel de l'indice Normandie, 51 études de cas sont mises en avant dans les pages qui suivent. Pour chaque étude de cas, le lecteur trouvera une analyse des facteurs traditionnels d'instabilité et de menace pour la paix, une représentation graphique de la situation du pays par rapport à d'autres pays de la même région, ainsi que des aspects notables concernant la performance du pays dans l'indice. Une attention particulière est par ailleurs accordée aux nouvelles sources d'insécurité, ainsi qu'à l'analyse de la contribution et du soutien qu'apporte l'Union européenne au renforcement de la [résilience](#) par les relations qu'elle entretient avec le pays en question. Celles-ci peuvent prendre différentes formes (coopération au développement, soutien à la démocratie et aux droits de l'homme, coopération au moyen de la politique européenne de voisinage ou coopération régionale, aide de préadhésion, maintien de la paix, accords commerciaux, etc.) et varier en fonction du degré et du type de coopération mis en place avec le pays concerné. Les études de cas retenues concernent des partenaires clés de l'Union européenne (partenaires stratégiques ou partenaires commerciaux), des pays dans lesquels l'Union mène des missions militaires ou civiles, des pays du G20 et des pays présentant des vulnérabilités ou des résultats notables au regard d'une ou de plusieurs variables de l'indice Normandie. De nouvelles études de cas ont été ajoutées aux 40 publiées en 2020, qui ont également été mises à jour, l'objectif étant d'augmenter leur nombre chaque année. Toutes les études de cas sont disponibles sous forme interactive sur le [site web de l'indice Normandie](#). Le site web offre aux utilisateurs la possibilité de produire des graphiques comparatifs pour chacune des 137 entités étudiées.

Afghanistan

L'Afghanistan occupe la 134^e place de l'indice Normandie. Bien que le pays ait connu une certaine amélioration en matière de stabilité et de croissance économiques, il continue d'être confronté à des conflits et à des problèmes de sécurité, notamment à une progression de la criminalité, problèmes exacerbés par les effets du changement climatique.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La période de la guerre froide a vu une invasion prolongée et infructueuse de l'Afghanistan par les forces soviétiques, qui s'est terminée par le retrait des troupes soviétiques en 1989 après 10 ans de guerre. Néanmoins, le conflit entre le gouvernement afghan, soutenu par l'Union soviétique, et les moudjahidines s'est poursuivi, conduisant à la [montée des talibans](#) qui ont pris le pouvoir en 1995 en promettant d'apporter la paix. Les événements du 11 septembre 2001 et la réaction des talibans à cette attaque ont relancé un conflit d'une grande violence dans le pays, les forces américaines ayant envahi le pays pour tenter de chasser les talibans. Bien que les États-Unis aient signé un accord de paix avec les talibans en février 2020, celui-ci est toujours considéré comme [extrêmement fragile](#). L'accord a conduit à une diminution du nombre de victimes civiles, qui n'a jamais été aussi faible qu'au cours des neuf premiers mois de 2020 [depuis 2012](#). Toutefois, le début des [pourparlers de paix intra-afghans](#) entre le gouvernement afghan et les talibans en septembre 2020 a conduit à un regain de violence sensible, les deux parties tentant de gagner en influence par l'usage de la force. Au dernier trimestre de 2020, les pertes civiles [ont augmenté de 45 %](#) par rapport à la même période en 2019.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Afghanistan souffre de plus en plus des conséquences du changement climatique, qui exacerbe les tensions existantes. Il est le dixième pays le plus vulnérable au changement climatique de l'[indice mondial d'adaptation Notre-Dame 2020](#). Depuis 2018, le pays a été confronté à plusieurs catastrophes liées au climat, telles qu'une [sécheresse extrême](#) et des [crues éclair](#); deux facteurs importants de déplacement et d'insécurité alimentaire. Au cours du premier semestre de 2020, les catastrophes climatiques ont entraîné le déplacement interne de [30 000 Afghans](#), et environ [11 millions](#) de personnes souffraient toujours d'insécurité alimentaire au cours du second semestre de 2020, ajoutant une pression supplémentaire sur des ressources limitées. En 2020, selon les données du programme des Nations unies pour

l'environnement, [80 %](#) du conflit en Afghanistan portait sur la terre, l'eau et les ressources. L'Afghanistan continue d'être confronté à la menace des crimes violents, avec un taux d'homicides volontaires de [6,7 pour 100 000 habitants](#) en 2019.

Intervention de l'Union européenne

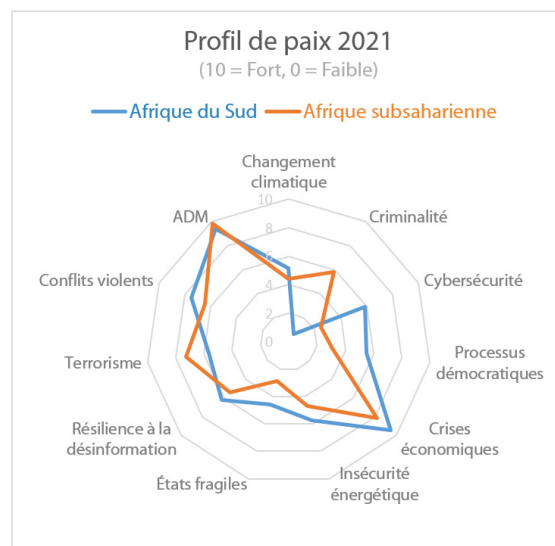
L'Union européenne soutient la paix en Afghanistan depuis plusieurs décennies et y a eu une influence sensible en améliorant la santé et l'éducation, en créant des cadres de gouvernance et en jetant les bases de la construction de la nation. L'Union européenne a engagé plus de [5,1 milliards d'euros d'aide au développement](#) pour l'Afghanistan depuis 2002. Le pays est le plus grand bénéficiaire de l'aide au développement de l'Union dans le monde. Depuis 1994, l'Union européenne a également soutenu des [opérations humanitaires](#), avec une assistance dépassant 1 milliard d'euros à ce jour, notamment pour faire face à la [pandémie de Covid-19](#). Un [accord de coopération entre l'Union européenne et l'Afghanistan](#) en matière de partenariat et de développement a été conclu en 2017.

Afrique du Sud

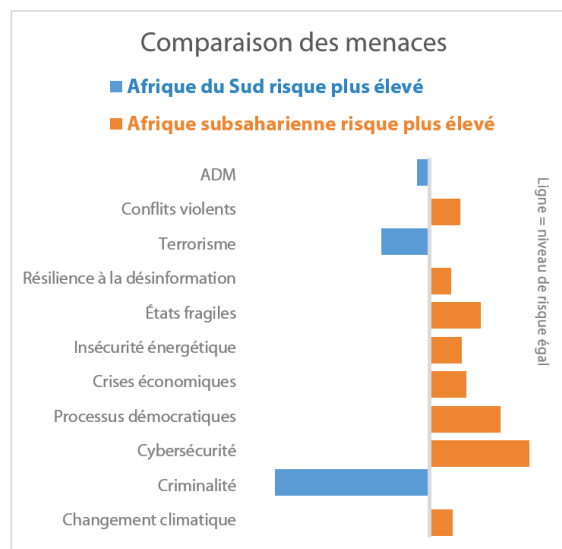
L'Afrique du Sud occupe la 73^e place de l'indice Normandie et est ainsi mieux classée que la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Bien que ce pays soit considéré comme à faible risque, et malgré la fin de l'apartheid en 1994, l'Afrique du Sud reste en proie à d'importantes inégalités et à un taux de criminalité élevé.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Afrique du Sud figure habituellement parmi les pays les plus inégalitaires au monde et 25 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Malgré des processus démocratiques solides et son statut de deuxième économie africaine, ce pays reste donc à la 85^e place dans l'[indice des États fragiles 2020](#). La fragilité du pays est aussi aggravée par son taux élevé de crimes violents; le taux d'homicides y est par exemple plus de quatre fois supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. L'Afrique du Sud a été classée à la 41^e place de l'[indice mondial du terrorisme 2020](#). En 1991, l'Afrique du Sud a été le premier pays à mettre volontairement fin à son programme d'armement nucléaire. Si la sécurité énergétique y est généralement bien meilleure que dans la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, le pays fait pourtant face à une crise énergétique qui rend nécessaires des délestages électriques, du fait d'une mauvaise gestion de l'entreprise d'État Eskom et d'une capacité de production vieillissante.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'Afrique du Sud fait preuve d'une résilience à la désinformation relativement forte, notamment grâce à son fondement politique pluraliste. Elle occupe la 31^e place du [classement mondial 2020 de la liberté de la presse](#) et obtient un relativement bon score par rapport à la région Afrique subsaharienne en matière de cybersécurité. Les changements climatiques représentent un enjeu particulier pour l'Afrique du Sud, car les canicules, les sécheresses et les feux de brousse constituent une menace pour les zones agricoles et urbaines du pays. À titre d'exemple, le Cap a subi entre 2015 et 2018 une grave sécheresse qui a rendu nécessaire le rationnement de l'eau. À long terme, cette hausse des températures pourrait avoir de graves conséquences économiques sur le pays.

Intervention de l'Union européenne

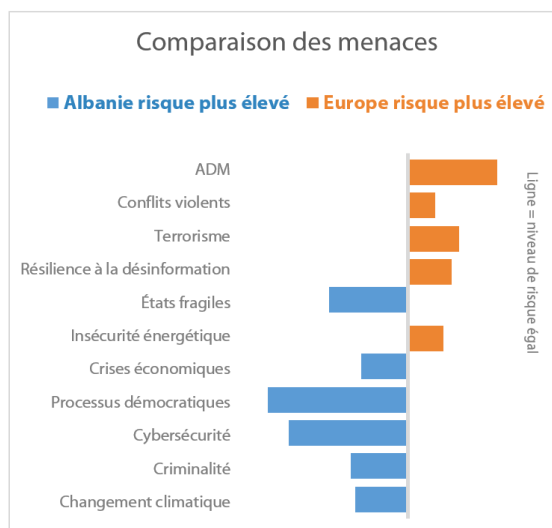
L'Union européenne et l'Afrique du Sud entretiennent une relation solide, concrétisée par le [partenariat stratégique entre l'Union et l'Afrique du Sud](#) depuis 2007 et par l'[accord de partenariat économique UE-SADC](#), (provisoirement) en vigueur depuis 2016. Bien que l'[aide au développement apportée par l'Union](#) à l'Afrique du Sud soit passée de 980 millions d'euros (entre 2007 et 2013) à [241 millions d'euros](#) (entre 2014 et 2020), en raison d'une réorientation en faveur des pays les plus pauvres, l'Union dans son ensemble est restée le deuxième donateur (après les États-Unis) de l'Afrique du Sud en 2016. Les projets financés par l'Union se concentrent sur trois [domaines](#): la création d'emplois, le renforcement de la capacité de l'État à fournir des services publics ainsi que l'éducation, la formation et l'innovation. Ces domaines sont jugés importants pour lutter contre les inégalités omniprésentes qui sont centrales aux questions de l'explosion du taux d'homicides et de la corruption généralisée, qui affaiblissent l'État et entravent le développement économique et les progrès sociaux.

Albanie

L'Albanie occupe la 30^e place de l'indice Normandie. Depuis la fin des guerres des Balkans au début des années 1990, elle a réalisé des progrès significatifs en matière de réformes politiques et économiques, à tel point qu'elle a rejoint l'OTAN (en avril 2009) et ouvert des pourparlers avec l'Union européenne en vue de son adhésion (en mars 2020). L'Albanie est un bon exemple de tolérance et de diversité religieuses. Malgré cela, le pays est toujours confronté à d'importants obstacles économiques et démocratiques, ainsi qu'à des défis liés à l'immigration clandestine.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Engluée dans les guerres des Balkans de 1990 à 1993, l'Albanie a continué à souffrir des [troubles civils internes](#) qui ont éclaté en 1997 lors de la «crise pyramidale», parallèlement à la participation militaire continue au conflit du Kosovo contre la Serbie. L'Albanie est également une plaque tournante du crime organisé, avec l'un des taux de traite des êtres humains les plus élevés d'Europe. La nature clandestine de la traite des êtres humains signifie toutefois que l'Albanie manque de [données](#) fiables. Néanmoins, l'Albanie a été classée par Eurostat parmi les dix premiers pays en matière de nombre de victimes de la traite des êtres humains pendant plusieurs années consécutives. Plus récemment, l'ampleur du [trafic de drogue](#) en Albanie a été estimée à un tel point que la valeur du trafic de marijuana à lui seul, soit 4 milliards de dollars américains par an, équivaut à environ la moitié du produit intérieur brut (PIB) de l'Albanie.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Albanie reste l'un des pays les plus pauvres d'Europe. En 2019, l'Albanie a connu un nouveau [ralentissement de sa croissance](#) en raison de la chute des exportations d'électricité et d'un tremblement de terre en novembre 2019 qui a laissé 17 000 personnes sans abri. Selon la Banque mondiale, l'économie albanaise a fléchi de 10,2 % au deuxième trimestre 2020 en raison des conséquences cumulées du tremblement de terre et de la pandémie de Covid-19; ce qui a entraîné une hausse du chômage et une augmentation attendue de la pauvreté. Le [recul démocratique](#) est évident depuis que les élections de 2017 ont été jugées frauduleuses, ce qui a conduit à une flambée de protestations antigouvernementales tout au long de 2018 et de 2019.

Participation de l'Union européenne

L'Albanie a été désignée comme un [candidat](#) potentiel à l'adhésion à l'Union européenne dès le sommet UE-Balkans occidentaux de Thessalonique en juin 2003. Le 25 mars 2020 des négociations d'adhésion ont été [ouvertes](#) et l'Albanie a participé au sommet UE-Balkans occidentaux du 6 mai 2020. L'Union européenne est le principal fournisseur d'[aide financière](#) au pays. À la suite de la pandémie de Covid-19, la Commission a [annoncé](#), le 29 avril 2020, une aide financière de l'Union européenne de plus de 3,3 milliards d'euros, [mobilisée](#) conjointement avec la Banque européenne d'investissement au profit des citoyens des Balkans occidentaux, y compris les citoyens albanais. Le 6 octobre 2020, la Commission a donné son aval à un [plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux](#), doté d'un budget de 9 milliards d'euros.

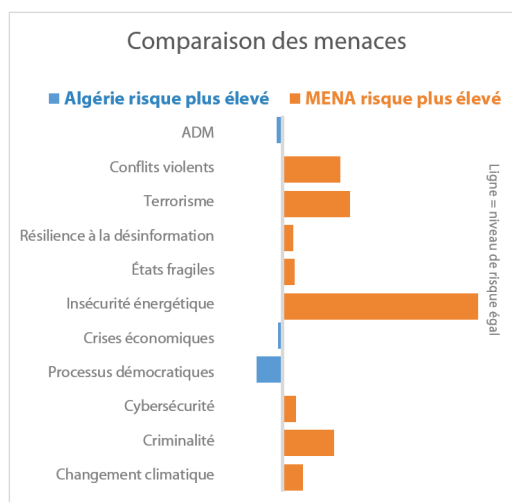
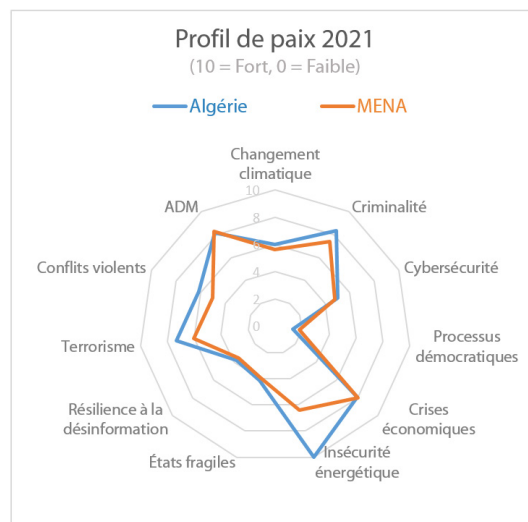
Algérie

L'Algérie occupe la 61^e place de l'indice Normandie, avec un score supérieur à la moyenne des pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). L'Algérie est le pays le plus riche de la région en termes de [PIB par habitant](#). Membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC) depuis 1967, l'Algérie est l'un des plus gros producteurs d'hydrocarbures d'Afrique; les revenus du pétrole et du gaz représentant historiquement environ la moitié du budget national et 90 % des recettes d'exportation. Le pays reste toutefois faible en matière de «processus démocratiques».

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis deux ans, l'Algérie fait face à une instabilité politique intérieure et à un mouvement contestataire, lequel souhaite plus de démocratie et un système politique transparent. En novembre 2020, la présidence algérienne a annoncé que le référendum constitutionnel de 2020 avait été une réussite, avec un taux d'approbation de 66,8 %. Bien que la réforme constitutionnelle ait été l'une des principales revendications du [mouvement contestataire](#) «Hirak», l'absence apparente de consultation des représentants des manifestants, dont beaucoup sont toujours détenus, risque de renforcer la perception de ces derniers quant à la réticence et à l'incapacité du gouvernement à répondre à leurs demandes de transformation radicale du système politique.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Standard and Poor's Global [a indiqué](#) que, pour 2020, la production de pétrole et de gaz de l'Algérie était de 143 millions de tonnes d'équivalent pétrole, soit une baisse de 8 % depuis 2019, et ce en raison de la pandémie et de la faible croissance économique. L'Algérie, un important fournisseur de pétrole et de gaz pour l'Europe, a épuisé près de 62 % de ses réserves prouvées et le reste ne suffira qu'à répondre la demande interne jusqu'en 2040. En [réponse](#) à ces enjeux, le gouvernement s'est fixé pour objectif que 27 % de la production d'électricité provienne de sources renouvelables d'ici 2030 et que la capacité de production de ces dernières soit portée à 37 % d'ici la même année. En raison de sa position géographique et de ses caractéristiques climatiques, l'Algérie est très vulnérable au changement climatique. Les autorités nationales ont [entrepris](#) plusieurs

initiatives pour lutter contre la désertification, notamment le «barrage vert», une ceinture verte destinée à enrayer sa progression.

Intervention de l'Union européenne

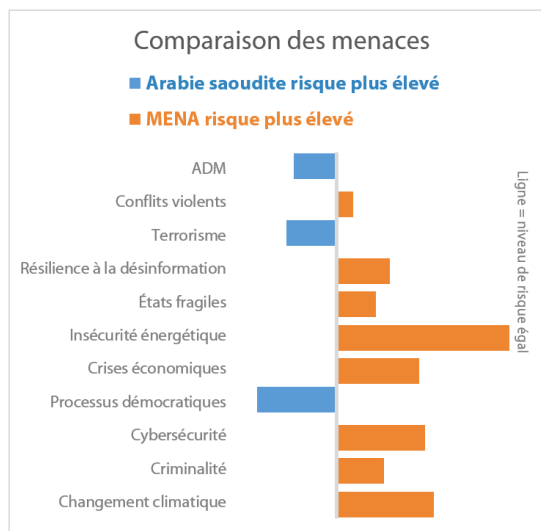
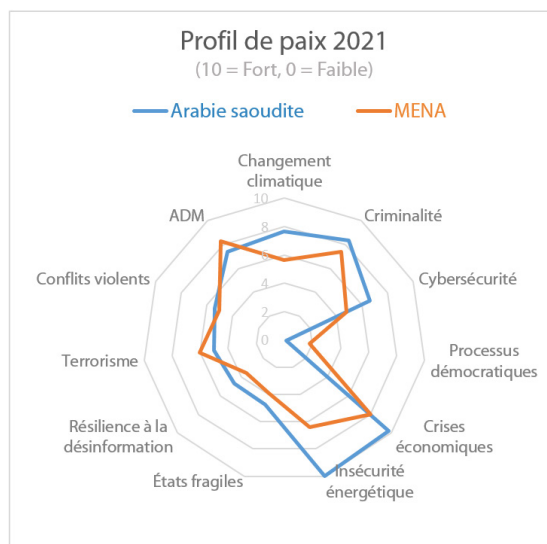
L'[accord d'association](#) (AA) UE-Algérie est entré en vigueur en 2005. Le 13 mars 2017, l'Union européenne et l'Algérie ont adopté de nouvelles [priorités de partenariat](#) dans le cadre de la politique européenne renouvelée de voisinage. Avec l'évaluation conjointe de la mise en application de l'accord d'association, les priorités de partenariat recensent les domaines communs de coopération et orientent le dialogue entre l'Union européenne, ses États membres et l'Algérie, jusqu'en 2020. L'Union et l'Algérie poursuivent également un dialogue à haut niveau sur les secteurs de l'énergie et de la sécurité, ainsi qu'un dialogue informel sur les migrations. Le 9 février 2021, une nouvelle stratégie pour le [voisinage méridional](#) a été adoptée. Elle est accompagnée d'un [plan économique et d'investissement pour les voisins méridionaux](#), lequel soutiendra l'Algérie dans le domaine du climat et de l'efficacité énergétique. En collaboration avec le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Union européenne a [soutenu](#) les initiatives de l'Algérie pour endiguer la Covid-19. Dans le cadre de son [instrument contribuant à la stabilité et à la paix \(IcSP\)](#) en Algérie, l'Union a financé trois projets, y compris en matière de lutte contre le terrorisme.

Arabie saoudite

L'Arabie saoudite occupe la 56^e place de l'indice Normand. Elle est mêlée à plusieurs conflits régionaux, dont le plus direct est celui du Yémen, et fait face à une opposition croissante, tant au niveau national qu'au niveau international, à son espace démocratique limité.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Arabie saoudite est engagée dans une [guerre par procuration avec l'Iran](#) depuis la révolution iranienne de 1979. Le nouveau régime chiite iranien, dirigé par l'ayatollah Khomeini, a encouragé les autres musulmans chiites des pays voisins à renverser également leurs dirigeants; un appel que la minorité chiite d'Arabie saoudite a repris sans succès. Cette guerre par procuration pour l'hégémonie régionale a joué [dans plusieurs conflits au Moyen-Orient](#), notamment au Liban, en Iraq et, peut-être plus directement, au Yémen. Le conflit au Yémen a commencé en 2014 par un soulèvement national des rebelles Houthis soutenus par l'Iran contre un gouvernement sunnite répressif. La cause du gouvernement yéménite dans la lutte contre les rebelles a rapidement été reprise par l'Arabie saoudite, qui a dirigé une coalition de forces internationales, dont les États-Unis, pour reprendre le contrôle. Au cours des six années précédant la fin 2020, on estime que [112 000 personnes](#) ont été tuées au Yémen, dont au moins 12 600 civils tués lors d'attaques ciblées.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Outre la guerre en cours au Yémen, l'Arabie saoudite doit faire face à des défis à plus long terme en raison de son espace démocratique très limité. Après avoir été nommé prince héritier en 2017, Mohammed Bin Salman a mis en place plusieurs réformes économiques et sociales, dont beaucoup espéraient qu'elles conduiraient également à une plus grande liberté démocratique. Cela ne s'est toutefois [pas concrétisé](#). Le Royaume, dont le bilan en matière de droits de l'homme est médiocre, a fait l'objet d'une surveillance constante pour son [traitement des dissidents](#), notamment l'exécution de 37 militants pro-démocratie en avril 2019, et l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en octobre 2018 au consulat saoudien d'Istanbul. Le pays n'autorise aucun média indépendant et se classe au 170^e rang du [classement mondial de la](#)

[liberté de la presse 2021](#). Sous la direction du président Biden, les États-Unis, alliés de longue date, devraient adopter une [position plus critique](#) à l'égard du Royaume.

Intervention de l'Union européenne

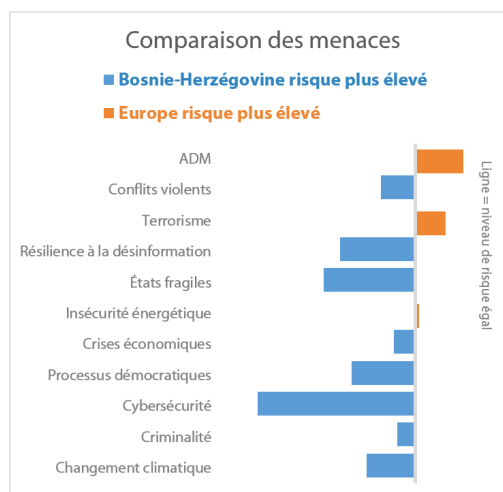
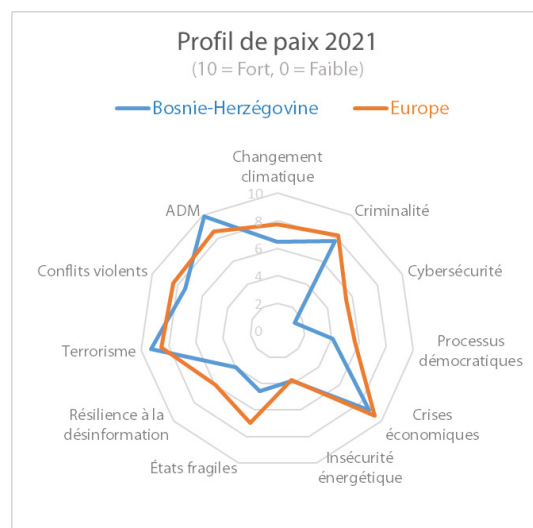
En 1988, l'Union a conclu un [accord de coopération](#) avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), qui comprend l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis (EAU). Un dialogue régulier entre l'Union et le CCG vise à renforcer la stabilité des pays de la région stratégiquement importante du Golfe, à élargir la coopération économique et technique ainsi qu'à resserrer la coopération existante dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, du commerce et des services, de l'agriculture, de la pêche, des investissements, de la science, de la technologie ainsi que de l'environnement. Il n'existe aucune [relation bilatérale](#) officielle entre l'Union européenne et l'Arabie saoudite. L'Union européenne, et le Parlement européen en particulier, ont critiqué le bilan de l'Arabie saoudite en matière de droits de l'homme et ont condamné et exprimé de graves préoccupations quant au [rôle joué par le pays au Yémen](#).

Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine occupe la 66^e place dans l'indice Normandie, considérablement plus vulnérable que la moyenne européenne. En effet, elle est largement en dessous de la moyenne européenne dans les rubriques «cybersécurité» et «États fragiles», mais affiche néanmoins de bons résultats dans les domaines du terrorisme et de l'insécurité énergétique.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Entre 1992 et 1995, la Bosnie-Herzégovine a été la scène de conflits armés qui ont déclenché un déploiement de plusieurs missions internationales de maintien de la paix. En 1995, l'accord de paix de Dayton a engendré un système de gouvernement décentralisé, divisant le pays en deux unités fédérales semi-indépendantes, la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Ce système de gouvernance décentralisée est l'une des raisons pour lesquelles la Bosnie-Herzégovine est classée avant-dernière dans l'[indice des États fragiles](#) en Europe. La coopération efficace entre les entités constitutionnelles est freinée par la méfiance entre groupes ethniques et partis politiques, ainsi que par une orientation différente de la politique étrangère. Entre les élections d'octobre 2018 et de novembre 2019, le pays est resté sans gouvernement, car les trois membres de la présidence n'ont pas pu parvenir à un consensus sur l'adhésion à l'OTAN. Le pays [dépend fortement du charbon](#), qui représente 54 % de la production totale d'électricité, mais il investit dans les énergies renouvelables et présente un potentiel majeur en matière d'énergie renouvelable non hydraulique.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Bosnie-Herzégovine est relativement vulnérable aux nouvelles menaces qui pèsent sur sa sécurité, car elle continue d'allouer ses ressources à la reconstruction à la suite du conflit et sa structure étatique est très décentralisée. En 2018, le pays était classé 118^e sur 175 pays pour la cyberdéfense, car ses entités constitutionnelles ne disposent pas de l'expertise et des ressources nécessaires pour élaborer une stratégie de [cybersécurité](#) cohérente et solide; le pays est également très vulnérable à la désinformation et occupe la 58^e place sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). L'[immigration clandestine](#) a mis les autorités locales et nationales sous pression, en particulier dans les régions qui assument la plus grande partie du fardeau de la gestion des migrations. Alors que la croissance

du PIB est plutôt au point mort depuis 2008, certains domaines économiques se sont considérablement développés et offrent la possibilité d'améliorer la résilience face à ces menaces.

Intervention de l'Union européenne

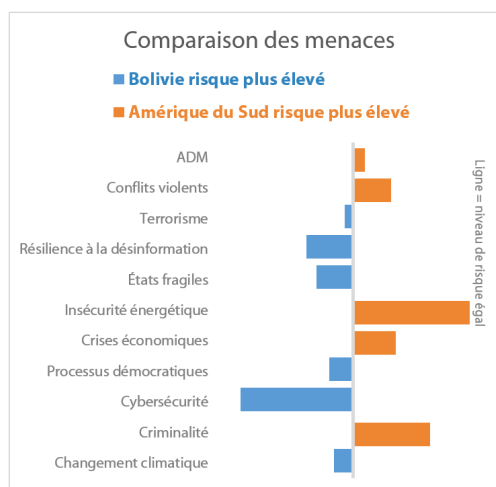
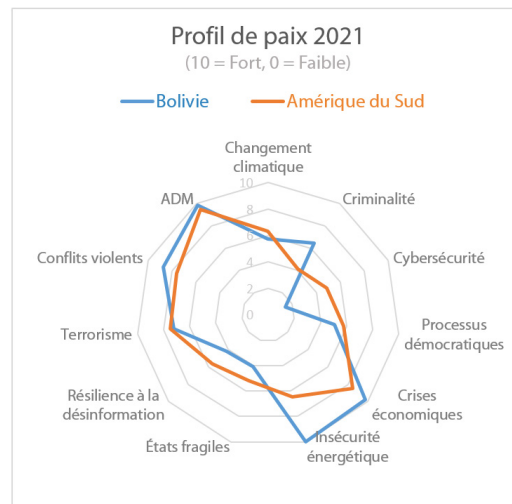
La Bosnie-Herzégovine est un pays [candidat](#) potentiel à l'adhésion à l'Union. Depuis 2004, l'opération EUFOR [Althea](#) soutient le pays dans ses efforts visant à garantir la paix après l'[accord de paix de Dayton](#). Dans son avis sur la demande d'adhésion à l'Union européenne de la Bosnie en mai 2019, la Commission européenne a recommandé de se diriger vers l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne. Parmi les autres priorités figure la nécessité d'assurer une coordination efficace des capacités de gestion des frontières et des migrations ainsi que de garantir le fonctionnement du système d'asile. L'Union européenne lui [vient en aide](#) au moyen de programmes de jumelage ou de renforcement des capacités. Elle soutient également sa transition écologique et climatique au moyen de l'[instrument de préadhésion](#). L'Union européenne a engagé [plus de 80 millions d'euros](#) pour relever les défis liés à la pandémie dans le pays, notamment la désinformation.

Bolivie

La Bolivie occupe la 42^e place de l'indice Normandie. Elle est confrontée à l'instabilité démocratique depuis que les résultats des élections présidentielles de 2019 ont été annulés, ce qui a entraîné des troubles sociaux importants qui se sont poursuivis même après les dernières élections présidentielles d'octobre 2020.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Bolivie a une longue histoire de conflits entre sa population indigène, ses paysans et ceux qui sont considérés comme étant d'origine coloniale espagnole, y compris les riches propriétaires d'entreprises agricoles. Les droits sur les terres et les ressources naturelles ont été les principaux moteurs des tensions et des [conflits](#). Au-delà de cela, les questions de pouvoir et d'identité liées à la terre en tant que bien productif et social ont alimenté les [conflits fonciers](#). La marginalisation des 36 groupes d'[habitants indigènes](#) de Bolivie a également une longue histoire, les droits des indigènes n'ayant été officiellement reconnus qu'en [1994](#). La situation a changé de manière spectaculaire avec l'élection d'Evo Morales en 2005, le premier président élu indigène d'Amérique du Sud. Morales a introduit des réformes de redistribution des terres qui ont entraîné des conflits et des affrontements, les terres ayant été redistribuées au détriment des Boliviens non indigènes et des [agriculteurs commerciaux](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La menace la plus immédiate pour la sécurité de la Bolivie est l'instabilité démocratique. Les élections présidentielles d'octobre 2019 ont été entachées d'accusations de fraude et de corruption, le président Evo Morales ayant revendiqué la victoire pour un quatrième mandat sans précédent. Bien que [ces accusations](#) restent contestées, les élections ont déclenché une vague de troubles sociaux, de protestations et de manifestations, du jamais vu en Bolivie depuis l'arrivée au pouvoir de Morales en [2005](#). De violents affrontements entre manifestants pro et anti-Morales ont fait plus de 30 morts dans les quatre semaines qui ont suivi l'élection, avant que M. Morales ne cède à la pression nationale et internationale et ne [démissionne](#). Après que le gouvernement d'opposition

qui, soutenu par l'armée, a pris le pouvoir par intérim ait reporté les élections prévues pour mai 2020, en raison de la pandémie de Covid-19, de nouvelles [protestations publiques](#) ont éclaté dans tout le pays. L'ajournement répété des élections générales en raison de la pandémie de [Covid-19](#) a encore érodé la confiance des Boliviens dans la démocratie. Les élections générales se sont finalement tenues calmement le 18 octobre 2020, pour aboutir à la victoire du candidat du parti de Morales, [Luis Arce](#). Comme une grande partie de la région, la Bolivie est très vulnérable aux [cyberattaques](#) et doit également faire face à des problèmes de [désinformation](#).

Intervention de l'Union européenne

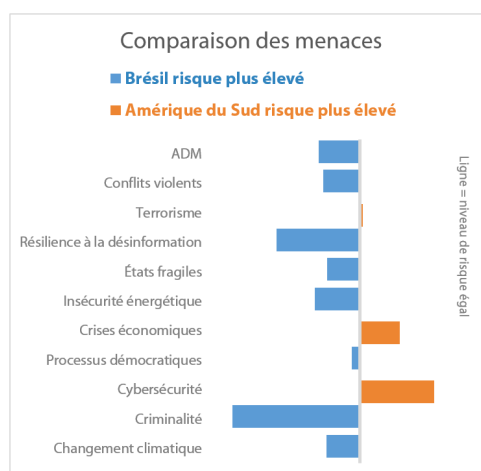
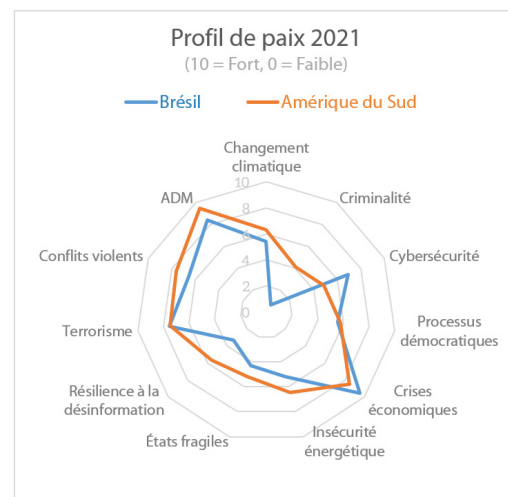
L'Union européenne coopère avec la [Bolivie](#) dans les domaines des droits de l'homme, de la liberté d'expression, de la prévention des conflits, des migrations, de la lutte contre la drogue, du terrorisme, de l'intégration régionale ainsi que de la prévention et de la réponse aux [situations d'urgence](#) et aux catastrophes. Elle est devenue l'un des [principaux donateurs du pays](#), avec 281 millions d'euros pour la période 2014-2020. La Bolivie bénéficie également des programmes de coopération régionale de l'Union européenne, qui comptent parmi leurs priorités le [lien entre la sécurité et le développement](#). Elle est aussi bénéficiaire du SGP+ de l'Union. L'[ICSP](#) de l'Union finance quatre projets en cours en Bolivie (un total de 10,8 millions d'euros partagés avec d'autres pays), dont trois sont liés aux migrants et à la réponse à la pandémie de Covid-19. Dans une [résolution](#) du 28 novembre 2019, le Parlement européen a condamné les violences survenues dans le pays après les élections d'octobre.

Brésil

Le Brésil figure à la 83^e position de l'indice Normandie, avec une détérioration significative depuis 2019. Il obtient des résultats inférieurs à la moyenne sud-américaine en ce qui concerne les indicateurs mesurant la criminalité, les processus démocratiques et la désinformation.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Brésil présente le 20^e score le plus bas en ce qui concerne les armes de destruction massive. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une puissance nucléaire, le pays dispose d'un [vaste arsenal](#) de véhicules blindés et d'avions de combat. La profonde récession économique qu'a connue le Brésil entre 2014 et 2017 a exacerbé des inégalités sociales profondément enracinées et s'est traduite par une forte augmentation des homicides: le pays a le 12^e [taux d'homicides](#) le plus élevé au monde, avec 29,53 pour 100 000 personnes en 2021. C'est plus de quatre fois la moyenne mondiale, qui est d'environ 7 personnes pour 100 000 habitants. Les niveaux élevés d'homicides et de crimes violents sont également liés à la [criminalité organisée](#), la plupart des homicides survenant à proximité des principales routes de la drogue. Le Brésil obtient un bon score pour ce qui est des processus démocratiques, avec le 26^e score le plus élevé au monde.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

À l'échelle mondiale, le Brésil affiche des résultats supérieurs à la moyenne pour tous les indicateurs liés aux nouvelles menaces hybrides et sécuritaires. Compte tenu du [niveau élevé](#) de cybercriminalité et de cybermenaces au Brésil, les gouvernements et les législateurs brésiliens ont toujours fait de cette question une priorité. En février 2020, le Brésil a adopté sa première [stratégie de cybersécurité](#); laquelle n'est pas assez effective, selon les experts. Une [loi de 2018](#) inspirée du règlement général sur la protection des données (RGPD), est entrée en vigueur en [septembre 2020](#) et renforcera encore la cybersécurité nationale en répondant aux préoccupations relatives à la protection de la vie privée dans l'environnement numérique. Toutefois, les sanctions pour non-conformité à

cette loi ont été reportées à 2021, ce qui [suscite](#) quelques inquiétudes. Alors que la propagation de la [désinformation](#) dans le pays a fait l'objet d'une enquête parlementaire, un avant-projet de loi portant sur la [désinformation](#) et les fausses informations a suscité l'inquiétude des groupes de défense des droits de l'homme. La [déforestation de l'Amazonie](#) représente également un risque, car elle entraînerait des changements climatiques, augmentant ainsi la charge des forces armées brésiliennes et mettant en péril la sécurité énergétique et en eau du pays.

Intervention de l'Union européenne

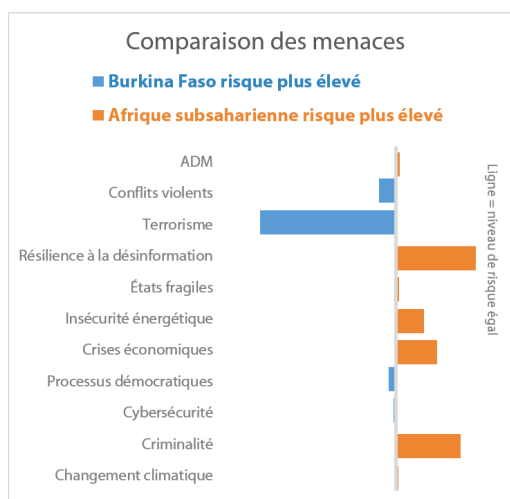
L'Union européenne et le Brésil ont conclu un partenariat stratégique en 2007. Grâce à un large éventail de [dialogues sectoriels](#), l'Union [aide](#) le Brésil à lutter contre les inégalités sociales généralisées qui entretiennent le taux élevé d'homicides dans le pays. Les projets de l'Union visent notamment à renforcer la protection des [défenseurs des droits de l'homme](#) ainsi que des droits des groupes les plus vulnérables, tels que les [sans-abri](#), et à lutter contre la violence, notamment la [violence domestique](#) à l'égard des [femmes](#). Les projets de l'Union portant sur les [fausses informations](#) visent à renforcer la résilience du Brésil face à la désinformation. Par ailleurs, l'Union favorise la transparence dans des domaines tels que les [marchés publics](#). L'[instrument de partenariat](#) de l'Union finance un large éventail de projets de développement durable au Brésil. En outre, le Brésil bénéficie également du programme de l'Union pour l'Amérique latine [EUROCLIMA+](#), qui vise à faire face aux changements climatiques. En juin 2019, l'Union européenne et les quatre membres fondateurs du MERCOSUR, dont le Brésil, ont conclu un accord de principe sur un [accord commercial](#) global. Toutefois, ce dernier suscite des inquiétudes en ce qui concerne ses effets néfastes sur le climat et sur l'utilisation des sols. Le Brésil fait actuellement partie de [trois projets de l'ICSP](#), lesquels sont liés à la pandémie de Covid-19 et aux populations vulnérables.

Burkina Faso

Le Burkina Faso occupe la 87^e place de l'indice Normandie. Il est confronté à d'importantes menaces d'activités extrémistes violentes, tandis que des groupes terroristes régionaux s'infiltrent dans le pays en profitant des griefs locaux, ce qui a conduit le Burkina Faso à se classer au 12^e rang des pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde, selon l'[indice du terrorisme mondial](#) 2020.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Burkina Faso a connu une période de sécurité et de stabilité relative sous la direction autoritaire de Blaise Compaoré entre 1987 et 2014. Compaoré a joué un rôle clé dans la négociation d'accords de paix avec les pays voisins (par exemple entre les Touaregs et le gouvernement malien en 2012) et a tenu les groupes armés à distance. La stabilité du pays s'est faite au [prix](#) d'un espace démocratique étroit et d'abus généralisés dans le secteur de la sécurité, qui ont fini par déboucher sur une protestation populaire et le renversement du dictateur en 2014. Depuis lors, un affaiblissement du dispositif de sécurité de l'État a créé un environnement propice à une augmentation des activités extrémistes violentes.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Burkina Faso est confronté à une menace écrasante d'[extrémisme](#) violent. Les groupes djihadistes établis au Mali, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une coalition-cadre des mouvements affiliés à Al-Qaïda, et les groupes de terreur intérieure comme Ansar ul Islam prospèrent et commettent un nombre croissant d'attentats. De mars 2020 à mars 2021 seulement, le Burkina Faso a [enregistré](#) 1 781 décès dus à des activités extrémistes violentes et à la réaction de l'État face à celles-ci, contre seulement 80 décès attribués à des activités extrémistes violentes en 2016. Cette augmentation s'est produite malgré l'investissement des acteurs régionaux et internationaux dans une approche antiterroriste à forte composante militaire au Sahel. À la fin de 2020, la profonde

insécurité avait contraint un million de personnes à fuir leur foyer et constitue une menace majeure pour la reprise économique à la suite de la [récession](#) causée par la pandémie de Covid-19 l'année dernière.

Intervention de l'Union européenne

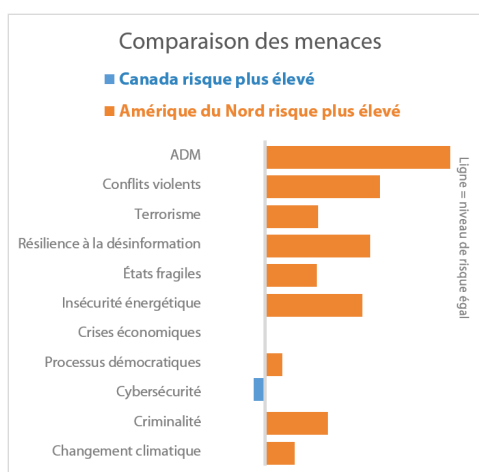
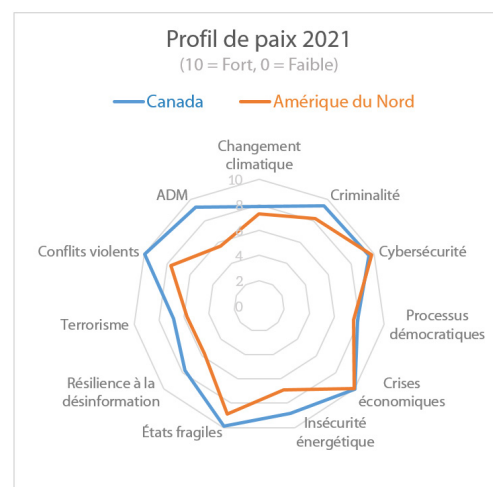
L'Union européenne soutient le Burkina Faso par un ensemble d'initiatives nationales et régionales, certaines axées sur la sécurité et d'autres ayant un vaste objectif de développement, en vue de parvenir à une paix et une sécurité durables. Faisant partie des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), le Burkina Faso a bénéficié, de 2014 à 2020, d'une aide de [623 millions d'euros](#) du Fonds européen de développement (FED), avec comme l'un des trois principaux objectifs poursuivis, une bonne gouvernance. Il a également été l'un des bénéficiaires de projets financés par l'[IcSP de l'Union européenne](#) afin de renforcer les initiatives pour la consolidation de la paix et les forces de sécurité. Une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) a été adoptée en avril 2021, laquelle renforce la dimension politique du partenariat noué entre l'Union et les pays du G5 Sahel, dont le Burkina Faso. Elle accentue également l'importance accordée à un développement durable, qui dépasse le soutien militaire. En 2019, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) qui condamne les violations des droits de l'homme perpétrées par des groupes extrémistes.

Canada

Le Canada occupe la 4^e place dans l'indice Normandie, ce qui indique un faible niveau de risques. Le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne mondiale pour presque tous les indicateurs, et en particulier pour les processus démocratiques.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Canada possède une tradition démocratique de longue date, sous la forme d'un système parlementaire, renforcée par un niveau d'éducation et un PIB par habitant élevés. L'indicateur [de développement humain 2020](#) classe le Canada au 16^e rang des 189 pays mesurés. Dans l'[indice de démocratie](#) de The Economist Intelligence Unit, le Canada arrive cinquième selon des critères de libertés, de culture et de participation politiques. Par ailleurs, le Canada est le cinquième pays le plus stable au monde selon l'indice Normandie, tel que mesuré par l'indicateur des États fragiles. Ceci s'explique en grande partie par le fort sentiment de légitimité de l'État, l'efficacité des services publics et une intervention extérieure minimale. Le Canada obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de conflits traditionnels et a reculé de deux places pour atteindre le 56^e rang de l'[indice mondial du terrorisme 2020](#). Même si le pays a connu 10 décès liés au terrorisme en 2018, aucun décès n'a été enregistré en 2019.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Canada présente des niveaux élevés de développement économique et de capital humain, avec la 10^e plus grande économie et l'économie la plus stable au niveau mondial, comme le montre l'indicateur crise économique. Le Canada est un exportateur net d'énergie et figure parmi les rares pays développés qui exportent de l'énergie. La société canadienne jouit également d'un niveau élevé de liberté de la presse, puisqu'elle occupe la 16^e place du [classement de la liberté de la presse](#), ce qui s'explique par la [diversité de la couverture médiatique](#) et des libertés fondées sur la charte des droits et libertés consacrée par la loi constitutionnelle de 1982. La [cybercriminalité](#), sous forme de fraude en ligne et de tentatives de vol d'informations personnelles, financières et d'entreprise,

reste la menace la plus importante à la cybersécurité du Canada. Selon le rapport [Human Rights Watch](#) 2020, des obstacles considérables persistent pour mettre fin à des décennies de discrimination structurelle et systémique à l'encontre des populations autochtones du Canada.

Intervention de l'Union européenne

Le Canada est un [partenaire stratégique](#) formel pour l'Union européenne depuis 2016. Depuis lors, les partenaires ont renforcé leur [coopération sectorielle et en matière de politique étrangère](#), dans le but de maintenir leur engagement commun à faire progresser les principes démocratiques et les droits de l'homme ainsi que d'œuvrer ensemble au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et d'un multilatéralisme fondé sur des règles. Le Canada a été l'un des contributeurs les plus importants à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union, avec 10 missions et opérations à son actif. Les deux partenaires ont également conclu un accord sur la sécurité des informations pour l'échange d'informations classifiées entre l'Union et le Canada. L'accord vise à faciliter la poursuite de la coopération dans les domaines de la PSDC, de la lutte contre le terrorisme, de la cybersécurité et des sanctions. Ce sont également de puissants partenaires économiques. En 2017, l'accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union et le Canada est provisoirement entré en vigueur et vise à fixer des normes élevées en ce qui concerne le développement durable dans les accords commerciaux. Enfin, l'Union et le Canada unissent leurs forces en tant que chefs de file dans la lutte internationale contre le changement climatique, notamment en organisant conjointement avec la Chine, en 2018, une [réunion ministérielle sur l'action climatique](#). Grâce au fonds Nouvelles Frontières en recherche (FNFR) et à son [volet international](#), le Canada allouera jusqu'à 33 millions d'euros (sur cinq ans) pour soutenir la participation canadienne au sein d'équipes internationales financées par Horizon Europe.

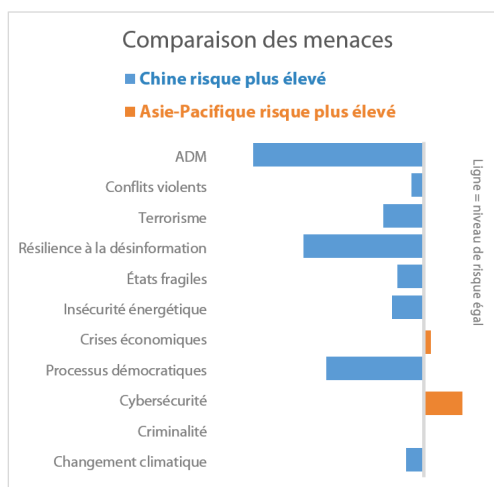
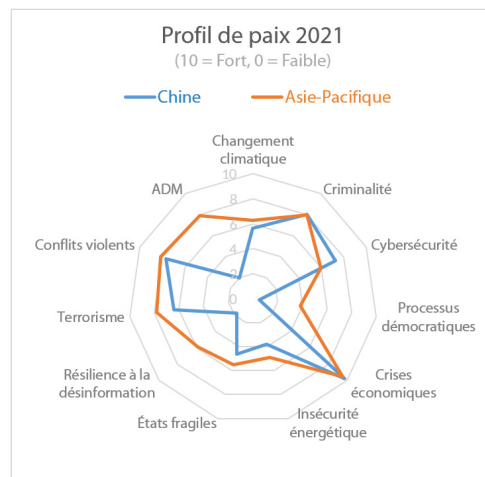
Chine

La Chine occupe la 103^e place de l'indice Normand et est considérée comme plus vulnérable que la moyenne de l'Asie-Pacifique. Depuis les réformes économiques en 1978, la Chine a connu une forte croissance économique pour devenir la deuxième plus grande économie du monde en matière de produit intérieur brut nominal.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Chine reste empêtrée dans des différends frontaliers avec l'Inde et le Bhoutan. En outre, les revendications de la Chine relatives à la souveraineté sur Taïwan et plusieurs formations maritimes en mer de Chine orientale et de Chine méridionale sont vigoureusement contestées. Pour appuyer ces revendications, la Chine dispose de la [première armée du monde](#) et du deuxième plus gros [budget pour la défense](#). La Chine possède également des armes nucléaires actives. La Chine apparaît en 86^e position dans l'[indice des États fragiles 2020](#) et enregistre des scores particulièrement faibles dans les catégories «droits de l'homme» et «légitimité de l'État».

Cette situation s'explique en grande partie par la [répression croissante](#) du gouvernement chinois contre les mouvements démocratiques de la région administrative spéciale de Hong Kong ainsi que par l'oppression des Tibétains et de la minorité musulmane ouïghoure dans la province du Xinjiang, laquelle a été qualifiée de [génocide](#) par certains États.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La croissance économique rapide de la Chine a eu des répercussions négatives sur ses ressources naturelles et son environnement, en nuisant gravement à la qualité de l'eau ainsi qu'en entraînant une érosion et une pollution généralisée. Le [déploiement du charbon](#) en Chine a des incidences dangereuses sur l'environnement et sur la santé humaine, la combustion du charbon étant la plus grande source de répercussions sur la santé liées à la pollution de l'air dans le pays. En septembre 2020, le président Xi Jinping a néanmoins [annoncé](#) qu'il projette que le pays devienne neutre en carbone d'ici 2060. La Chine s'appuie sur les nouvelles technologies pour imposer son modèle autoritaire de surveillance et de conformité sociales, qu'elle présente comme une alternative aux modèles de gouvernance

libérale. Le pays occupe donc la 177^e position dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2020. La Chine, avec son régime à parti unique, obtient un score bien moins élevé que les autres pays de la région Asie-Pacifique pour ce qui est des processus démocratiques.

Intervention de l'Union européenne

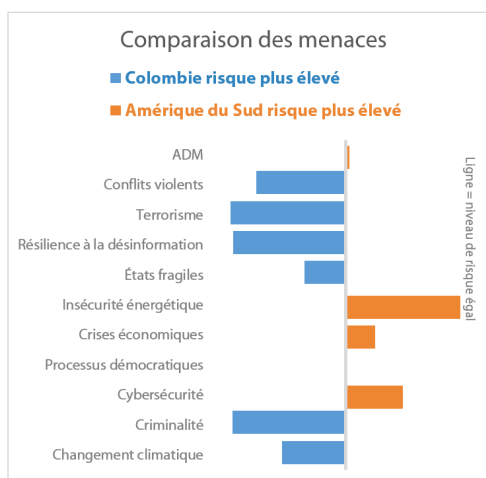
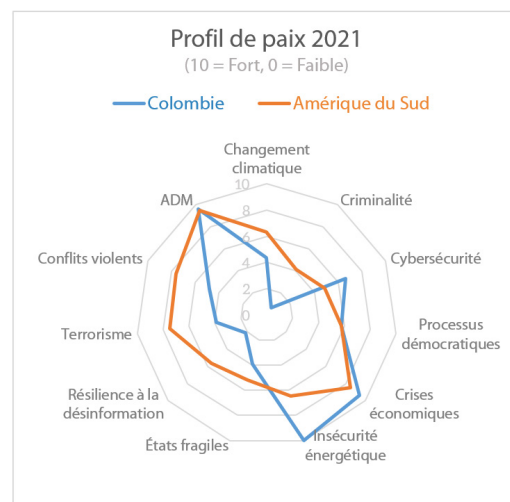
En 2003, l'Union et la Chine ont conclu un partenariat stratégique en développant plus de [60 formes de dialogue](#), notamment pour examiner les questions de la non-prolifération et du désarmement, qui contribuent à la mise en œuvre de l'[agenda stratégique de coopération UE-Chine 2020](#). La coopération en matière de [changement climatique](#), notamment pour l'[échange de droits d'émission](#) et le [développement durable](#), d'[énergie](#), d'[urbanisation](#), d'[eau](#) et d'[économie circulaire](#) figure en bonne place dans l'ordre du jour. Le [dialogue régulier entre l'Union et la Chine sur les droits de l'homme](#) permet également d'aborder différents points, tels que la liberté d'expression et la liberté de religion, bien que les progrès sur ces points soient limités. En 2019, les institutions européennes ont rendu publique une communication conjointe sur [les relations UE-Chine – Une vision stratégique](#), dans laquelle la Chine est décrite simultanément comme un «partenaire de coopération [...], un concurrent économique [...] et un rival systémique». En décembre 2020, l'Union et la Chine ont conclu un [accord global sur les investissements](#) (AGI). Ce dernier a fait l'objet d'un accord de principe et reste sujet au consentement du Parlement européen et à l'approbation du Conseil. En mars 2021, l'Union a imposé des [sanctions](#) à l'encontre de responsables chinois accusés de violations des droits de l'homme contre la minorité ouïghoure du Xinjiang. En réponse, la Chine a appliqué des contre-sanctions visant plusieurs députés du Parlement européen. Dans une [résolution](#) de mai 2021, le Parlement a décidé de figer le processus de consentement à l'accord global sur les investissements, sous réserve de la levée des contre-sanctions.

Colombie

La Colombie occupe la 89^e place de l'indice de Normandie. Elle est considérée comme plus vulnérable que la moyenne régionale sud-américaine et se situe sous la moyenne régionale pour la criminalité, le terrorisme et les conflits violents.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Colombie est en proie au crime organisé et aux conséquences du terrorisme. En 2016, le gouvernement a signé un accord de paix avec le plus grand groupe terroriste du pays, les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC). Cependant, selon les [estimations](#), environ 2 500 dissidents des FARC sont toujours actifs. De janvier à novembre 2020, plus de 21 000 personnes ont été [déplacées](#) à l'intérieur du pays à la suite de confrontations armées et d'homicides, souvent liés aux actes de violence des FARC. Un autre groupe armé important, l'Armée de libération nationale (ELN), est également à l'origine de violences et de déplacements importants en Colombie et au Venezuela, pays voisin. Les négociations de cessez-le-feu entreprises avec le gouvernement [ont échoué](#) jusqu'à ce jour. Le crime organisé et les groupes terroristes continueront probablement de représenter une menace pour la paix en Colombie. Ce phénomène aura des répercussions sur d'autres aspects de la société, notamment sur le nombre d'homicides. En 2021, le [taux d'homicides](#) en Colombie est le 15^e plus élevé au monde.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Colombie est sous la moyenne régionale sud-américaine dans le domaine des nouvelles menaces sécuritaires. Elle fait néanmoins preuve de résilience à l'égard de certaines mesures, notamment dans le domaine de l'insécurité énergétique, la Colombie étant un exportateur net d'énergie. Elle est également au-dessus de la moyenne régionale sud-américaine en matière de cybersécurité. La Colombie n'est pas bonne élève en ce qui concerne la liberté de la presse et l'accès à l'information. Elle occupe la 130^e place du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#), surtout en raison du nombre élevé de menaces de mort proférées contre les journalistes et l'autocensure qui en résulte.

Intervention de l'Union européenne

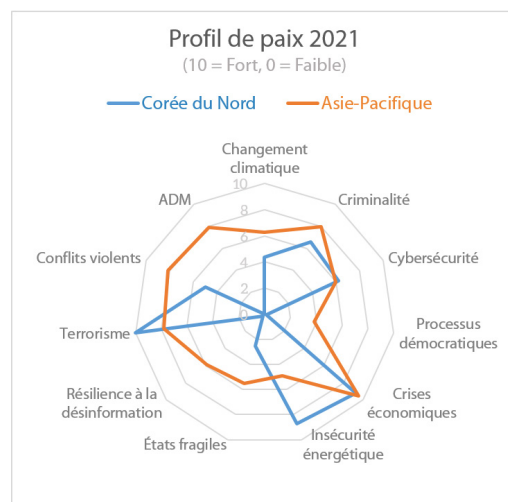
L'Union européenne a [soutenu](#) le processus de paix en Colombie avec un investissement global de plus de [645 millions d'euros](#). Cela comprend des actions telles que le projet de laboratoires de paix et de territoires de paix, le [fonds fiduciaire](#) en faveur de la Colombie (auquel 21 États membres de l'Union européenne et le Chili ont promis [125 millions d'euros](#)), les prêts de la Banque européenne d'investissement, et l'IcSP, qui a mobilisé [40 millions d'euros supplémentaires](#) pour des éléments critiques du processus de paix, tels que la justice transitionnelle. La coopération de l'Union concerne des domaines tels que les droits des victimes, la réintégration d'anciens combattants des FARC dans la vie civile, le déminage, le développement rural, la restitution des terres, l'environnement, la résolution de conflits, les projets de consolidation de la paix au lendemain d'un conflit, mais aussi la mise en place d'une [unité spéciale d'enquête](#) du parquet général visant à lutter contre la criminalité et à protéger les militants. De 2015 à 2019, l'Union a également nommé un envoyé spécial, Eamon Gilmore, selon lequel l'intervention de l'Union est une réussite et constitue un [modèle](#) à suivre en matière de politique extérieure. La [coopération au développement](#) entre l'Union et la Colombie s'est élevée à 127 millions d'euros pour 2014-2020. L'Union a par ailleurs conclu un [accord commercial global](#) avec la Colombie, le Pérou et l'Équateur, appliqué à titre provisoire depuis 2013. La coopération régionale entre l'Union et la Communauté andine a pour objectif de promouvoir les liens régionaux dans le voisinage de la Colombie. Le 26 avril 2021, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) sur le cinquième anniversaire de l'accord de paix en Colombie pour demander un soutien politique et financier accru de l'Union au processus.

Corée du Nord

La Corée du Nord occupe la 116^e place de l'indice Normandie, avec un score global inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique. Les négociations en vue d'une réunification de la péninsule coréenne ont systématiquement échoué depuis 1948. La guerre de Corée (1950-1953) a débouché sur un cessez-le-feu, non sur une paix durable, et chacune des parties se prétend le seul État légitime de la péninsule.

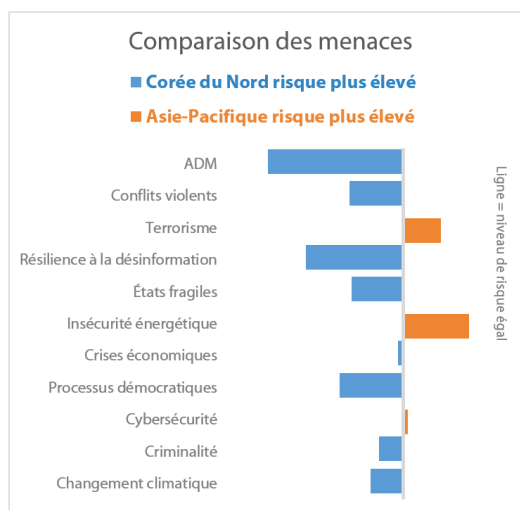
Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Corée du Nord possède la [troisième armée](#) permanente du monde, vestige de sa politique de «l'armée d'abord», avec [1,28 million](#) de militaires, auxquels s'ajoutent [600 000](#) personnes dans les forces paramilitaires et de réserve. Cette stratégie a été supplantée en 2013 par la «politique double», qui vise à faire progresser de front la croissance économique et la sécurité du pays vis-à-vis des velléités sud-coréennes et américaines, au moyen du développement nucléaire. Le pays possède des armes nucléaires et des [programmes](#) de missiles balistiques et posséderait des capacités d'armes chimiques et biologiques. En 2017, il a testé avec succès son premier missile balistique intercontinental (ICBM) et a affirmé avoir fait exploser une arme thermonucléaire. Le pays a utilisé des cyberattaques et des cybervols pour amasser [jusqu'à 1,3 milliard de dollars américains](#) en devises étrangères et virtuelles, contournant ainsi les sanctions internationales. La Corée du Nord se classe à la 30^e place de l'[indice des États fragiles 2020](#) et enregistre un score particulièrement faible en matière de légitimité de l'État. Son gouvernement autoritaire est classé 170^e dans l'[indice mondial de perception de la corruption 2020](#), et l'on sait que des prisonniers politiques sont internés dans des camps de prisonniers.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Corée du Nord se trouve en queue du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). L'important dispositif de sécurité de l'État exerce un contrôle sur le domicile, les déplacements, l'emploi, l'habillement, l'apparence, l'alimentation et la vie de famille de ses citoyens. Les réfugiés nord-coréens [affirment](#) que la population y est hiérarchisée en fonction du 'songbun', système de classement qui évalue la loyauté d'un citoyen à l'égard des pouvoirs publics et lui assigne des perspectives en conséquence. En outre, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, d'énergie, de terres arables et de moyens de transport a considérablement freiné la croissance à long terme du pays et a engendré les difficultés que rencontre actuellement la Corée du Nord pour atteindre ses objectifs de développement. Le secteur agricole et les infrastructures ont particulièrement pâti de cette situation.



Intervention de l'Union européenne

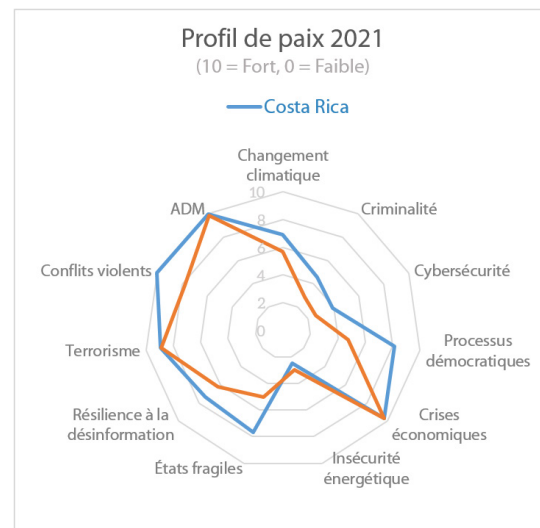
L'Union applique une politique de «dialogue critique» à l'égard de la Corée du Nord dans l'objectif d'apaiser les tensions au sein de la péninsule coréenne, d'encourager la non-prolifération nucléaire et d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme. Elle exerce des [sanctions](#) à l'égard de Pyongyang en mettant en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et en adoptant des mesures restrictives autonomes. L'Union a toutefois fourni près de 135,7 millions d'euros d'[aides à la Corée du Nord](#) depuis 1995, principalement au titre de l'aide alimentaire, mais aussi du secours en cas de catastrophe et de la lutte contre la pauvreté. Les échanges de marchandises entre l'Union et la Corée du Nord ont chuté de façon spectaculaire après 2013. En 2019, ils s'élevaient à seulement [7 millions d'euros](#) (0,2 % du commerce extérieur de la Corée du Nord). L'Union entretient des relations diplomatiques avec la Corée du Nord depuis 2001, bien qu'elle n'y dispose pas d'une délégation: sa représentation sur place est assurée à tour de rôle par les six États membres disposant d'une ambassade dans le pays (Allemagne, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Suède et Tchéquie).

Costa Rica

Le Costa Rica figure à la 19^e position de l'indice Normandie, ce qui indique un niveau de risque relativement faible. Par rapport à plusieurs autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, le Costa Rica jouit d'un niveau élevé de paix et de stabilité politique. Le Costa Rica bénéficie d'une démocratie stable et ininterrompue, avec 14 élections présidentielles depuis 1948.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Costa Rica a aboli son armée en 1948, à l'issue d'une guerre civile intense, ce qui a eu des répercussions positives sur les résultats obtenus en matière de conflits violents et d'armes de destruction massive. Le risque de conflit armé interne est faible et le pays entretient de bonnes relations avec les États voisins. En outre, il se classe parmi les pays les moins touchés par le terrorisme. Le Costa Rica occupe la [huitième](#) position mondiale en matière d'intégrité électorale, comme l'indique son score élevé pour les processus démocratiques. Bien qu'il affiche de bons résultats pour d'autres indicateurs de conflit traditionnel, le Costa Rica présente un taux d'homicides relativement élevé, attribué à la [criminalité organisée](#), qui touche également de nombreux autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Costa Rica présente un niveau relativement élevé de résilience aux nouvelles menaces pour la sécurité. Il jouit d'une démocratie stable et de longue date et bénéficie de niveaux élevés en matière de liberté de la presse et de droits de l'homme. Le pays occupe la 7^e place du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#), en raison de la faiblesse des niveaux de violence à l'égard des journalistes et de l'ingérence de l'État. À ce titre, il obtient des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour les indicateurs «processus démocratiques» et «États fragiles». Bien que le Costa Rica obtienne de meilleurs résultats que la moyenne régionale en matière de changement climatique, il occupe la 52^e place parmi les pays les plus [vulnérables aux changements climatiques](#); le pays le plus vulnérable d'entre eux étant classé 181^e. Le Costa Rica a pour objectif de devenir

neutre en carbone d'ici 2021 et est le seul pays à avoir réalisé l'ensemble des cinq mesures de stabilité environnementale du PNUE.

Intervention de l'Union européenne

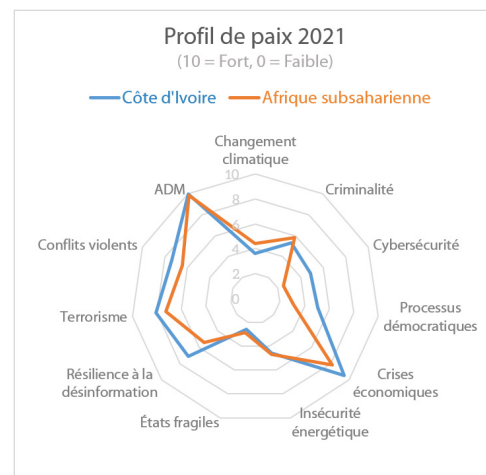
L'Union européenne entretient depuis toujours de solides relations avec le Costa Rica au niveau politique. Les deux parties ont participé activement au [dialogue de San José](#) de 1984, en soutien au processus de paix et aux initiatives de démocratisation déployées en Amérique centrale. Des accords de coopération entre les deux régions ont été conclus en 1985 et en 1993, de même qu'un accord de dialogue politique et de coopération en 2003. Le [troisième dialogue de haut niveau UE-Costa Rica](#) s'est tenu en novembre 2019. Le [Costa Rica](#) est également signataire de l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et l'Amérique centrale en 2012. Dans le cadre de l'exercice financier 2014-2020, le Costa Rica bénéficie des lignes de coopération thématique de l'Union, des programmes régionaux pour l'Amérique latine et du [programme sous-régional](#) pour l'Amérique centrale, y compris la coopération en matière de sécurité et d'impunité. L'Union soutient également de nouvelles approches régionales au moyen de programmes de coopération triangulaire, par exemple, elle travaille avec le Costa Rica, la Colombie et le Mexique sur le [renforcement de la justice réparatrice](#). L'Union a également financé des [projets](#) en matière de sécurité des citoyens, de lutte contre la discrimination à l'égard des groupes vulnérables, de sécurité des frontières ou de stratégie de sécurité de l'Amérique centrale. Il participe actuellement à quatre projets de l'ICSP; projets liés aux populations vulnérables et à la Covid-19. Au sein des instances internationales, le Costa Rica est aligné sur l'Union sur de nombreuses questions, notamment en matière de paix et de sécurité régionales.

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire figure à la 61^e position de l'indice Normandie, ce qui indique un niveau de risque plus faible que celui de la région d'Afrique subsaharienne, dont elle fait partie. Le pays est exposé aux risques liés au changement climatique, tandis que le terrorisme et les conflits violents restent des sujets de préoccupation majeure.

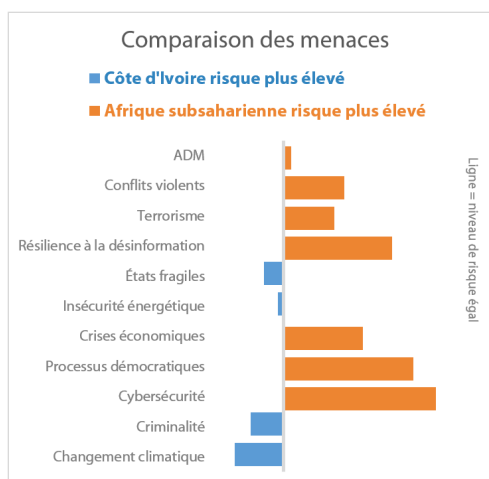
Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Au cours des premières décennies qui ont suivi son indépendance, la Côte d'Ivoire est devenue l'un des pays les plus stables et les plus prospères d'Afrique. À la suite du décès de son premier président en 1993, docteur Félix Houphouët-Boigny, le pays a plongé dans une spirale d'instabilité et de conflits violents opposant le sud chrétien et le nord musulman. En 2010, la victoire électorale de l'actuel président Alassane Ouattara a mis fin au conflit civil, le soutien des Nations unies et des troupes françaises ayant été nécessaire pour que celui-ci puisse assumer ce rôle. Toutefois, le pays reste profondément divisé. L'opposition et une grande partie de la [population](#) du sud ont ainsi [boycotté](#) les élections à plusieurs reprises. Le climat essentiellement équatorial de la Côte d'Ivoire expose potentiellement le pays aux inondations.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Après la guerre civile, le gouvernement a entrepris des efforts de réconciliation nationale, mais ceux-ci sont restés partiellement [sans effet](#). La [candidature](#) d'Ouattara à un troisième mandat présidentiel, et ce en violation de précédentes promesses, voire même des [normes constitutionnelles](#), ainsi que les mesures prises par le gouvernement pour [étouffer](#) l'opposition, ont ébranlé la confiance politique. Pour la première fois depuis 2010, la participation de toutes les forces politiques aux élections législatives de mars 2021 est un signe encourageant pour la normalisation politique. Toutefois, l'[acquiescement](#) en première instance de l'ancien président Koudou Gbagbo Laurent devant la Cour pénale internationale et son projet de revenir en Côte d'Ivoire pourraient susciter une polarisation. Jusque-là, le pays n'a pas été exposé au terrorisme, mais au cours des



cinq dernières années, le risque d'attaques terroristes est devenu significatif. Celui-ci provient principalement des groupes Ansar al-Dine (AAD) et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui sont basés au Mali, avec un [risque](#) de radicalisation locale également présent. En 2016, le pays a connu ses premières [attaques](#) terroristes majeures, dans la station balnéaire de Grand-Bassam. En juin 2020, des djihadistes ont attaqué un poste de sécurité près de la frontière nord du Burkina Faso. En raison de son emplacement géographique, le pays est vulnérable au crime organisé, notamment au trafic d'êtres humains et de drogues, ainsi qu'à la [piraterie maritime](#) dans le Golfe de Guinée. La Côte d'Ivoire a commencé l'exploitation du [gaz et du pétrole](#) en mer. Ce notable potentiel encore inexploité devrait assurer son indépendance énergétique.

Intervention de l'Union européenne

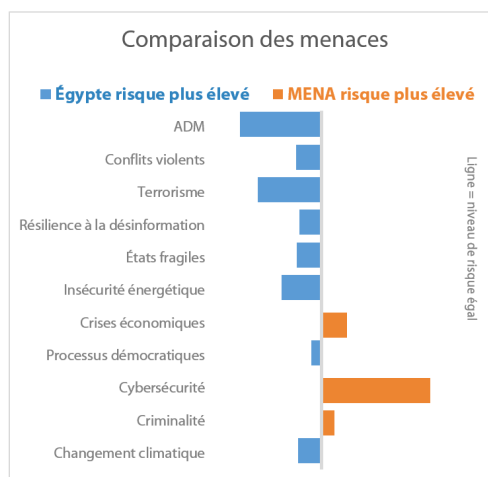
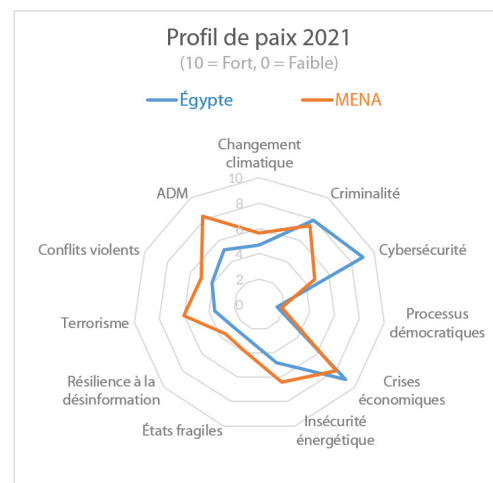
Pour la période 2014-2020, l'Union a fourni à la Côte d'Ivoire une [aide au développement](#) organisée selon trois priorités: le renforcement de l'État et la consolidation de la paix (60 millions d'euros), l'agriculture et la sécurité alimentaire (60 millions d'euros) ainsi que l'énergie (139 millions d'euros). L'Union européenne a contribué à la consolidation démocratique du pays, en envoyant des missions d'observation électorale lors des élections contestées de 2009 et de 2010. Elle a [soutenu](#) des organisations de la société civile en reconnaissant leur rôle dans la mise en valeur de la transparence et des droits de l'homme. Depuis 2016, la Côte d'Ivoire est l'un des deux seuls pays d'Afrique de l'Ouest à mettre en œuvre un [accord de partenariat économique](#) avec l'Union européenne, lequel vise à libéraliser les échanges commerciaux ainsi qu'à promouvoir la diversification et le développement économiques du pays.

Égypte

L'Égypte occupe la 113^e place de l'indice Normandie. Le pays est considéré comme plus vulnérable que la moyenne des pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Les manifestations de 2011 ont contraint le président Muhammad Hosni El Sayed Mubarak, au pouvoir depuis longue date, à démissionner. Le président Abdel Fattah Saeed Hussein Khalil el-Sisi a été élu en 2014 et réélu en 2018. Les questions de sécurité, ainsi que la menace terroriste islamique dans le gouvernorat du Sinaï du Nord, restent élevées.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Égypte apparaît à la 35^e position dans l'[indice des États fragiles 2020](#) et enregistre des scores très élevés dans les catégories droits de l'homme et élites dissidentes. L'[armée](#) reste la principale force politique du pays et a démontré sa capacité à influencer l'orientation politique du pays. Depuis 2014, le [groupe terroriste](#) Wilayat Sinaï, ou «Province du Sinaï», section locale de l'État islamique dans la péninsule du Sinaï, mène une insurrection permanente contre les autorités égyptiennes. Le groupe a tué 457 personnes rien qu'en 2017, ce qui explique la quatorzième place qu'occupe l'Égypte dans l'[indice mondial du terrorisme 2020](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La grande majorité (98 %) des quelque 95 millions d'Égyptiens se concentrent autour de la vallée et du delta du Nil, qui n'offrent que 3 % de l'ensemble des terres émergées du pays. La [salinisation des sols](#) menace également 15 % des terres agricoles du pays. Les canalisations de Port-Saïd et d'autres infrastructures énergétiques sont touchées par les attaques terroristes islamiques, ce qui présente des vulnérabilités sécuritaires et économiques supplémentaires. Les [menaces permanentes qui pèsent sur la sécurité intérieure](#) de l'Égypte ont entraîné la détention et la condamnation de journalistes et d'opposants politiques au gouvernement. La censure s'est intensifiée lors des élections présidentielles de 2018. Le pays est l'un des plus grands geôliers de journalistes, classé 166^e sur

180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2020. En 2017, l'Égypte a mis en route une stratégie nationale de cybersécurité.

Intervention de l'Union européenne

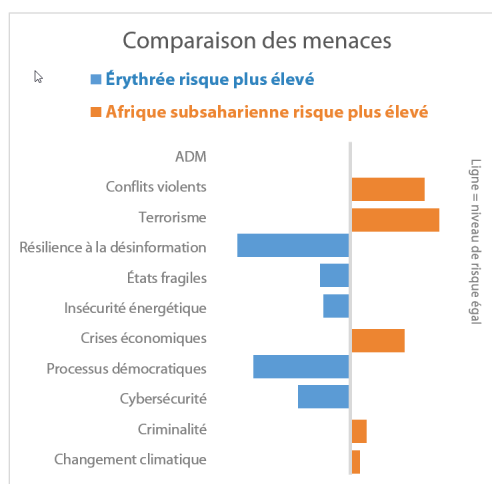
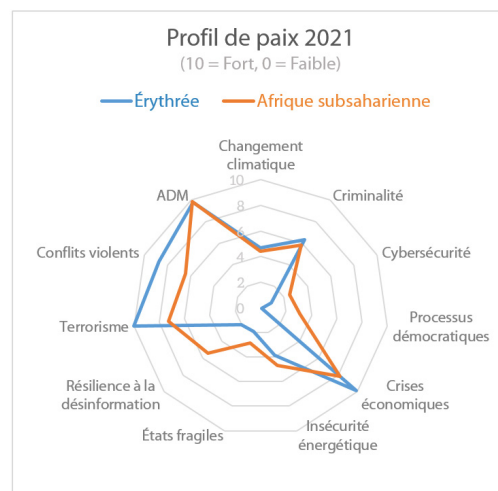
L'[Union européenne](#) se tient aux côtés du peuple égyptien dans les efforts qu'il déploie pour assurer son développement socio-économique, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice sociale et la sécurité. L'accord d'association de 2001, entré en vigueur en juin 2004, constitue la base juridique des relations entre l'Union et l'Égypte. Ces relations ont été par la suite renforcées grâce au [plan d'action UE-Égypte](#) adopté conjointement en 2007, qui a contribué à développer les relations bilatérales sur le plan politique, social et économique. Dans le cadre de la [politique européenne de voisinage révisée](#), l'Union et l'Égypte ont adopté des [priorités de partenariat](#) qui ont guidé le partenariat pour la période 2017-2020. L'[aide](#) de l'Union à l'Égypte sera à présent axée sur la modernisation économique, les énergies durables et l'environnement, la protection et le développement sociaux, ainsi que la gouvernance. En février 2021, l'Union a adopté un [nouveau programme pour la Méditerranée](#), comprenant un plan d'investissement de 7 milliards d'euros pour la région. En avril 2021, lors d'un événement de soutien de l'Union au projet national de stratégie de la population en Égypte, le pape copte Théodore II a [signé](#) trois déclarations de soutien à la planification familiale et à la lutte contre la violence faite aux femmes. Enfin, l'Égypte s'est vue attribuer un total de 4,5 millions de doses de vaccins grâce au mécanisme pour un [accès mondial aux vaccins](#) (COVAX) contre la Covid-19, cofinancé par l'Union.

Érythrée

L'Érythrée occupe la 100^e place de l'indice Normandie. Malgré l'accord de paix historique signé avec l'Éthiopie en 2018, l'Érythrée continue d'avoir peu de tolérance pour la liberté de la presse et les pratiques démocratiques.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie a repris en 1998 à cause d'un différend frontalier. Les 20 années entre 1998 et 2018 ont été qualifiées d'état de «[guerre gelée](#)». Malgré l'accord de paix signé avec l'Éthiopie en 2018 et d'autres signes indiquant que l'Érythrée sortait de l'isolement diplomatique international, la répression intérieure est restée aussi intense que jamais. Les espoirs que les Érythréens avaient d'un assouplissement des mesures de sécurité de l'État et d'une ouverture des libertés individuelles se sont évanouis, ce qui a conduit de nombreux citoyens à [exprimer leurs critiques](#) dans les lieux publics. La révolution au Soudan voisin en 2019, laquelle a renversé Omar al-Bashir, un dictateur au pouvoir depuis 30 ans, et les réformes démocratiques qui ont suivi (bien qu'elles ne soient pas sans problèmes), ont conduit certains à suggérer qu'un [soulèvement populaire](#) similaire pourrait avoir lieu en Érythrée et que le président Isaias Afwerki était préoccupé par une telle possibilité.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Sous prétexte de défendre l'Érythrée contre ses ennemis, le président Afwerki a pris des mesures de répression à l'encontre des groupes d'opposition, du système judiciaire, de la presse libre et de la société civile. Le pays se classe 178^e sur 180 dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2020, juste au-dessus du Turkménistan et de la Corée du Nord. Le score désastreux de l'Érythrée dans le domaine des processus démocratiques reflète un [manque total de liberté politique](#). Son faible score en matière d'insécurité énergétique est dû à sa dépendance à l'égard des importations de pétrole. Moins de la moitié de la population du pays a [accès](#) à l'électricité. Entre temps, des troupes érythréennes auraient été impliquées dans le conflit de la

région du Tigré, en Éthiopie voisine, renvoyant de force des réfugiés érythréens et commettant de possibles crimes contre l'humanité à l'encontre de civils du Tigré.

Intervention de l'Union européenne

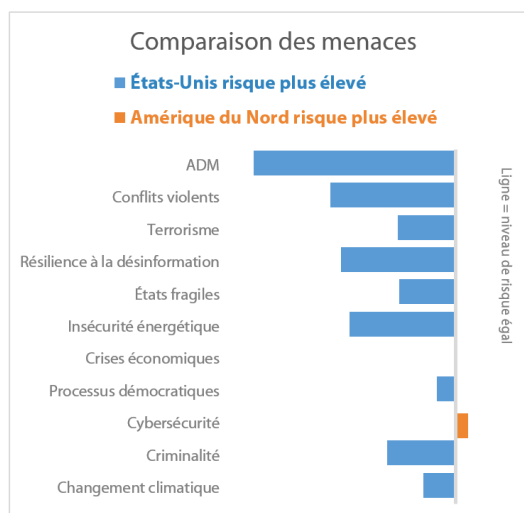
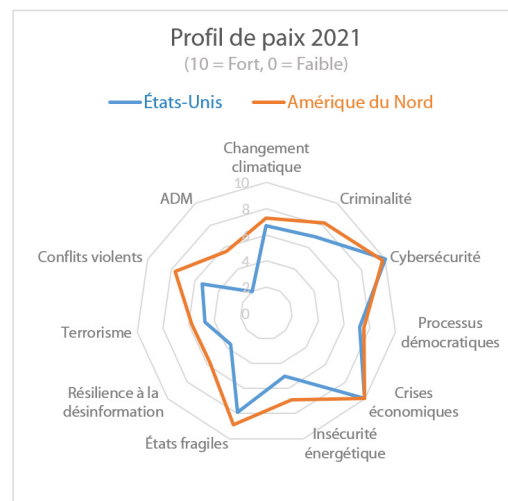
Dans le cadre de sa [stratégie globale pour la Corne de l'Afrique](#), l'Union européenne encourage la coopération régionale sur les migrations et les déplacements, la sécurité et la lutte contre l'extrémisme violent. Trois missions de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) sont en cours dans la région, dont la force navale EUNAVFOR contre la piraterie dans le golfe d'Aden. L'Union européenne et l'Érythrée font partie de l'[initiative pour la route migratoire UE-Corne de l'Afrique](#), un dialogue politique sur la lutte contre le trafic de migrants. À la suite de l'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie en 2018, l'Union européenne et l'Érythrée ont redéfini les domaines de coopération prioritaires pour soutenir la paix, l'intégration régionale et le développement durable. L'Érythrée bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tous les produits sauf les armes](#)». La nouvelle [stratégie de coopération au développement pour 2019-2020](#) s'est concentrée sur les infrastructures et l'énergie (125 millions d'euros), la création d'emplois dans le secteur agricole (30 millions d'euros), la gouvernance économique (5 millions d'euros) ainsi que la promotion de la culture et du patrimoine érythréens (15 millions d'euros). L'Union européenne a alloué un financement de 10,7 millions d'euros au moyen de l'IcSP de 2015 à 2020 pour des projets de préparation et de réaction aux crises. Le [fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#) a contribué à hauteur de 151 millions d'euros depuis 2016 à l'amélioration de la gouvernance et à la prévention des conflits ainsi qu'au soutien de la résilience et des projets économiques. L'Érythrée bénéficie également du soutien de l'Équipe Europe (Team Europe), en réponse à la [pandémie de Covid-19](#).

États-Unis

Les États-Unis occupent la 58^e place de l'indice Normandie. Ils posent de nouvelles menaces dans le domaine des armes de destruction massive et y font face, car ils se sont retirés de divers traités visant à contrôler les arsenaux nucléaires et continuent de connaître une augmentation du terrorisme de droite et du terrorisme solitaire.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Les États-Unis se sont classés 121^e sur 163 pays dans l'[indice mondial de la paix](#) en 2020, leur classement augmentant pour la première fois depuis 2016. Toutefois, l'importance des dépenses militaires par rapport au PIB, l'engagement continu dans des conflits extérieurs, les niveaux élevés d'importation et d'exportation d'armes ainsi que des taux d'incarcération considérables sont autant de facteurs qui contribuent à un faible niveau de paix constant, par rapport aux autres pays à revenu élevé. Les États-Unis ont le taux de violence armée le plus élevé de cette catégorie de pays. En 2020, [19 374 homicides par arme à feu](#) et 611 fusillades de masse ont été commis à l'intérieur des États-Unis, soit le [nombre le plus élevé de décès liés aux armes à feu au cours des deux dernières décennies](#). La possession d'armes à feu, estimée à 120,5 armes pour 100 personnes, soit le taux de possession d'armes le plus élevé au monde, offre un environnement favorable.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les États-Unis sont une puissance nucléaire et un membre permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, mais son retrait en 2019 du [traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire](#) (FNI) avec la Russie a été une nouvelle alarmante. Les deux pays vont maintenant pouvoir se réengager dans le stationnement de missiles à capacité nucléaire interdits par le traité, considérés comme particulièrement [dangereux pour la stabilité des crises](#). En outre, le [traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs](#) (nouveau traité START) [devait expirer en février 2021](#), mais la nouvelle administration du président Biden a [prolongé le nouveau traité START pour une période de cinq années supplémentaires](#),

atténuant ainsi une menace nucléaire importante. Les États-Unis ont connu une diminution globale de la menace terroriste depuis 2002, mais subissent une augmentation des activités terroristes d'extrême droite et du terrorisme solitaire. De janvier à août 2020, les extrémistes de droite ont été responsables de [67 % de tous les attentats et complots terroristes](#), contre [environ 15 % en 2002](#).

Intervention de l'Union européenne

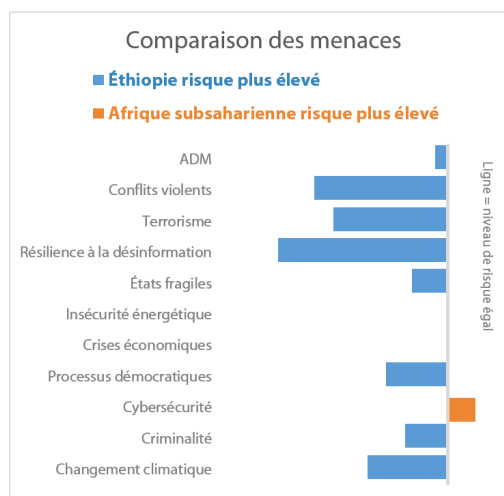
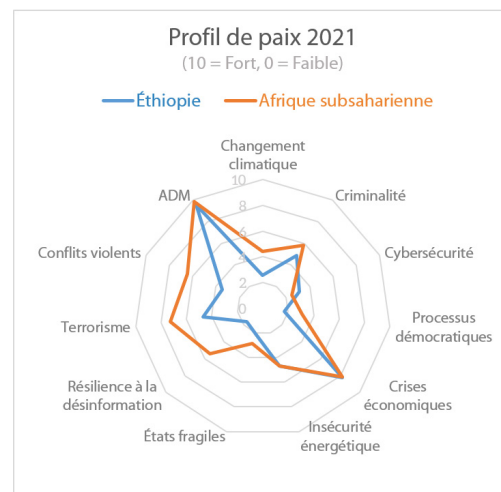
Les États-Unis constituent un [partenaire](#) stratégique de l'Union européenne pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. En 2011, les États-Unis ont signé un [accord-cadre de partenariat](#) sur la participation aux opérations de la PSDC et ont contribué à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo. La coopération entre les États-Unis et l'Union européenne se fait également par l'intermédiaire de l'OTAN dans les domaines définis par la déclaration conjointe [UE-OTAN](#). Les États-Unis et les membres de l'OTAN appartenant à l'Union ont coopéré en Afghanistan, en Libye et en Europe orientale. En matière de lutte contre le terrorisme, les accords bilatéraux comprennent: un [accord opérationnel](#) entre les États-Unis et Europol, l'[accord](#) UE-États-Unis sur le programme de surveillance du financement du terrorisme (TFTP) et l'accord UE-États-Unis sur les dossiers passagers (PNR). L'[accord-cadre](#) entre l'Union et les États-Unis fournit un cadre de règles régissant l'échange de données transatlantique. Au niveau parlementaire, l'Union européenne et les États-Unis entretiennent un dialogue régulier: le [dialogue transatlantique des législateurs](#). En décembre 2020, l'Union a proposé un nouveau [programme transatlantique pour un changement planétaire](#) qui comprend, entre autres, de nouvelles formes de coopération en matière de commerce et de technologies, de démocratie, de sécurité et d'environnement.

Éthiopie

L'Éthiopie occupe la 123^e place de l'indice Normandie et est considérée comme plus vulnérable que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. En dépit des efforts déployés par le Premier ministre Abiy Ahmed pour résoudre les différends persistants avec l'Érythrée et engager des réformes ambitieuses sur les plans politique et économique, l'éclatement du conflit armé dans la région du Tigré en novembre 2020 a gravement perturbé le niveau de risque du pays.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Éthiopie, une république parlementaire fédérale, dont le Premier ministre détient un pouvoir important, se classe 21^e dans l'[indice des États fragiles](#) 2020, avec des vulnérabilités particulières dues aux pressions démographiques et aux griefs communautaires. Le Premier ministre Abiy Ahmed a tenté de résoudre les différends persistants avec l'Érythrée à l'issue de la guerre de 1998-2000 et a [reçu](#) le prix Nobel de la paix en 2019 pour ses efforts en faveur de la paix. Le conflit avec l'Érythrée ainsi que les dissensions entre groupes ethniques et religieux ont toutefois donné lieu à des actions terroristes et l'Éthiopie figure au 28^e rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2020. Les mesures de lutte contre le terrorisme sont particulièrement sévères et ont suscité l'inquiétude de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Éthiopie figure en 99^e position du [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2020, en hausse par rapport à son précédent classement (110^e). L'état d'urgence national déclaré en 2016, puis en 2018, a servi de prétexte pour réduire au silence les voix dissidentes, ce qui a entraîné l'apparition de [nouvelles](#) inquiétudes concernant la liberté des médias à la fin de l'année 2019. Si l'Éthiopie obtient de bons résultats en matière d'insécurité énergétique, le pays [prévoit](#) d'augmenter sa production, pour rendre l'électricité accessible à tous d'ici 2030. Des tensions persistent avec l'Égypte et le Soudan à propos du remplissage du [barrage de la Grande Renaissance éthiopienne](#) sur le Nil. Fin 2020, des violences ont éclaté dans certaines régions du pays, ce qui a entraîné une forte augmentation des niveaux de menace liés

aux conflits violents. À la suite de la montée des tensions politiques entre le gouvernement fédéral et la région nord du Tigré, des violences ont éclaté en novembre 2020 entre l'armée fédérale et les forces régionales du Tigré. Le conflit aurait entraîné le déplacement d'environ 2,2 millions de personnes et tué 50 000 autres. Il n'existe aucune volonté de cesser le combat de part et d'autre.

Intervention de l'Union européenne

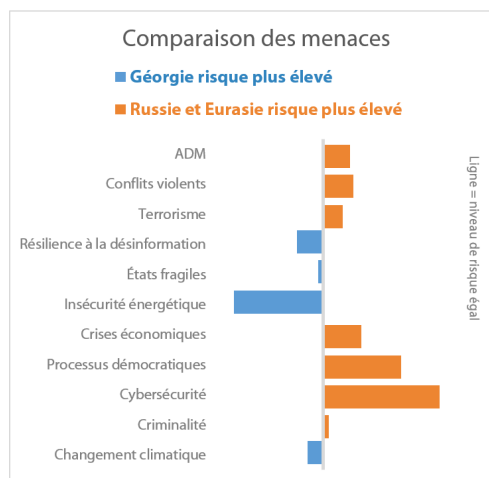
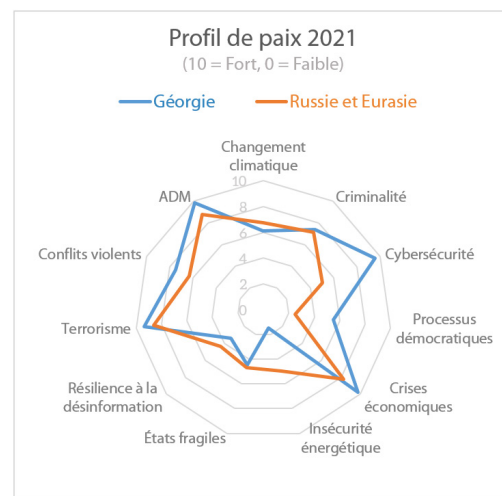
L'Éthiopie est un partenaire essentiel du [cadre stratégique de l'Union pour la Corne de l'Afrique](#), en raison de son potentiel économique, de sa capacité militaire et de sa politique en matière d'accueil des réfugiés. L'Éthiopie bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tous les produits sauf les armes](#)». L'Union a notamment apporté une aide à l'Éthiopie d'un montant de 815 millions d'euros par l'intermédiaire du [Fonds européen de développement \(FED\)](#) pour la période 2014-2020. Elle a également financé des projets d'un montant de 250 millions d'euros au moyen du [Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique](#) ainsi que 10,7 millions d'euros grâce à l'ICSP pour la période 2015-2020. En raison du conflit au Tigré, l'Union a toutefois [suspendu](#) son aide budgétaire de 88 millions d'euros à l'Éthiopie. Le 19 décembre 2020, l'Union européenne a augmenté le financement humanitaire pour le Tigré de 23,7 millions d'euros, ce qui porte le total de l'[aide humanitaire](#) pour l'Éthiopie en 2020 à 63,2 millions d'euros; 2 millions d'euros supplémentaires seront consacrés à l'aide aux réfugiés du Soudan voisin.

Géorgie

La Géorgie occupe la 34^e place de l'indice Normandie. Le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne régionale eurasiennne dans les indicateurs qui incluent la criminalité, le terrorisme, les conflits violents et les processus démocratiques.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis que la Géorgie est devenue indépendante de l'Union soviétique en 1991, son gouvernement central a été confronté à une forte résistance en Abkhazie et en Ossétie du Sud. En août 2008, la Russie a mené une guerre contre la Géorgie sous le prétexte de protéger les séparatistes. Bien que les combats aient pris fin après quelques jours, les causes du conflit ne sont pas résolues. Une grande partie de la communauté internationale ainsi que l'Union européenne considèrent que les deux territoires font partie de la Géorgie, mais ces derniers restent effectivement sous occupation russe. Le terrorisme y a également peu sévi ces cinq dernières années, ce qui explique sa 100^e place dans l'[indice du terrorisme mondial 2020](#). En 2019, la Géorgie a [adopté](#) une nouvelle stratégie antiterroriste, étant donné que les événements au Moyen-Orient pourraient avoir une incidence sur la région du Caucase. La démocratie est menacée par une crise politique prolongée qui a entraîné des allégations de fraude électorale et un boycottage du parlement. Néanmoins, l'indicateur des processus démocratiques obtient encore un score élevé en Géorgie par rapport à sa région.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Géorgie affiche le troisième meilleur score pour l'indicateur «crise économique» dans la région et son économie, bien que durement touchée par la pandémie, est relativement résiliente. Au cours des 15 dernières années, les [réformes](#) se sont concentrées sur la mondialisation des entreprises et l'augmentation de la croissance économique. Au cours de la dernière décennie, la Géorgie a diversifié ses relations commerciales. Si les pays voisins que sont la Russie, la Bulgarie, l'Azerbaïdjan et la Turquie accueillent toujours la majorité de ses exportations, la Géorgie a développé ses relations avec la Chine, a renforcé ses liens avec l'Union européenne grâce à un accord d'association, comprenant une zone de libre-échange approfondi et complet, et s'est engagée dans la force de

réaction de l'OTAN. La Géorgie a également accru sa résilience dans d'autres domaines. Le pays affiche désormais le score le plus élevé en matière de cybersécurité dans la région eurasiennne.

Intervention de l'Union européenne

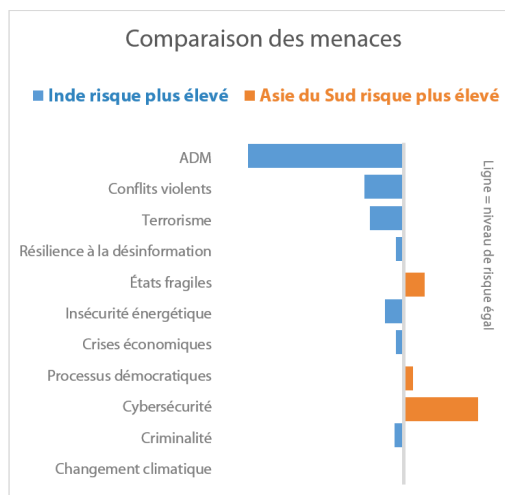
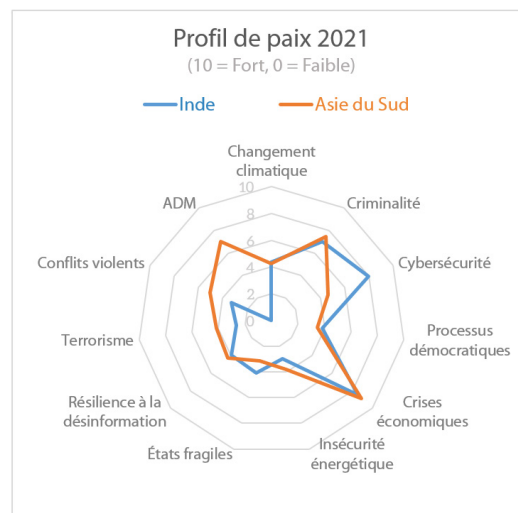
Même si la Géorgie est confrontée à une présence [militaire](#) russe dans deux régions (Ossétie du Sud et Abkhazie), elle reste le pays le plus résilient du [partenariat oriental](#). Une mission de surveillance de l'Union européenne ([EUMM](#)) est déployée en Géorgie depuis 2008. Le pays s'est engagé à approfondir ses relations avec l'Union, avec comme objectif ultime de demander son adhésion à l'Union en 2024. À travers l'[accord d'association](#) et l'[accord de libre-échange approfondi et complet](#), l'Union soutient la modernisation de l'économie géorgienne ainsi que le renforcement des institutions et des politiques de l'État. L'Union s'emploie également à offrir des possibilités de voyages, des perspectives d'études et des débouchés commerciaux aux citoyens géorgiens: depuis l'entrée en vigueur du régime d'exemption de visa en 2017, les citoyens géorgiens titulaires de passeports biométriques peuvent entrer dans l'espace Schengen sans visa et y rester jusqu'à 90 jours sur toute période de 180 jours. Depuis lors, plus de 900 000 Géorgiens se sont rendus dans l'Union européenne. En 2019, 1 850 étudiants et membres du personnel universitaire ont participé au programme Erasmus+ en vue d'étudier ou d'enseigner dans l'Union ou en Géorgie. Le financement de l'instrument européen de voisinage pour la Géorgie, sur la période 2017-2020, s'est élevé à 453 millions d'euros, dont 183 millions d'euros pour aider à remédier aux conséquences de la pandémie de Covid-19; en 2020, l'Union a également approuvé une assistance macrofinancière (prêt à taux d'intérêt réduit) de 150 millions d'euros pour la Géorgie.

Inde

L'Inde occupe la 120^e place de l'indice Normandie. Le pays est considéré comme plus vulnérable que la moyenne de l'Asie du Sud. Sa place relativement basse dans l'indice est due à un certain nombre de différends territoriaux non résolus avec la Chine et le Pakistan, deux puissances dotées de l'arme nucléaire, ainsi qu'à des vulnérabilités liées au changement climatique et au terrorisme. Les conflits interreligieux sont en augmentation.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Malgré une importante prospérité économique depuis les années 1990, le pays a été confronté à plusieurs conflits interreligieux, intercastes et interethniques. Le pays a notamment dû faire face à une pauvreté endémique, tant rurale qu'urbaine. Selon les [estimations](#), 86,8 millions d'Indiens vivent en dessous du seuil de pauvreté. En attendant, l'Inde figure au huitième rang de l'[indice mondial du terrorisme 2020](#), avec 558 attentats et 277 décès. Le [parti communiste naxalite](#) est l'acteur terroriste le plus meurtrier dans le pays et y est actif depuis plusieurs décennies. Les tensions entre l'Inde et le Pakistan, et plus particulièrement le litige territorial dont est l'objet la région du Jammu-et-Cachemire, ont également donné naissance à un certain nombre de groupes terroristes islamistes qui opèrent depuis le territoire pakistanais. L'Inde refuse de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ([TNP](#)) ainsi que le traité d'interdiction complète des essais nucléaires ([TICE](#)).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les efforts déployés par le gouvernement pour limiter la pensée «antinationale» font que l'Inde n'occupe aujourd'hui que la 142^e place dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). En raison des risques d'inondation, de la hausse des températures et de la baisse des précipitations, le secteur agricole en Inde est exposé au changement climatique. Par ailleurs, l'Inde dispose d'infrastructures de cybersécurité beaucoup plus solides que la moyenne de l'Asie du Sud. Si la consommation d'énergie du pays est appelée à augmenter plus rapidement que celle de toute autre grande économie, le pays restera néanmoins dépendant des importations. L'Inde fait partie des pays les plus touchés par le changement climatique. L'Inde a été classée au 7^e rang des pays les plus touchés selon l'[indice mondial des risques climatiques 2021](#).

Intervention de l'Union européenne

L'Inde et l'Union sont des partenaires stratégiques depuis 2004. En novembre 2018, l'Union a adopté une nouvelle [stratégie pour l'Inde](#) afin de relancer le partenariat. L'Inde n'est pas admissible à l'aide bilatérale de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD) de l'Union mais peut encore [bénéficier](#) des programmes thématiques et régionaux financés par l'ICD pour l'Asie. Delhi est également bénéficiaire du [projet régional de l'Asie du Sud](#) pour renforcer la résilience de la population face au Covid-19 (financement à hauteur de 1,25 million d'euros). En matière de recherche et d'innovation (R&I), la coopération entre l'Union et l'Inde s'est accrue de manière significative. Lors de leurs derniers sommets, l'Union et l'Inde ont convenu d'un [programme 2020](#) et ont fait part de leur engagement commun en faveur de la coopération en matière de [terrorisme](#), d'[énergies propres et de changement climatique](#), de [partenariat pour l'eau](#), d'[urbanisation](#), de [technologies de l'information et de la communication](#), de [économie circulaire et de l'efficacité des ressources](#), ainsi que de [paix et de la sécurité mondiales](#). À l'occasion du [sommet de mai 2021](#), elles ont convenu de reprendre les négociations portant sur un accord de libre-échange ainsi que d'entamer des négociations sur un accord autonome de protection des investissements et un accord distinct relatif aux indications géographiques.

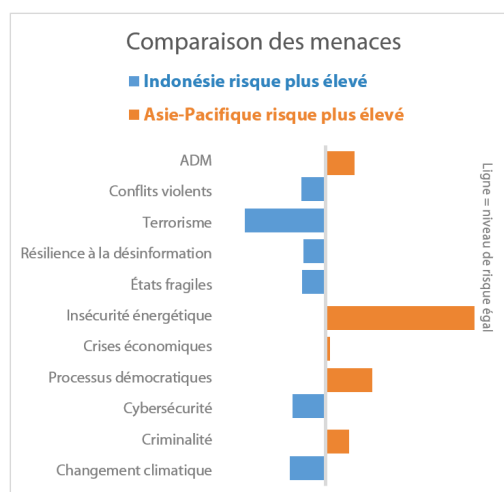
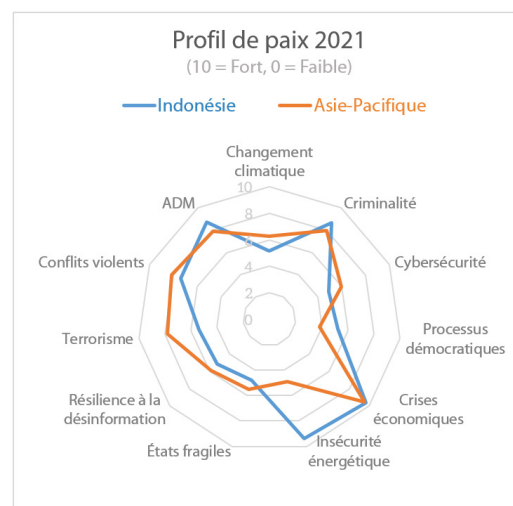
Indonésie

L'Indonésie occupe la 33^e place de l'indice Normandie. L'importante croissance économique de ce pays très peuplé a accru son importance politique dans la région. Cette montée en puissance ne s'est pas déroulée sans heurts: la montée du fondamentalisme islamique, les troubles intercommunautaires, la corruption et le terrorisme ont tous posé de graves problèmes pour le pays.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Indonésie a vu la création de plusieurs mouvements séparatistes et militants depuis son indépendance en 1949, et se classe en 37^e position de [l'indice du terrorisme mondial 2020](#). Même si une insurrection de longue date se poursuit en Papouasie, un accord de 2005 en faveur d'une autonomie spéciale a toutefois rétabli la paix à Aceh, tandis que l'ancienne colonie portugaise du Timor oriental (occupée par l'Indonésie depuis 1975) a obtenu l'indépendance en 2002. Les forces antiterroristes indonésiennes ont principalement réussi à endiguer les mouvements islamistes, en particulier celui de la Jemaah Islamiyah.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Si elle est parvenue à établir des pratiques démocratiques en son sein, notamment par la tenue d'une élection générale en 2019, l'Indonésie se classe au 119^e rang du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#) et au 96^e rang de [l'indice des États fragiles 2020](#), avec un score particulièrement élevé en ce qui concerne les griefs communautaires. Ce résultat s'explique principalement par les troubles qui agitent actuellement la province de Papouasie, où l'accès aux médias est restreint. Le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé la province d'Aceh en 2004 et provoqué la mort de 160 000 personnes ont mis au jour la vulnérabilité de l'Indonésie au regard des facteurs environnementaux et climatiques. Il est [estimé](#) que la fréquence accrue des sécheresses mettra en péril les pratiques agricoles indonésiennes dépendantes de la mousson et entraînera des pénuries alimentaires, tandis que

la montée du niveau des océans menacera environ 42 millions de foyers situés dans des zones de faible élévation. Au vu de la taille de sa population, l'Indonésie a connu pendant la pandémie un plus grand nombre de décès et d'infections que la majorité des autres pays asiatiques.

Intervention de l'Union européenne

En dépit de leur éloignement géographique, l'Union et l'Indonésie possèdent des valeurs communes, comme un attachement à la démocratie, aux droits de l'homme et au multilatéralisme. Toutes deux sont des sociétés pluralistes se réclamant de «l'unité dans la diversité». En 2014, l'Indonésie est devenue le premier pays d'Asie du Sud-Est à signer un [accord de partenariat et de coopération](#) avec l'Union. Un accord de libre-échange est en cours de négociation. En tant que pays à revenu intermédiaire, l'Indonésie ne perçoit plus d'[aides](#) bilatérales de l'Union, à l'exception des financements au titre de programmes créés avant 2014. Elle participe toutefois toujours à des programmes tels qu'[Erasmus+](#), dans le domaine de l'éducation supérieure. Le financement de l'Union soutient par ailleurs le commerce extérieur de l'Indonésie au moyen du mécanisme [ARISE Plus](#). L'Union européenne et l'Indonésie mènent un large éventail de dialogues politiques sur des sujets tels que les [droits de l'homme](#) et la [sécurité](#). Chef de file régional, l'Indonésie est un élément clé du nouveau partenariat stratégique de l'Union avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

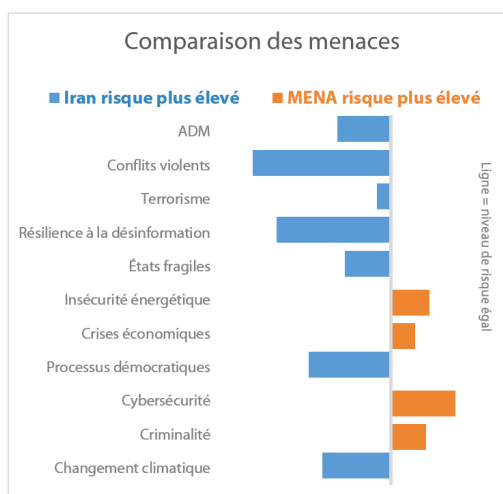
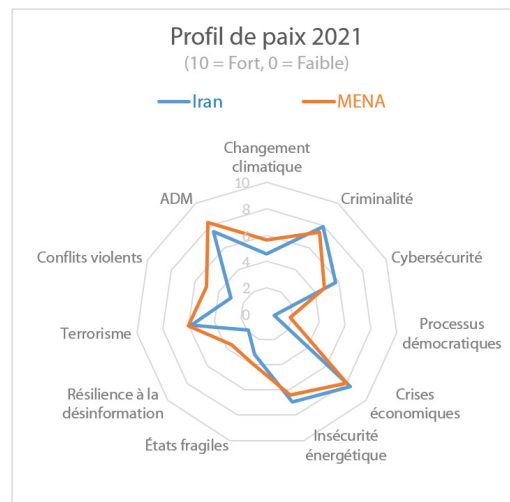
Iran

L'Iran occupe la 110^e place de l'indice Normandie. Le pays est confronté à une crise économique, en grande partie à cause des sanctions économiques américaines, réimposées à la fin de 2018, et des répercussions qui en résultent sur les exportations de pétrole, l'inflation et le chômage. La situation s'est aggravée en raison de la pandémie de Covid-19.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Les tensions autour de l'ingérence occidentale dans les affaires intérieures iraniennes remontent au début des années 1900, lorsque le gouvernement britannique a pris le contrôle de la [production de pétrole](#) en Perse. Le renversement en 1953, avec le soutien de la CIA, du Premier ministre Mohammad Mossadeq démocratiquement élu, a déclenché une vague de troubles qui a finalement conduit à la révolution de 1979 et à la [crise des otages américains](#) qui s'ensuivit. Depuis lors, l'Iran s'est retrouvé mêlé à plusieurs conflits dans les pays voisins, à commencer par la guerre Iran-Iraq en 1980, et se poursuit jusqu'à ce jour dans le conflit au Yémen. Le pays a été soumis à une [pression internationale](#) croissante sur ses capacités et ses intentions en matière d'ADM, qui ont été tenues en échec par l'[accord nucléaire](#) iranien (le plan d'action global commun) signé en 2015, jusqu'à ce que les États-Unis se retirent de l'accord en 2018 et réimposent des sanctions économiques de grande ampleur.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Depuis les nouvelles [sanctions économiques américaines](#) imposées à l'Iran en novembre 2018, le pays a subi d'énormes conséquences économiques et sociales. Le pays connaît sa troisième année consécutive de [récession](#), en raison des effets conjugués des sanctions, de l'effondrement du marché pétrolier et de la pandémie de Covid-19. Pour la période 2019-2020, le PIB à prix constants [s'est contracté de 6.8 %](#) et, bien qu'il ait légèrement augmenté depuis, le pays fait toujours face à une profonde crise économique. À la suite des assassinats ciblés du général de division [Qasem Soleimani](#), en janvier 2020 (par un drone américain), et du haut scientifique nucléaire [Mohsen Fakhrizadeh](#), en novembre 2020 (prétendument par Israël), l'Iran a continué d'[intensifier son programme nucléaire](#) et s'est enraciné dans les conflits régionaux.

Intervention de l'Union européenne

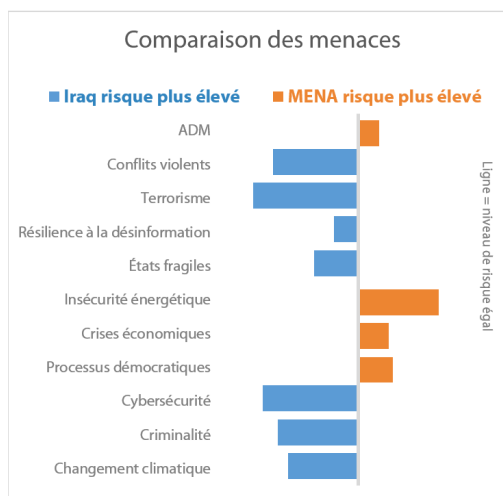
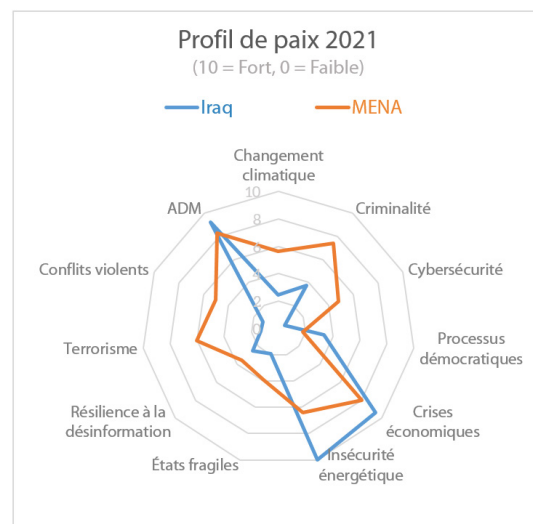
L'Union européenne a joué un rôle important dans la facilitation de l'[accord nucléaire](#) entre l'Iran et l'UE3+3 (France, Allemagne et Royaume-Uni, plus la Chine, la Russie et les États-Unis). À la suite de l'[adoption](#) du plan d'action global commun en juillet 2015, l'Union européenne a créé une [force spéciale iranienne](#), chargée de coordonner les différentes branches d'action parmi l'ensemble des questions liées à l'Iran (y compris la mise en œuvre du plan d'action global commun et le développement des relations bilatérales). Après le [retrait](#) des États-Unis du plan d'action global commun en 2018, l'Union européenne a mis en place plusieurs initiatives pour sauver l'accord, notamment l'[instrument d'appui aux échanges commerciaux](#) (INSTEX) et la mise à jour de la directive sur le [règlement dit «blocage»](#). L'Union continue à [encourager](#) les efforts pour que les États-Unis et l'Iran se conforment de nouveau au plan d'action global commun; ce qui sous-entend la levée par les États-Unis des sanctions économiques et le respect par l'Iran des limites convenues en matière d'enrichissement de l'uranium. En 2021, l'Union a renforcé son [aide à l'Iran](#) en réponse à la [pandémie de Covid-19](#), avec notamment la mise à disposition d'équipements médicaux, de [protection](#) et de [tests](#) urgents, ainsi que la livraison de [vaccins](#).

Iraq

L'Iraq occupe la 126^e place de l'indice Normandie. Alors que le pays continue d'être touché par le terrorisme régional et national, il est également confronté à une instabilité politique persistante dans le sillage des manifestations nationales contre la corruption qui ont débuté en octobre 2019.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'Iraq a une [histoire de coups d'État militaires et de révolutions](#) qui a commencé en 1958. Lorsque Saddam Hussein a pris le pouvoir en 1979, l'Iraq a entamé un nouveau chapitre d'autoritarisme brutal, s'empêtrant dans une série de conflits pour établir une hégémonie régionale, à commencer par la guerre Iran-Iraq en 1980. En 1989, l'Iraq a envahi le Koweït voisin, déclenchant la première guerre du Golfe. Dans la foulée, la communauté internationale, menée par les États-Unis, a continué à imposer des sanctions économiques et des pressions diplomatiques dévastatrices sur le pays, auxquelles Saddam Hussein a répondu par une répression intérieure croissante. En 2003, affirmant que l'Iraq avait des capacités d'ADM, les États-Unis ont de nouveau envahi le pays et ont entamé un conflit qui continue aujourd'hui. Ce conflit a entraîné la région entière, avec des acteurs étatiques et non étatiques tels que l'EIL/Daech, toujours actifs dans l'arène du conflit. Quelque [1,3 million de civils](#) sont toujours déplacés à l'intérieur du pays, dont environ 330 000 qui vivent dans des camps à travers le pays.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Iraq est confronté à la menace permanente du terrorisme. Selon l'[indice du terrorisme mondial 2020](#), il s'agit du deuxième pays le plus touché par le terrorisme dans le monde, derrière l'Afghanistan. En outre, l'Iraq est confronté à une [instabilité politique](#) croissante, exacerbée par les tensions sectaires sous-jacentes et la détérioration des conditions économiques. La violente répression des [protestations](#) ont conduit à la [démission du Premier ministre iraquien](#), en décembre 2019. Le nouveau Premier ministre, Mustafa al-Kadhimi, qui a finalement pris ses fonctions en mai 2020, n'a pas réussi à [conduire](#) le pays vers plus de stabilité politique, ce qui confirme ainsi les [doutes quant](#) aux perspectives d'un changement politique structurel à long terme dans un système conçu pour partager le pouvoir entre les élites

dirigeantes de plusieurs factions ethniques. L'Iraq est également considéré comme l'un des pays arabes les plus [vulnérables au changement climatique](#) et sera probablement confronté à l'avenir à une diminution de ses ressources [en eau et en nourriture](#) ainsi qu'à des températures extrêmes.

Intervention de l'Union européenne

Dans le cadre de l'[accord de partenariat et de coopération \(APC\) UE-Iraq](#) de 2018, l'Union européenne [coopère](#) avec l'Iraq dans de nombreux domaines, notamment l'aide humanitaire, la stabilisation, la reconstruction, les droits de l'homme, les migrations, la sécurité et les programmes de réforme politique, sociale et économique. L'Union européenne a adopté une [stratégie pour l'Iraq](#) en janvier 2018 afin de répondre aux défis spécifiques auxquels le pays est confronté à la suite de la défaite territoriale de l'EIL/Daech. L'Iraq a bénéficié de plus d'un milliard d'euros d'aide de la part de l'Union depuis 2014. En octobre 2017, le Conseil a mis en place une mission de la PSDC – [EUAM Iraq](#) – pour aider les autorités irakiennes à mettre en œuvre leur stratégie de sécurité nationale.

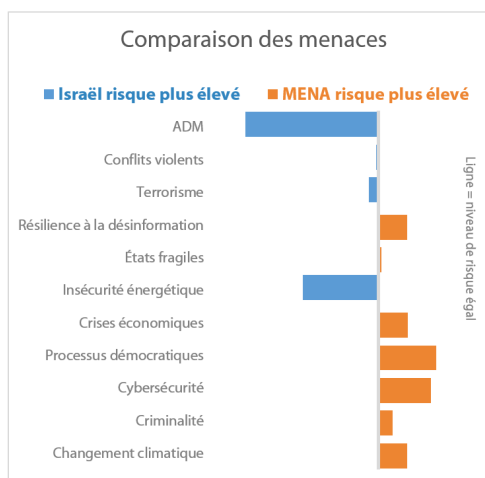
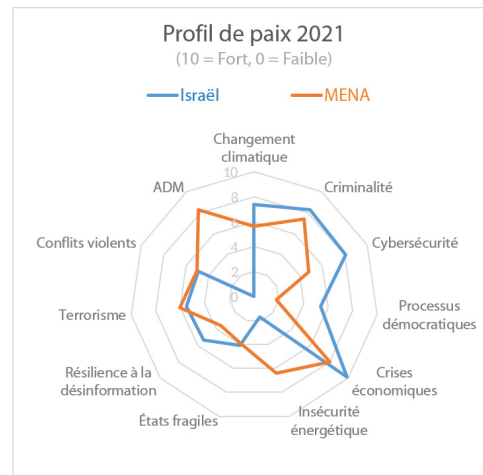
Israël

Israël occupe la 92^e place de l'indice Normandie, avec un score supérieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Bien que le pays constitue une démocratie relativement stable et obtienne un score élevé en matière de résistance à la criminalité, de cybersécurité et de crises économiques, son occupation continue du territoire palestinien reste une vraie faiblesse, tout comme sa détention d'armes de destruction massive.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis le vote par l'Assemblée générale des Nations unies de la partition de la Palestine en 1947, suivi peu après par la déclaration unilatérale d'indépendance de l'État d'Israël, le pays a été pris dans des [conflits](#) avec les Palestiniens et avec ses autres voisins arabes. Après la signature de traités de paix avec l'Égypte (1979) et la Jordanie (1994), Israël [a normalisé](#) ses relations avec quatre autres États arabes en 2020. Israël est considéré comme un État libre, avec un score de 76 sur 100, dans l'[indice de liberté dans le monde 2021](#). Toutefois, en 2020, les Israéliens ont poursuivi leur occupation de la Cisjordanie, laquelle dure depuis une décennie, créant ainsi un «[environnement toujours plus coercitif](#)» pour les Palestiniens. Israël occupe le 40^e rang de l'[indice du terrorisme mondial 2020](#), avec la Province du Sinaï de l'État islamique, affilié de l'EIL/Daech, comme groupe terroriste le plus meurtrier dans le pays et dans les territoires palestiniens.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Israël se classe à la 69^e position de l'[indice des États fragiles 2020](#), avec les scores de fragilité les plus élevés pour les élites dissidentes, les griefs communautaires et les droits de l'homme. Le pays [n'est partie](#) à aucun des grands traités qui régissent la non-prolifération des armes de destruction massive (ADM). Il a signé, sans ratifier, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la convention sur les armes chimiques. Israël a établi une politique de non-transparence en ce qui concerne ses capacités nucléaires mais, selon de nombreuses estimations, il possède un arsenal d'armes nucléaires important, ainsi que des missiles balistiques et de croisière. En raison de la position du pays dans une région de forts conflits, les ADM constituent une menace importante. L'insécurité énergétique du pays est élevée, notamment en raison de sa [dépendance excessive au pétrole](#).

Intervention de l'Union européenne

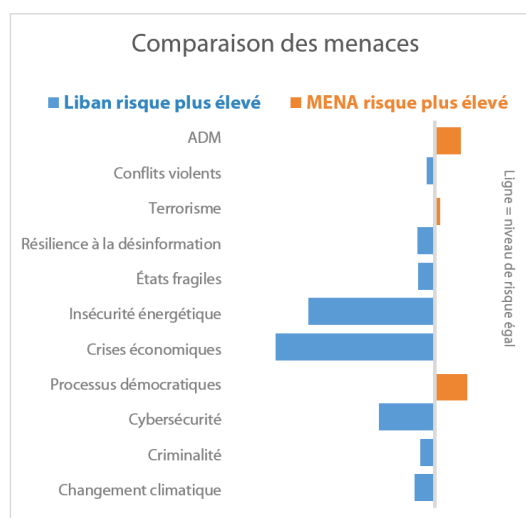
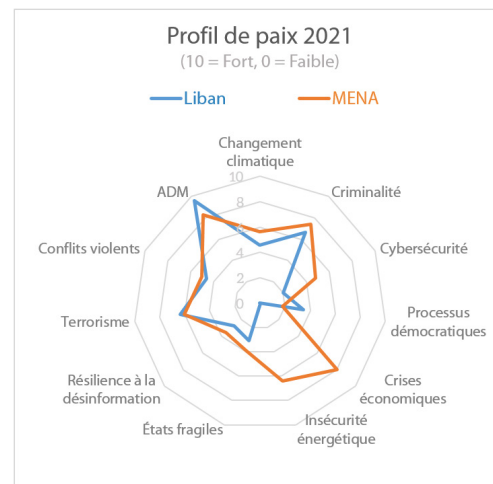
Les relations entre les deux parties sont régies par l'[accord d'association UE-Israël](#) de 2000 et sont principalement axées sur le renforcement de leur coopération économique et sociale, ainsi que sur un dialogue politique régulier. La [politique européenne de voisinage](#), cadre principal des relations politiques et économiques avec Israël, vise à promouvoir l'intégration d'Israël dans les politiques et programmes européens. Les [fonds européens](#) sont principalement utilisés pour soutenir le rapprochement des normes et standards israéliens dans l'administration publique avec ceux de l'Union. L'Union soutient également les initiatives de la société civile qui visent à promouvoir les droits de l'homme. L'Union européenne continue de [plaider en faveur](#) d'une solution prévoyant deux États pour ce qui est du conflit israélo-arabe, y compris la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

Liban

Le Liban occupe la 127^e place de l'indice Normandie. L'effondrement de la monnaie du pays et les bouleversements économiques ont alimenté le mécontentement social depuis octobre 2019. La gigantesque explosion qui a détruit une grande partie de Beyrouth en août 2020 illustre le déclin des institutions publiques et politiques du pays, depuis la fin de sa guerre civile en 1990.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

L'histoire du conflit au Liban remonte au moins à la guerre civile qui a éclaté en 1975. Petit état, le Liban est au centre de luttes de pouvoir régionales menées aujourd'hui par Israël, l'Arabie Saoudite et l'Iran. L'invasion du Liban par Israël en 1982, l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri en 2005, avec l'aide de la Syrie, le soutien continu de l'Iran au Hezbollah et les retombées des combats et des millions de réfugiés de la crise syrienne actuelle, entre autres événements, ont non seulement assuré la [poursuite du conflit politique et violent](#) dans le pays, mais ont également conduit à une crise économique profonde. Environ 1,5 million de réfugiés syriens (un quart de la population du Liban) ont cherché refuge dans le pays depuis 2011.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Liban est confronté à une crise économique sans précédent depuis son indépendance en 1943. Depuis octobre 2019, lorsque des manifestations ont éclaté dans tout le pays contre l'aggravation de la crise économique et de la corruption perçue, la situation n'a cessé de se détériorer. La monnaie est à un niveau historiquement bas, ayant perdu environ 90 % de sa valeur. Une explosion meurtrière, attribuée à une négligence, a ravagé le port de Beyrouth en août 2020, causant des centaines de morts, des milliers de blessés et des dégâts considérables dans la capitale. Le pays reste dans une [impasse politique](#), après six mois d'efforts infructueux pour former un [nouveau gouvernement](#); le tout sur fond de [protestations persistantes](#) contre la dégradation de la situation économique. Les revendications portent notamment sur

le faible niveau de sécurité énergétique, l'approvisionnement en électricité étant notoirement pauvre et incertain depuis plusieurs décennies. En raison de l'aggravation de la crise économique, 55 % de la population [serait](#) tombée dans la pauvreté et serait en difficulté pour payer les produits de première nécessité.

Intervention de l'Union européenne

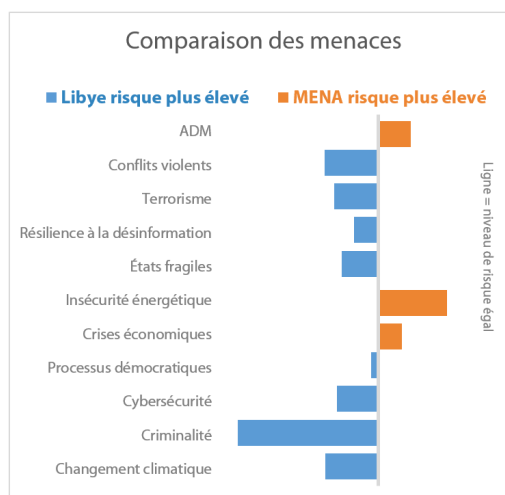
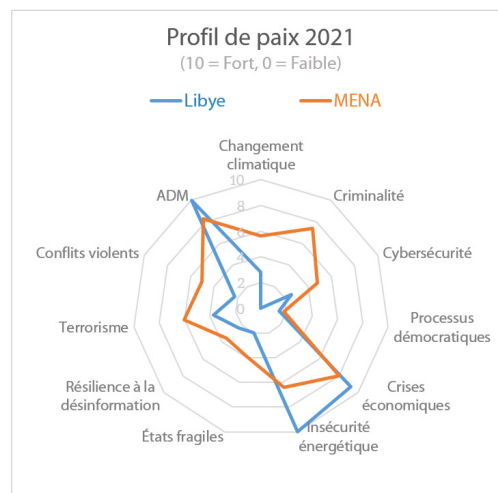
L'Union européenne reconnaît l'importance et soutient les efforts du Liban, qui est le pays ayant la plus forte concentration de réfugiés par habitant au monde. L'Union a alloué plus de 2,4 milliards d'euros d'[aide](#) au Liban depuis 2011, à la fois pour l'aide bilatérale (670,3 millions d'euros) et spécifiquement en réponse à la crise syrienne (plus de 1,8 milliard d'euros). Une aide bilatérale a été allouée dans le cadre de la [politique européenne de voisinage](#) pour financer le développement social et économique local, les investissements d'infrastructures et le soutien à la société civile, entre autres éléments. L'Union fournit également une [aide humanitaire](#) directe aux réfugiés syriens ainsi qu'une [aide à la résilience](#) tant aux citoyens libanais qu'aux réfugiés syriens dans l'optique de créer des perspectives à long terme pour les deux. À la suite de la pandémie de Covid-19, l'Union a intensifié l'[aide](#) au [Liban](#) pour aider à lutter contre la [pandémie](#).

Libye

La Libye occupe la 124^e place de l'indice Normandie, avec un score supérieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Depuis la conférence de Berlin sur la Libye (en janvier 2020) et l'approbation du gouvernement intérimaire (en février 2021), il est possible d'espérer que les élections présidentielles et parlementaires de décembre 2021 puissent rapprocher le pays de la réconciliation et de la transition démocratique.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis 2014, la Libye est divisée en [camps militaires et politiques rivaux](#), basés respectivement dans la capitale, Tripoli, et dans l'est. La guerre civile, qui est la troisième que connaît la Libye en une décennie, a débuté lorsque l'Armée nationale libyenne (ANL) de Khalifa Haftar a lancé une offensive sur Tripoli, en avril 2019. Favez al-Sarraj, chef du gouvernement d'union nationale, gouvernement reconnu par l'ONU, s'est tourné vers la Turquie pour obtenir une aide militaire afin de rester au pouvoir. En février 2021, le Forum de dialogue politique libyen a convenu d'une transition démocratique et de la reconstruction progressive du pays.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La criminalité et les conflits violents restent élevés dans le pays, perturbant également l'économie. Les Nations unies estiment à 400 milliards d'euros les [pertes économiques](#) subies par la Libye en raison de la guerre civile, et à 500 milliards d'euros les [coûts de reconstruction](#). Bien que les violences aient cessé, des dizaines de milliers de militaires et de mercenaires étrangers sont restés en Libye pour soutenir les deux parties. Le départ de ces derniers ayant été initialement prévu pour la fin du mois de janvier 2021, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies envisage une résolution sur l'ajout potentiel du contrôle des mercenaires au mandat de la mission d'appui des Nations unies en Libye ([MANUL](#)). En mars 2021, le [président du Conseil](#)

[de sécurité de l'Organisation des Nations unies](#) a souligné l'importance d'un mécanisme de surveillance de cessez-le-feu convaincant et effectif, mené par la Libye sous les auspices des Nations unies, et a appelé toutes les parties à «se conformer pleinement» à l'embargo des Nations unies sur les armes.

Intervention de l'Union européenne

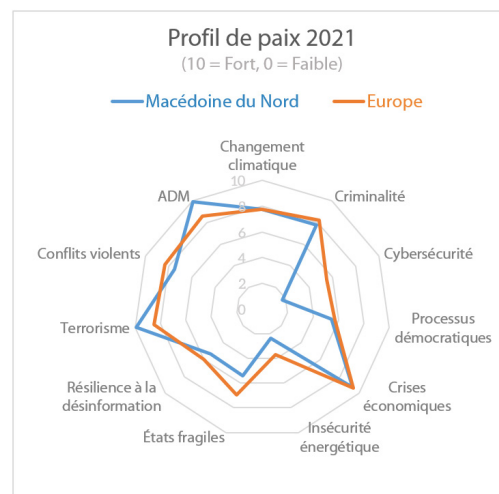
L'Union européenne est engagée dans le [processus de Berlin](#) sous les auspices des Nations unies. À la suite de la [conférence de Berlin sur la Libye](#) en janvier 2020, l'Union a mis en service une nouvelle mission militaire, l'[opération IRINI](#), dans le but de mettre en œuvre l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies. L'aide reçue par la Libye a été rendue possible au moyen de l'instrument de voisinage et de partenariat ainsi que du [fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique](#). Une attention particulière a été accordée au respect absolu de l'embargo des Nations unies sur les armes et au soutien des personnes les plus vulnérables, telles que les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Une nouvelle stratégie pour le [voisinage méridional](#) a été adoptée le 9 février 2021, marquant ainsi les 25 ans de la déclaration de Barcelone et les 10 ans du printemps arabe. Dans le cadre de l'[ICSP](#), l'Union a financé et continue de financer des projets de plus de 65 millions d'euros qui visent à contribuer à la stabilité et à la paix. À la suite de l'apparition de la crise de la Covid-19, la Commission a [mobilisé](#) plus de 66 millions d'euros, grâce à ses instruments, pour répondre aux besoins immédiats, sanitaires et socio-économiques du pays.

Macédoine du Nord

La Macédoine du Nord occupe la 43^e place dans l'indice Normandie. Bien qu'elle soit en dessous de la moyenne européenne pour la plupart des indicateurs, elle dépasse la moyenne mondiale dans les domaines des processus démocratiques, de la cybersécurité et des indicateurs de criminalité.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Macédoine du Nord a obtenu son indépendance de l'ex-Yougoslavie en 1991. Aujourd'hui, le pays se trouve dans le premier quartile de pays dans l'indicateur relatif aux processus démocratiques. Le gouvernement actuel, dirigé par l'Union des sociaux-démocrates de Macédoine (SDSM) depuis mai 2017, a renforcé les relations avec l'Union, et avec la Bulgarie et la Grèce en particulier. Par l'accord de Prespa (conclu en juin 2018), le pays a changé de nom pour devenir la République de Macédoine du Nord. En contrepartie, la Grèce a mis un terme à son veto à l'adhésion de ce pays à l'Union européenne (et à l'OTAN). En mars 2020, à la suite de la signature du protocole d'adhésion de la Macédoine du Nord en février, le pays a officiellement rejoint l'OTAN en tant que 30^e membre de l'alliance.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis son indépendance, la Macédoine du Nord a progressé dans la mise en place d'une économie de marché ouverte et occidentalisation. Il s'agit notamment de réformes telles que le cadastre, l'accès au crédit et la protection des investisseurs minoritaires. Dans un [classement établi par la Banque mondiale](#), la Macédoine du Nord est le seul pays à revenu intermédiaire à se classer parmi les 20 meilleurs pays du monde en ce qui concerne la facilité à faire des affaires. Ses progrès réalisés dans les réformes économiques se reflètent dans ses bons résultats en matière de crises économiques. Cependant, dans le domaine de la liberté de la presse, la Macédoine du Nord se situe juste en dessous de la moyenne mondiale et est avant-dernière de la région européenne: elle occupe la 92^e place dans le [classement 2020 de la liberté de la presse](#).

Pour favoriser le développement d'un environnement numérique sûr, sécurisé, fiable et résilient, le gouvernement a adopté en 2018 une «[stratégie nationale de cybersécurité accompagnée d'un plan d'action, pour la période 2018-2022](#)».

Intervention de l'Union européenne

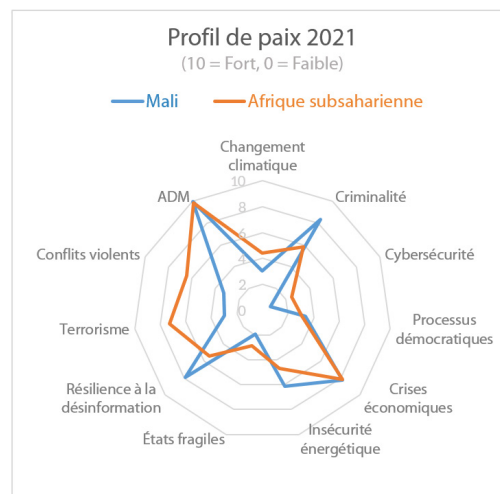
La Macédoine du Nord a été le premier pays des Balkans occidentaux à signer un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne (en 2004); elle a obtenu, tout juste un an plus tard, le statut de pays candidat. Le 26 mars 2020, le Conseil européen a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord. Pour préparer le pays à son adhésion, l'Union a alloué [664 millions d'euros](#) de fonds pour la période 2014-2020. Ces fonds étaient affectés au renforcement des institutions, à la coopération transfrontalière, au développement régional, aux ressources humaines et au développement rural. L'Union européenne soutient le [renforcement de la connectivité des transports et de l'énergie](#) dans les Balkans occidentaux et avec l'Union européenne au moyen d'un nouveau paquet connectivité, d'améliorations routières et de la mise en œuvre de la stratégie ferroviaire régionale, grâce au [cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux](#). L'Union a également aidé à mettre en place l'Office régional de coopération pour la jeunesse (RYCO), inspiré de l'Office pour la jeunesse franco-allemand créé en 1963 afin d'encourager la coopération entre de jeunes citoyens allemands et français. Le RYCO encourage les échanges d'étudiants avec l'Union dans la région pour favoriser la réconciliation. Le 20 avril 2021, la Commission a annoncé la conclusion d'accords visant à livrer des vaccins contre la Covid-19 aux Balkans occidentaux. En plus des quelque 260 000 vaccins déjà fournis en vertu du mécanisme COVAX, 651 000 doses supplémentaires de BioNTech-Pfizer seront livrées dans la région. Conformément audit mécanisme, la Macédoine du Nord a reçu 119 000 doses de vaccin.

Mali

Le Mali occupe la 109^e place de l'indice Normandie. Le pays est confronté à des menaces continues d'activités islamistes extrémistes violentes, ainsi qu'à des défis liés au changement climatique, notamment une pénurie accrue de ressources. Avec une situation sécuritaire qui se détériore dans le centre et le nord du Mali, les forces de maintien de la paix des Nations unies continuent de subir des attaques répétées et des pertes importantes, tandis que certaines grandes villes vivent sous la menace permanente de groupes armés.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

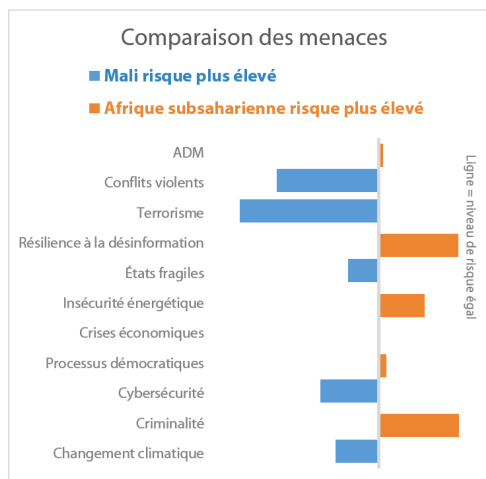
Jusqu'en 2012, le Mali a bénéficié d'une relative stabilité économique, sociale et politique dans une région par ailleurs en proie aux conflits et à l'insécurité. Le printemps arabe a déclenché une insurrection et une rébellion à grande échelle dans le [nord du Mali](#), lancée par le mouvement national de libération de l'Azawad (MNL) et suivie d'une guerre civile. En 2013, l'intervention des forces armées françaises pour repousser l'insurrection a créé une dépendance aux ressources militaires internationales, laquelle perdure aujourd'hui avec plus de 15 000 [effectifs de maintien de la paix des Nations unies](#) en opération dans le pays. En raison des attaques de divers groupes, en particulier de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et du Jamaat Nusrat al-Islam wal Muslimeen (JNIM), le Mali enregistre des scores significativement plus négatifs que la moyenne subsaharienne dans les domaines des conflits violents et du terrorisme. Entre 2012 et 2020, la position du pays s'est détériorée, passant du 79^e au 16^e rang des [États les plus fragiles](#). Des troubles politiques ont éclaté au cours du second semestre 2020. En août 2020, à la suite de protestations publiques contre la fraude électorale, des officiers militaires ont renversé le gouvernement du



président Ibrahim Boubacar Keïta. Le gouvernement provisoire a programmé des élections présidentielles démocratiques pour mars 2022. Les effets de la pandémie, aggravés par la crise socio-politique qui résulte du coup d'État, ont plongé le Mali dans une [récession économique](#).

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les actions menées par les organisations criminelles transnationales, les groupes terroristes et les milices armées continuent de cibler les civils, plus de 40 000 d'entre eux [ayant fui](#) leur foyer en 2020. Les conflits liés aux ressources devraient [s'étendre du nord du Mali](#) à la région centrale autour de Bamako. La combinaison du [changement climatique](#) et de la pénurie des ressources avec l'augmentation de l'insécurité et des déplacements entraîne une profonde crise humanitaire.



Participation de l'Union européenne

L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Au-delà du soutien militaire, la nouvelle stratégie renforce la dimension politique et l'importance accordée à un développement durable du partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel, dont le Mali. Le Mali accueille deux missions de la PSDC de l'Union européenne : [EUCAP Sahel Mali](#) – une mission de renforcement des capacités en appui aux politiques nationales de sécurité au Mali, au Burkina Faso, au Tchad et en Mauritanie – et [EUTM Mali](#) – une mission de formation pour les forces armées du G5 Sahel. Le Mali bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tous les produits sauf les armes](#)». Le [Fonds européen de développement](#) a engagé 665 millions d'euros pour le Mali (pour la période 2014-2020), principalement pour soutenir la consolidation de la paix. En outre, l'Union européenne a alloué 57 millions d'euros au moyen de l'IcSP (pour la période 2015-2020). Depuis 2016, le [fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#) a contribué à hauteur de 220 millions d'euros à l'amélioration de la gouvernance, à la gestion des migrations, à la résilience et aux projets économiques. En 2020, l'Union européenne a alloué plus de 29 millions d'euros au pays au titre de l'[aide humanitaire](#). Le Mali bénéficie également du soutien de l'Équipe Europe (Team Europe), en réponse à la [pandémie de Covid-19](#).

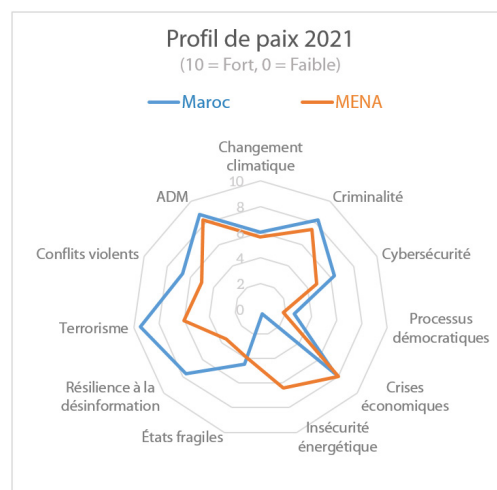
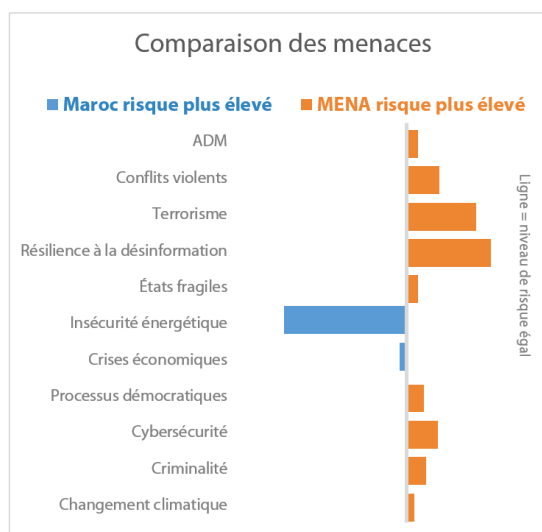
Maroc

Le Maroc occupe la 60^e place de l'indice Normandie, avec un score supérieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et un score inférieur à celui de l'UE-27 en ce qui concerne plusieurs indicateurs. Bien que le Maroc soit un pays relativement stable et qu'il obtienne un score élevé en matière de résistance à la criminalité et au terrorisme, l'immigration clandestine y reste une vraie faiblesse, tout comme l'insécurité énergétique et les processus démocratiques.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le 6 août 2020, le gouvernement marocain a annoncé un [pacte de relance économique](#) de 12,8 milliards de dollars américains. Conjugués aux mesures d'austérité prévues dans le cadre du projet de loi de finances 2021, les effets de la pandémie de Covid-19 sont susceptibles d'accroître le mécontentement social et le nombre de protestations locales en raison des pertes économiques, et ce en particulier dans les secteurs les plus touchés. Les manifestations et les grèves organisées par les syndicats de la santé et des transports tout au long de l'année 2020 se poursuivront vraisemblablement. Des manifestations nationales similaires à celles de 2017-2018 sont peu probables, mais la pandémie mettra davantage en évidence des problèmes de longue date, notamment l'accès et la capacité du secteur des soins de santé et les disparités régionales.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En 2020, le Maroc est entré dans sa première récession depuis 1995, avec une [baisse du PIB de 7 %](#) en raison de la sécheresse, qui a diminué les recettes agricoles, et des conséquences de la Covid-19. Les ressortissants marocains de l'étranger constituent une source d'envois de fonds, laquelle est estimée à 3,3 milliards d'euros par an. Toutefois, l'immigration clandestine à travers et depuis le Maroc reste une question sensible, avec quatre itinéraires migratoires principaux: vers l'Espagne continentale par la Méditerranée, en passant par les enclaves espagnoles de Melilla et Ceuta et par les îles Canaries. Les négociations d'un accord de réadmission entre l'Union européenne et le Maroc ont débuté dans les années 2000, mais n'ont toujours pas abouti. Enfin, et malgré la coopération antiterroriste avec

l'Union européenne, l'entrée potentielle de [membres du djihad islamique](#) dans l'Union par les itinéraires de l'immigration clandestine suscite des inquiétudes.

Intervention de l'Union européenne

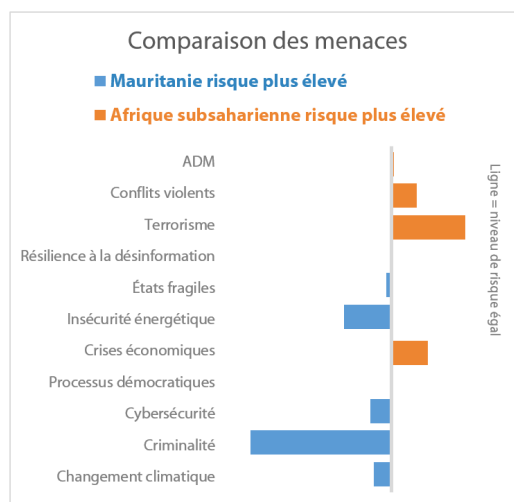
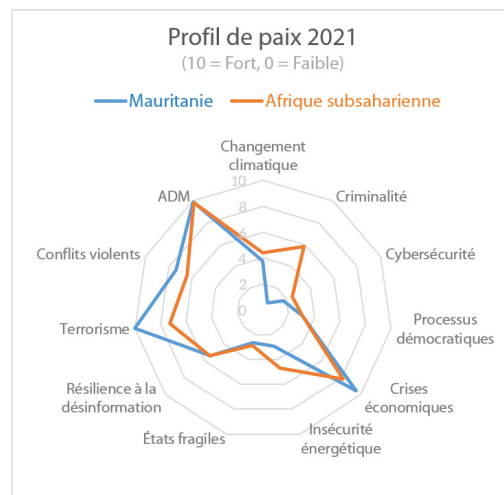
Les relations entre l'Union européenne et le Maroc sont fondées sur l'[accord d'association](#) entré en vigueur en 2000, lequel établit une zone de libre-échange entre les deux parties. Le conseil d'association, qui réunit les ministres de l'Union et du Maroc, encadre la relation UE-Maroc, y compris le dialogue politique et les priorités de coopération. La dernière (et 14^e) rencontre du [conseil d'association](#) s'est déroulée le 27 juin 2019 et a permis l'adoption d'une [déclaration conjointe](#), qui a donné un nouvel élan à la relation stratégique, multidimensionnelle et privilégiée de l'Union européenne et du Maroc. Une nouvelle stratégie pour le [voisinage méridional](#) a été présentée le 9 février 2021, marquant ainsi le vingt-cinquième anniversaire de la déclaration de Barcelone et les dix ans du printemps arabe. Le Maroc est le plus grand bénéficiaire de fonds européens dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV). Pour la période 2014-2020, 1,6 milliard d'euros d'aide ont été alloués au pays.

Mauritanie

La Mauritanie occupe la 105^e place de l'indice Normand, avec un score global inférieur à la moyenne mondiale. Elle est considérée comme plus à risque en ce qui concerne la criminalité, l'insécurité énergétique et la fragilité de l'État, alors qu'elle est à faible risque en matière de terrorisme.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Mauritanie occupe la 33^e place dans l'[indice des États fragiles 2020](#). L'[incapacité à éradiquer l'esclavage](#), malgré son abolition en 1981, explique le score particulièrement bas du pays en matière de légitimité de l'État. Au cours des dernières décennies, la vie politique de la Mauritanie a été marquée par plusieurs coups d'État militaires, le plus récent ayant été mené par le général Mohamed Ould Abdel Aziz en 2008, suivi de son élection en 2009. En juin 2019, la Mauritanie a connu le premier transfert de pouvoir pacifique depuis son indépendance en 1960, avec l'élection du candidat du parti au pouvoir et ancien ministre de la défense, Mohamed Ould Ghazouani. La Mauritanie se classe 134^e dans l'[indice de perception de la corruption 2020](#). En février 2020, le Parlement national a formé une commission d'enquête pour enquêter sur des [cas présumés de corruption](#) pendant le mandat de l'ancien président. Malgré le nombre croissant d'attaques au Sahel, la Mauritanie s'est montrée remarquablement [résistante](#) au djihadisme et n'a subi aucune attaque terroriste depuis 2011.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Mauritanie est deuxième face au risque de sécheresse selon l'[indice mondial pour la gestion des risques INFORM](#), et ce en raison des cycles récurrents de sécheresse qui exacerbent la pénurie des ressources et l'insécurité alimentaire. Malgré d'importantes ressources en énergies renouvelables, trois millions de personnes sont toujours privées d'électricité à travers le pays, lequel obtient par ailleurs de mauvais résultats en matière de sécurité énergétique. Le pays a adopté ses premières lois sur la protection des données en 2017, mais n'en est encore qu'aux premiers stades de la cybersécurité, et il se classe au 145^e rang de l'[indice de cybersécurité dans le monde](#). La Mauritanie est passée de la 72^e à la 97^e place dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) entre 2018

et 2020. Des lois répressives sur la diffamation et la désinformation ont notamment conduit à l'arrestation de plusieurs journalistes pendant la campagne présidentielle de 2019. Toutefois, en 2020, le président Ghazouani a nommé une commission nationale de réforme de la presse afin de [consolider la liberté de la presse](#).

Intervention de l'Union européenne

L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Au-delà du soutien militaire, la nouvelle stratégie renforce la dimension politique du partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel, dont la Mauritanie, et y accroît l'importance accordée au développement durable. En 2019, l'Union européenne a renforcé et déplacé sa [cellule de conseil et de coordination régionale](#) pour le Sahel en Mauritanie, où est basé le secrétariat permanent du G5 Sahel. La Mauritanie bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[tous les produits sauf les armes](#)». Le Fonds européen de développement a débloqué jusqu'à 160 millions d'euros pour la période 2014-2020, afin de soutenir la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, l'état de droit ainsi que l'amélioration du système de santé en Mauritanie. Depuis 2017, le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'Union a contribué à hauteur de [79 millions d'euros](#) à des projets de prévention des conflits dans le pays. En 2019, l'Union européenne a alloué 9 millions d'euros d'[aide humanitaire](#) à la Mauritanie, laquelle bénéficie également du soutien de l'Équipe Europe (Team Europe) face à la [pandémie de Covid-19](#).

Mexique

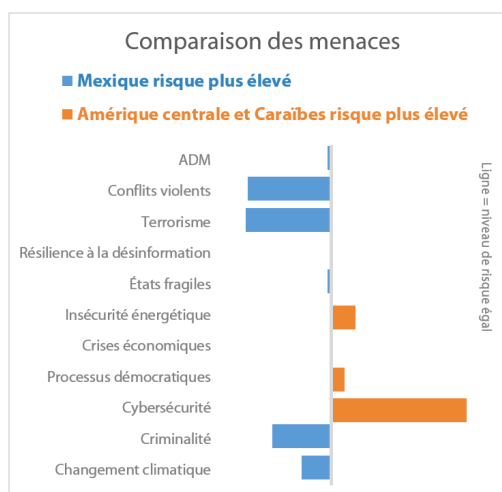
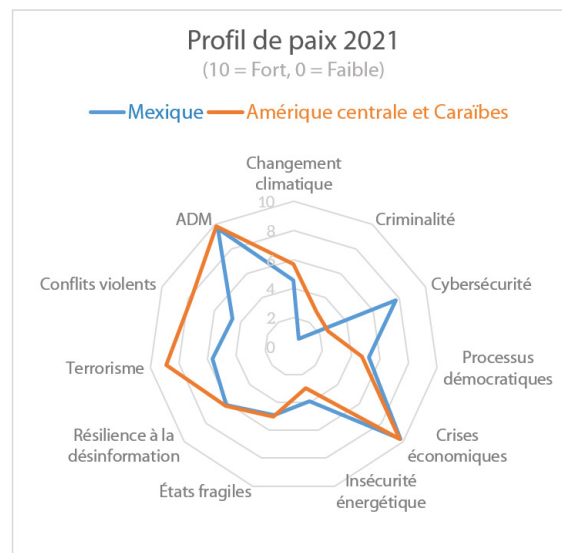
Le Mexique occupe la 86^e place de l'indice Normandie. Malgré les progrès notables réalisés dans la lutte contre le crime organisé, le Mexique a connu une augmentation des crimes violents et des homicides qui ont touché aussi bien les civils que les hommes politiques.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Mexique souffre

d'une activité criminelle organisée à grande échelle, notamment le trafic de drogue, les enlèvements et l'extorsion, depuis au moins les années 1980, lorsque les groupes criminels mexicains ont commencé à se coordonner, à s'attribuer des zones régionales distinctes de contrôle et à établir des [itinéraires](#) de trafic. La violence qui en résulte n'est pas seulement due à la concurrence entre les cartels, mais aussi à la «guerre contre la drogue» officiellement déclarée par l'État mexicain en 2006. On estime que quelque [80 000 personnes](#) ont disparu dans le cadre de crimes liés à la drogue depuis [2006](#).

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le niveau général de la paix au Mexique s'est détérioré pendant quatre années consécutives depuis 2016, sous l'effet d'une augmentation du [taux d'homicides](#), avec 19,26 pour 100 000 personnes en 2021. En 2020, le taux de [criminalité organisée](#) a augmenté de plus de 24 % par rapport à l'année précédente. La violence armée est également en hausse, le taux de criminalité par armes à feu ayant doublé, passant de 13,6 pour 100 000 personnes en 2015 à 29,6 en 2019. Le taux de criminalité violente a augmenté de 39,8 % depuis 2015, les agressions sexuelles ayant augmenté de 60 % et les féminicides de 164 % au cours de cette période. La géographie du Mexique, situé entre deux océans, le rend [vulnérable](#) aux phénomènes météorologiques violents et au changement climatique.

Dans les zones rurales, les températures extrêmes et les précipitations irrégulières endommagent les cultures et le bétail (soit 80 % des pertes financières liées au climat depuis 1990). Le pays dispose d'une [loi](#) sur le changement climatique depuis 2012 (révisée pour la dernière fois en [2020](#)).

Intervention de l'Union européenne

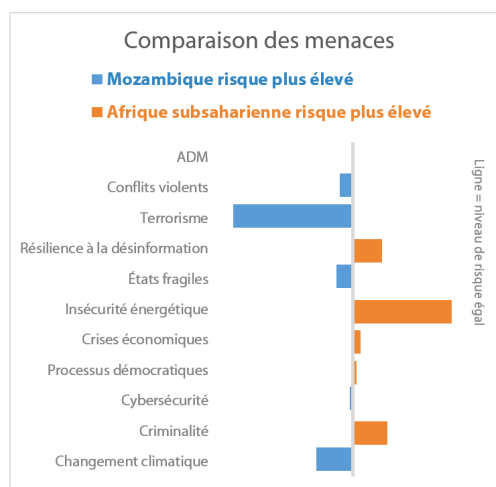
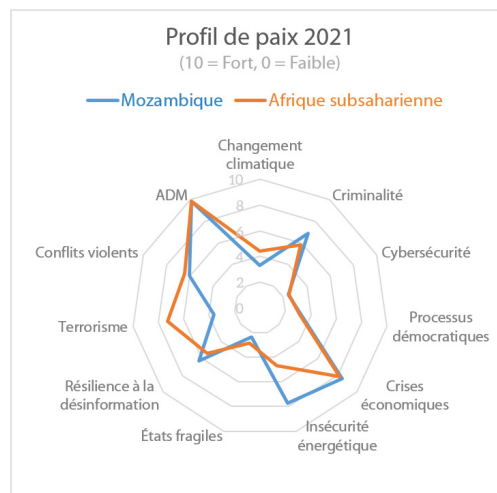
L'Union européenne entretient un partenariat global de longue date avec le Mexique, inscrit dans le cadre de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre l'Union européenne et le Mexique, qui a été signé en décembre 1997 et est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2000. Cet «accord global» comprend également un accord de libre-échange, qui est actuellement en cours d'[actualisation](#) (un [accord «de principe»](#) a été conclu). Il s'agissait du premier accord de l'Union européenne destiné à établir une zone de libre-échange ainsi que du premier accord de partenariat avec un pays d'Amérique latine. L'accord global a établi un dialogue politique et une vaste coopération entre les parties. En 2008, l'Union européenne a conclu un [partenariat stratégique](#) avec le Mexique qui a introduit de nouvelles questions de dialogue à haut niveau, telles que la sécurité, l'application des lois et les droits de l'homme. L'Union européenne renforce actuellement sa coopération avec le Mexique en matière de lutte contre la criminalité organisée. Les [négociations](#) en vue de conclure un accord de travail entre les autorités mexicaines et Europol ont débuté en février 2020 et un accord est entré en vigueur en [juillet 2020](#). Le Mexique fait partie de quatre projets de l'ICSP, lesquels sont principalement liés à la pandémie de Covid-19 et aux populations vulnérables (au total 12,8 millions d'euros).

Mozambique

Le Mozambique occupe la 94^e place de l'indice de Normandie. Son niveau de fragilité s'est considérablement aggravé au cours de la dernière décennie. Le pays est aujourd'hui confronté aux importantes menaces que représentent l'extrémisme violent, le manque de participation et d'inclusion politiques ainsi que les changements climatiques.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis son indépendance en 1975, le Mozambique a connu des conflits internes continus. Entre 1977 et 1992, le pays a été ravagé par une guérilla menée par la Renamo, aujourd'hui le principal parti d'opposition, à l'encontre du parti Frelimo au pouvoir, lequel a mis en place un système socialiste à parti unique après l'indépendance. En 1992, un [accord de paix](#) a temporairement mis fin à cette guerre, grâce à la mise en route d'une ouverture politique et économique. Le Frelimo gouverne toujours le pays, sans interruption depuis l'indépendance. L'opposition est politiquement et économiquement marginalisée. Elle a critiqué à plusieurs reprises les élections, généralement remportées par le Frelimo avec de larges majorités. Deux autres accords de paix, dont le dernier en [2019](#), ont été signés, après que la Renamo eut de nouveau recouru à la violence pour porter ses revendications de partage du pouvoir politique et économique. Le Mozambique est l'un des [pays les plus pauvres](#) du monde en matière de PIB par habitant.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Depuis 2017, l'[insurrection islamiste](#) a déstabilisé la province septentrionale de Cabo Delgado, ce qui a entraîné de nombreuses victimes civiles, des déplacements importants et des perturbations de l'économie. L'approche militariste adoptée par le gouvernement s'est avérée largement inefficace et risque de provoquer l'hostilité de la population locale. L'insurrection menace l'exploitation des réserves de gaz en mer récemment découvertes, que le gouvernement espère utiliser pour améliorer l'état désastreux des finances publiques. Le pays est exposé à des événements climatiques extrêmes (cyclones, inondations et sécheresses) qui, en [2019](#) et [2020](#), ont pesé lourdement sur l'économie locale et, exacerbés par la crise de la Covid-19, ont entraîné une [insécurité alimentaire](#).

Intervention de l'Union européenne

De 2014 à 2020, la coopération et l'[aide au développement](#) de l'Union au Mozambique s'articulent autour de trois [objectifs](#) principaux: la démocratie et l'état de droit, une croissance économique durable et inclusive ainsi que le renforcement des investissements. En 2017, le Mozambique a ratifié l'[accord de partenariat économique UE-CDAA](#), bénéficiant ainsi de garanties supplémentaires pour le protéger contre une libéralisation perturbatrice du commerce. En novembre 2020, l'Union [s'est engagée](#) à apporter 100 millions d'euros d'aide budgétaire pour faire face aux effets de la Covid-19, marquant la reprise de ce type d'aide, après une interruption de quatre ans à la suite d'un scandale retentissant touchant à la dette dans lequel le gouvernement du pays avait été impliqué. En automne 2020, l'Union européenne a [répondu](#) favorablement à la demande d'aide du Mozambique pour lutter contre l'insurrection du nord, lui promettant un soutien en matière d'aide humanitaire, de sécurité et de développement, mais exigeant des «engagements vérifiables» de la part des forces de sécurité mozambicaines quant au respect des droits de l'homme lors de leurs opérations. Dans ses [conclusions d'avril 2020](#), le Conseil a exprimé la volonté de l'Union de soutenir l'accord de paix de 2019 et a souhaité que la gestion de l'insurrection islamiste tienne également compte des doléances locales.

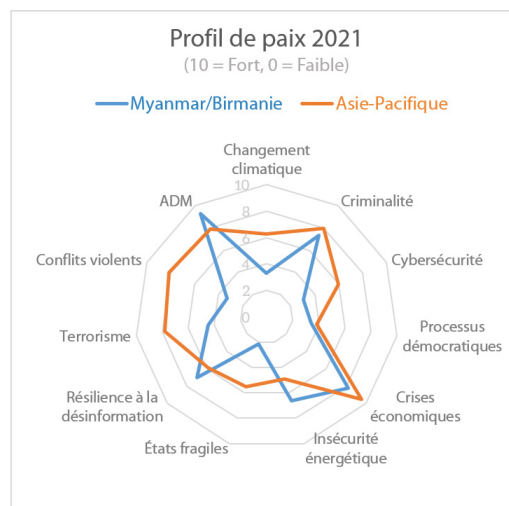
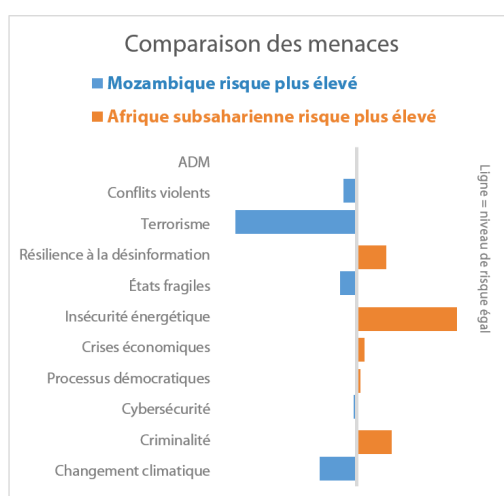
Myanmar

Le Myanmar occupe la 101^e place de l'indice de Normandie, mais ce résultat est antérieur au coup d'État militaire de février 2021, qui a entraîné des violences et le chaos. Le pays souffre depuis longtemps de la pauvreté, des conflits ethniques et de graves violations des droits de l'homme.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Les tensions entre la majorité Bamar et plus de 130 groupes ethniques ont provoqué des décennies d'instabilité. Les conflits entre les groupes armés ethniques et les forces gouvernementales ont coûté des milliers de vies et déplacé des centaines de milliers de personnes. La cinquantaine d'années de régime militaire a été marquée par d'horribles violations des droits de l'homme et par une pauvreté extrême. Les réformes constitutionnelles engagées en 2008 et l'élection d'un gouvernement civil en 2015 semblaient constituer des changements positifs. Les conflits ethniques se sont toutefois poursuivis dans plusieurs régions du pays, et peu de progrès ont été réalisés en vue d'un cessez-le-feu national. En 2016 et 2017, les «opérations de nettoyage» de l'armée ont tué des milliers de personnes de la minorité rohingya, persécutée, ce qui a suscité un exode massif de réfugiés et des accusations de génocide à l'encontre du Myanmar devant la Cour internationale de justice.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le coup d'État militaire de février 2021 a mis fin à cinq années de coexistence difficile entre le gouvernement civil et les forces armées encore puissantes. Des dirigeants civils ont été emprisonnés et le pays a sombré dans le chaos à la suite de manifestations contre le régime militaire, manifestations qui ont été violemment réprimées. L'instabilité politique entravait déjà la croissance économique avant même la pandémie de Covid-19. Le Myanmar reste l'un des pays les plus pauvres d'Asie. Les grèves menées par le mouvement de désobéissance civile anti-junte ont paralysé des pans entiers de l'économie, perturbant l'approvisionnement en nourriture et en énergie. Avec de nombreux professionnels de la santé en grève, les efforts qui visent à contenir la pandémie sont également menacés. Les perspectives pour le pays restent

extrêmement incertaines. En 2008, le [cyclone Nargis](#) a frappé le pays, tuant près de 100 000 personnes et provoquant des dommages auxquels des millions d'entre elles ont été confrontées; un rappel de la menace que représente le changement climatique pour le Myanmar.

Intervention de l'Union européenne

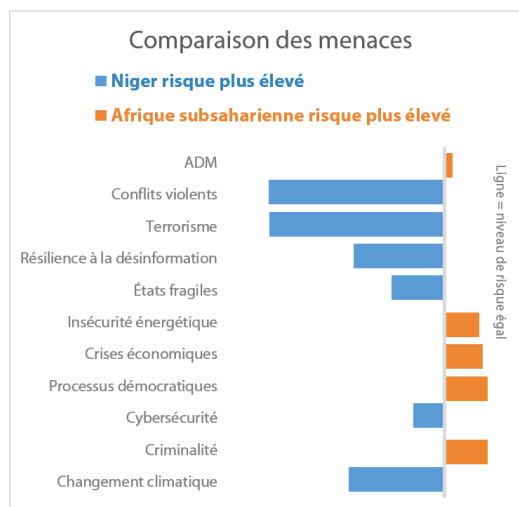
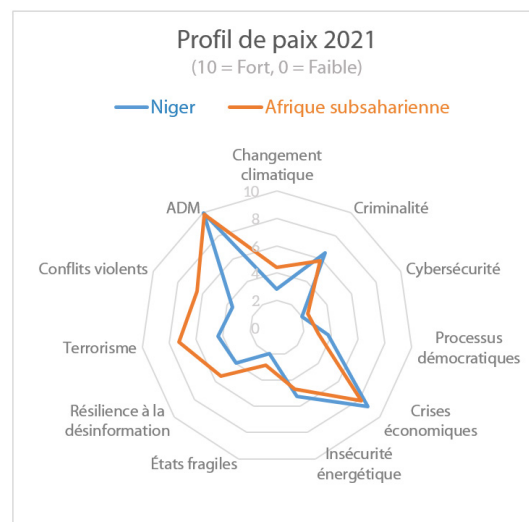
Dans les années 1990, l'Union a adopté des sanctions économiques et un embargo sur les armes à l'encontre du Myanmar. À la suite des réformes démocratiques, les sanctions économiques ont été levées en 2013, mais l'embargo sur les armes est toujours en place. Pour la période 2014-2020, l'Union européenne a alloué 688 millions d'euros d'aide au développement. Elle a également fait bénéficier le pays d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits, en vertu du régime préférentiel pour les échanges de marchandises de «[tous les produits sauf les armes](#)», ce qui a déclenché une envolée du secteur des textiles du pays, lequel emploie près d'un million de travailleurs. En 2018, à la suite des massacres subis par les Rohingyas, l'Union européenne a déjà rétabli certaines sanctions à l'encontre des officiers militaires et envisage actuellement des mesures plus larges, notamment à l'encontre des entreprises détenues par l'armée. Certains projets de développement ont également été suspendus. Toutefois, le retrait des privilèges commerciaux accordés au Myanmar dans le cadre du régime «Tous les produits sauf les armes» n'est pas prévu.

Niger

Le Niger occupe la 115^e place de l'indice Normandie. L'instabilité régionale a conduit à la prolifération de groupes extrémistes violents, provoquant une augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Pour le Niger, cette situation aggrave les effets déjà désastreux du changement climatique sur l'accès aux ressources, ce qui constitue un nouveau déclencheur de conflit.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Niger est actuellement classé au 19^e rang des pays les plus fragiles sur 178 dans l'[indice des États fragiles](#) pour 2020, et 189^e (à savoir en dernière position) dans l'[indicateur de développement humain des Nations unies 2020](#). Les richesses du pays profitent encore largement aux intérêts étrangers dans le domaine de l'extraction de l'uranium et à une petite élite politiquement solidaire, à l'origine de conflits, notamment avec les groupes touaregs. Le Niger a également pâti de l'augmentation de l'[instabilité régionale](#); en conséquence, les conditions d'hostilité dans lesquelles il vit se sont aggravées, le pays, qui avait connu 10 affrontements et 25 morts en 2011, affichait en 2020 un bilan de 424 affrontements et de 1 114 morts. En décembre 2020, l'organisation djihadiste Boko Haram a tué plus de 27 civils dans le sud-est du pays, l'une des attaques les plus meurtrières depuis des années.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les menaces les plus immédiates pour la sécurité du Niger proviennent de l'expansion rapide du terrorisme et des groupes extrémistes violents dans toute la région du Sahel. Le nombre de décès causés par de [violents attentats](#) liés à des groupes extrémistes dans le Sahel s'est élevé à 4 000 en 2019, soit cinq fois plus qu'en 2016. Le classement du Niger dans l'indice mondial du terrorisme est passé du 40^e rang le plus touché en 2011 au 24^e rang en 2020. Le Niger a également été submergé par une augmentation du nombre de [personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés](#) fuyant les pays voisins, en particulier le Mali. Ces déplacements aggravent les effets du changement climatique, qui touche le Niger plus fortement que la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne, ce qui entraîne une intensification de la

concurrence pour les ressources limitées, en particulier entre les [agriculteurs et les éleveurs](#).

Intervention de l'Union européenne

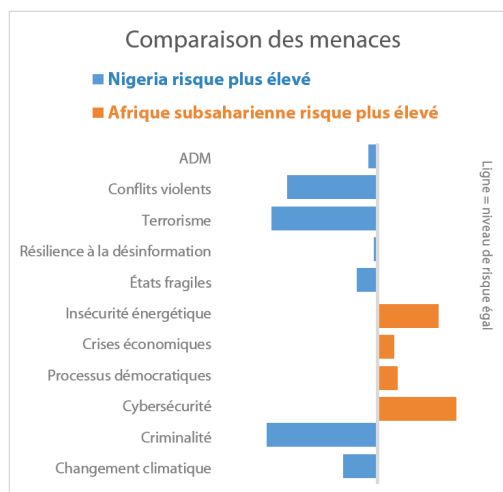
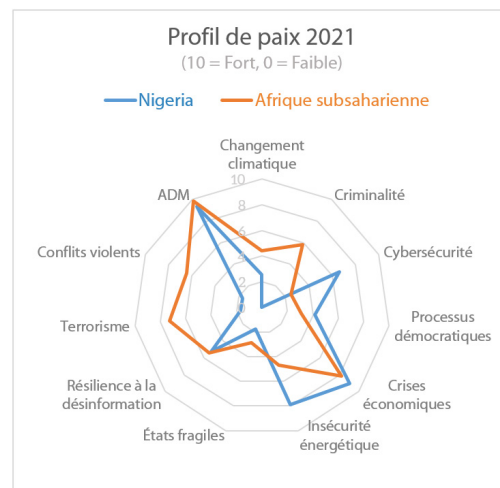
L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Au-delà du soutien militaire, la nouvelle stratégie renforce la dimension politique du partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel, dont le Niger, et y accroît l'importance accordée au développement durable. La mission civile de l'Union européenne [EUCAP Sahel Niger](#) vise à renforcer les capacités des forces nigériennes, burkinabè, tchadiennes et mauritaniennes pour lutter contre le terrorisme, la criminalité organisée et les migrations clandestines. Le Niger bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[tous les produits sauf les armes](#)». Le [Fonds européen de développement](#) a alloué 686 millions d'euros d'aide au Niger pour la période 2014-2020, afin de contribuer à la fourniture de services sociaux, à la sécurité alimentaire et à la résilience, ainsi qu'aux infrastructures routières pour les régions menacées par l'insécurité et les conflits. En outre, l'Union a alloué 45 millions d'euros de financement au Niger au moyen de l'IcSP pour la période 2015-2020. Depuis 2016, le [fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#) a contribué à hauteur de 279 millions d'euros à l'amélioration de la gouvernance, à la gestion des migrations, à la résilience et aux projets économiques. En 2020, l'Union européenne a alloué plus de 30 millions d'euros au Niger au titre de l'[aide humanitaire](#). Le Niger bénéficie également du soutien de l'Équipe Europe (Team Europe), en réponse à la [pandémie de Covid-19](#).

Nigeria

Le Nigeria occupe la 119^e place de l'indice Normandie. Il est considéré comme plus vulnérable que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et est particulièrement exposé à la menace du terrorisme. Les tensions ethniques remontent à l'époque coloniale. Si la guerre civile de 1967-1970 était principalement motivée par un objectif de répartition équitable des revenus du pétrole entre les groupes ethniques, les conflits plus récents ont pris un tour plus sectaire.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Bien qu'il ait globalement progressé par rapport à l'année précédente, le Nigeria arrive à la 3^e place de l'[indice mondial du terrorisme 2020](#), avec 411 attentats et 1 245 décès. La majorité de ces décès est imputable à Boko Haram, groupe insurrectionnel islamiste formé en 2002 et affilié à l'EIL/Daech. On assiste également à une escalade de la violence entre fermiers chrétiens et bergers musulmans peuls, ces derniers se livrant à plusieurs attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes. L'organisation fédérale du pays permet au nord à prédominance musulmane ainsi qu'au sud majoritairement chrétien de jouir d'un degré élevé d'autonomie à l'égard du pouvoir central, mais la corruption endémique a empêché le pays de tirer pleinement profit de sa gigantesque richesse pétrolière. Le sud du delta du Niger, où se concentre l'extraction, subit les [conséquences](#) environnementales qui en résultent, mais ne bénéficie que peu des atouts du pétrole, ce qui alimente le mécontentement de la population. Le Nigeria apparaît à la 14^e position dans l'[indice des États fragiles 2020](#) et enregistre des scores très faibles dans les catégories élites dissidentes et griefs communautaires.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Si le Nigeria est la première puissance économique africaine au regard du PIB nominal, il est économiquement vulnérable en raison de sa dépendance excessive à l'égard du pétrole. En 2020, en raison de la crise de la Covid-19, le pays a connu sa plus grave [récession](#) depuis les années 1980. En octobre 2020, des protestations publiques menées par la jeunesse contre la brutalité de la police et l'impunité dont elle jouit ont éclaté dans plusieurs villes du pays, signe d'un mécontentement croissant envers les forces de sécurité et le gouvernement. Le pays, le plus peuplé d'Afrique, occupe le 115^e rang du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). Si les élections nigérianes organisées avec l'appui de la communauté internationale offrent un degré élevé de concurrence politique, on constate qu'elles sont souvent prétexte à de vastes

campagnes de désinformation.

Intervention de l'Union européenne

L'Union européenne a soutenu de nombreuses initiatives visant à accroître la résilience du Nigeria à l'égard des conflits violents et à d'autres menaces. Pour contribuer à la lutte contre le terrorisme, l'Union européenne a [subventionné](#) une initiative régionale destinée à fédérer plusieurs pays du bassin du lac Tchad contre Boko Haram au sein de la force multinationale mixte (FMM). Le [Fonds européen de développement](#) a fourni un [soutien](#) de plus de [500 millions d'euros](#) (pour la période 2014-2020) afin d'accroître la résilience du Nigeria, notamment dans les domaines de la santé et de la nutrition, de la production électrique, de l'état de droit et de la sécurité. L'Union européenne a négocié un [accord de partenariat économique](#) régional avec le Nigeria et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, lequel est destiné à libéraliser les échanges commerciaux ainsi qu'à promouvoir l'intégration régionale et le développement durable, mais le Nigeria est réticent à sa mise en œuvre. Le [fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique](#) soutient les mesures de prévention des conflits et de relèvement, ainsi que les actions visant à améliorer les perspectives économiques et d'emploi, afin d'accroître la résilience des communautés vivant dans les zones les plus touchées par les conflits. La lutte contre le terrorisme et la radicalisation figurera en bonne place à l'[ordre du jour](#) du partenariat entre l'Union et le Nigeria.

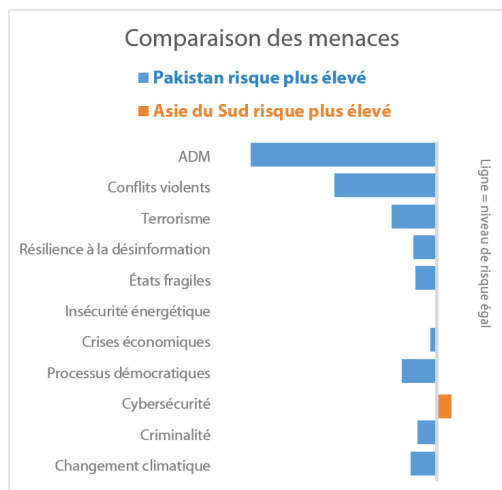
Pakistan

Le Pakistan occupe la 131^e place de l'indice Normandie. Les relations du pays avec les groupes terroristes, l'ingérence de la puissance militaire, les relations tendues avec l'Inde, le séparatisme, la vulnérabilité aux changements climatiques et une situation financière critique contribuent à l'instabilité d'un pays marqué par l'intolérance religieuse.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Pakistan, qui abrite la deuxième plus grande population musulmane du monde, a été la première [république islamique](#). Le pays a connu des phases de gouvernement militaire et d'instabilité politique. Le Pakistan se classe au 25^e rang des États les plus fragiles parmi 178 dans l'[indice des États fragiles](#) de 2020. Le dualisme chronique entre le pouvoir politique et militaire, avec le rôle controversé de l'agence des renseignements militaires pakistanais (ISI), a empêché les institutions civiles de prendre le contrôle direct de l'État. Cela a influé sur des questions telles que les relations avec l'Inde, voisine du Pakistan. Malgré un rapprochement en début d'année 2021, celles-ci restent tendues et instables, en raison notamment du conflit territorial non résolu du Cachemire, dans le nord-ouest du sous-continent indien. Le Pakistan est accusé de soutenir activement le terrorisme et d'être un refuge pour groupes terroristes. Sans interruption depuis 2013, l'[indice du terrorisme mondial](#) a classé le pays parmi les 10 pays les plus concernés par le terrorisme: le Pakistan occupant la 7^e place en 2019.

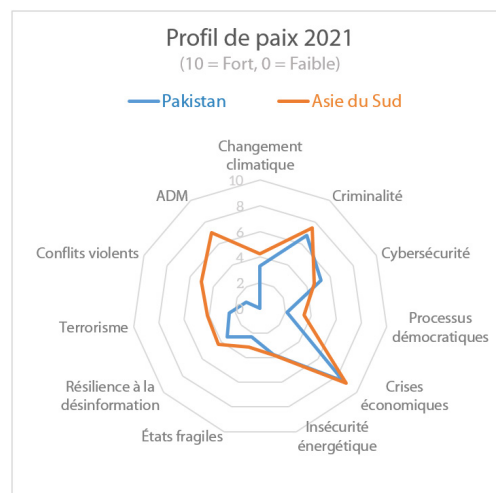
Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Pakistan est confronté à de nouvelles menaces séparatistes, dont la plus critique est celle de la province du Baloutchistan, au sud-ouest du pays. Le Baloutchistan est également une province où travailler pour un support médiatique est très risqué, comme en témoigne le [classement mondial de la liberté de la presse](#) de 2020, qui place le Pakistan au 145^e rang et souligne la pression de l'EIL/Daech sur les journalistes. Régulièrement frappé par des phénomènes météorologiques extrêmes, le pays est particulièrement [exposé](#) aux conséquences du changement climatique. En 2020, l'évolution du climat a été l'une des raisons de la forte inflation des prix alimentaires, laquelle a contribué aux troubles politiques. Le [Groupe d'action financière](#) (GAFI), l'organisme mondial de surveillance de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a inscrit le Pakistan sur sa [liste grise](#), ce qui entrave l'accès du pays aux financements internationaux destinés à la reprise économique de l'après-coronavirus.

Intervention de l'Union européenne

L'Union et le Pakistan ont renforcé leurs relations politiques et sécuritaires grâce au plan d'engagement stratégique UE-Pakistan de 2019 ([SEP](#)), lequel s'appuie également sur l'[accord de coopération](#) de 2004. Le cinquième [dialogue stratégique](#) tenu en novembre 2020 a convenu d'une [déclaration conjointe sur l'Afghanistan](#). Un nouveau dialogue UE-Pakistan sur la sécurité, y compris sur la lutte contre le terrorisme, est prévu en 2021. La [Commission mixte UE-Pakistan](#), composée d'un sous-groupe sur la [démocratie](#), la [gouvernance](#), l'[état de droit](#) et les [droits de l'homme](#), a tenu sa 10^e réunion en novembre 2019. Les partenaires entretiennent un [dialogue politique](#) régulier. Depuis 2014, le Pakistan bénéficie du [SPG+](#), sous réserve qu'il continue à ratifier et à mettre effectivement en œuvre 27 conventions internationales fondamentales. En avril 2021, le [Parlement européen](#), préoccupé par les abus persistants des lois interdisant le blasphème au Pakistan, a proposé de reconsidérer l'admissibilité du pays au SPG+. Islamabad est également bénéficiaire du «[projet régional de l'Asie du Sud](#)», qui vise à renforcer la résilience des communautés face à la Covid-19».

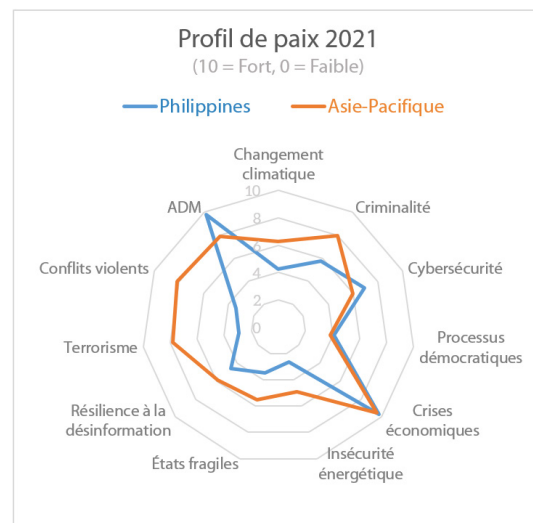


Philippines

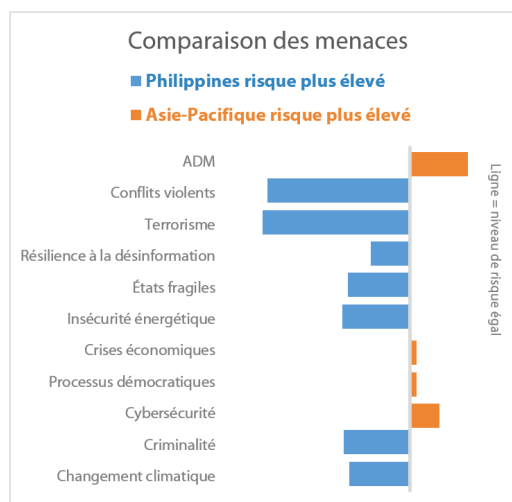
Les Philippines occupent la 102^e place de l'indice Normandie, avec un score global inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique. S'il s'agit de l'un des pays les plus démocratiques de la région, le pays se heurte toutefois à diverses difficultés politiques, économiques et environnementales. Le taux de criminalité est élevé et des milliers de personnes sont mortes dans une guerre controversée contre la drogue; on observe également la violence des groupes rebelles et des terroristes.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Les Philippines possèdent un système politique plus pluraliste que la plupart de leurs voisins d'Asie du Sud-Est. Toutefois, elles sont considérées comme l'un des quatre pays les plus fragiles du monde. Elles apparaissent en 2020 à la 54^e place de l'[indice des États fragiles](#), avec un score particulièrement élevé en matière de dispositif de sécurité. Cette faiblesse s'explique par le nombre relativement élevé d'actes terroristes sur leur territoire. Les Philippines se classaient en 2020 en 10^e position dans l'[indice mondial du terrorisme](#). En 2019, malgré une légère baisse des activités terroristes, 348 attentats ont été enregistrés, avec un total de 284 victimes. Depuis son indépendance, le pays a connu de nombreuses insurrections, du fait de mouvements communistes, islamistes, séparatistes et autres. En 2016, des militants affiliés à l'État islamique/Daech ont tenté d'établir une «province d'Asie de l'Est» dans le pays et ont ainsi occupé la ville de Marawi pendant cinq mois. Malgré la pandémie de Covid-19, la violente répression de la criminalité liée à la drogue, entreprise en 2016 par le président Rodrigo Duterte, se poursuit.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les Philippines se placent en 136^e position dans le [classement mondial de la liberté de la presse pour 2020](#) et à la 34^e position de l'[indice 2020 de perception de la corruption](#). Le typhon Haiyan a entraîné en 2013 la mort de 6 300 personnes et le déplacement de quatre millions d'habitants, ainsi que des dégâts matériels d'un montant de deux milliards de dollars américains, ce qui souligne le péril que constitue le changement climatique pour le pays. À l'heure où la température des océans augmente, la vulnérabilité des Philippines face à de tels événements météorologiques extrêmes ne devrait cesser de croître. La déforestation à grande échelle de la mangrove est [considérée](#) comme un facteur aggravant. Le pays a été plus [fortement touché](#) par le [coronavirus](#) que la plupart des autres pays asiatiques, avec un nombre de décès et d'infections élevé.

Intervention de l'Union européenne

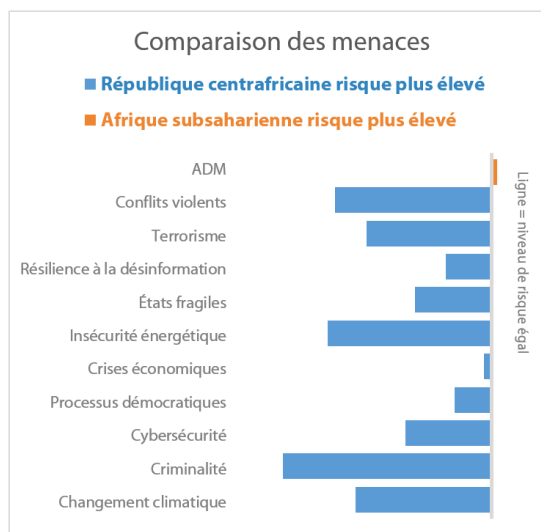
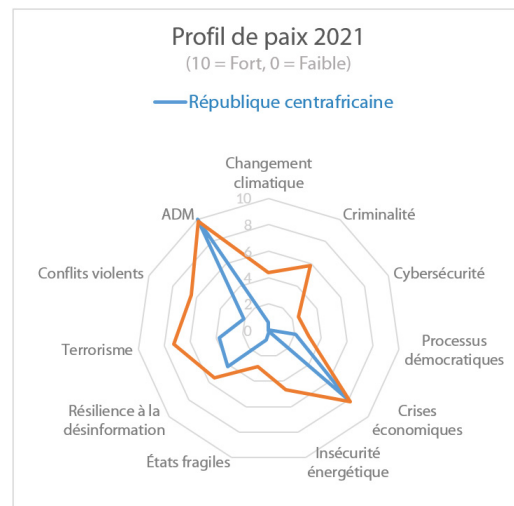
L'histoire coloniale des Philippines en a fait le pays le plus occidentalisé d'Asie du Sud-Est. La religion majoritaire est le catholicisme, l'anglais y est une langue seconde très répandue et leur système politique s'inspire de celui des États-Unis. L'Union et ses États membres sont le premier pourvoyeur d'aide internationale à destination des Philippines. De 2014 à 2020, l'Union a alloué [325 millions d'euros](#) d'aide au développement au pays, en s'attachant principalement à deux domaines: l'état de droit et la croissance inclusive (qui promeut les énergies renouvelables). Depuis 1996, l'Union européenne a également fourni près de [125 millions d'euros](#) d'aide humanitaire, pour aider le pays à faire face aux conflits et aux catastrophes naturelles. L'accord de partenariat et de coopération UE-Philippines est entré en vigueur en 2018; des pourparlers sur un accord de libre-échange ont été lancés en 2015, mais sont en suspens depuis 2017. À l'heure actuelle, les Philippines jouissent d'un accès en franchise de droits aux marchés européens pour la plupart de leurs exportations au titre du régime SPG+. Si l'Union, par ses critiques formulées en 2016 au sujet des exécutions extrajudiciaires, s'est attiré [les foudres](#) du président Rodrigo Duterte, la coopération continue dans de nombreux domaines.

République centrafricaine

La République centrafricaine, classée 136^e, occupe la place du deuxième pays le moins pacifique de l'indice Normandie 2021. La république constitutionnelle traverse des épisodes de guerre civile depuis 2003.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Malgré de nombreux cessez-le-feu et d'autres efforts de consolidation de la paix, dont l'accord de Brazzaville de 2017 et l'élection du président Faustin-Archange Touadera en 2016, la violence entre les groupes armés reste fréquente. En outre, le pays est de fait scindé entre les anti-balaka au sud-ouest et les ex-Séléka au nord-ouest. En 2020, la République centrafricaine occupait la sixième place du classement mondial dans l'[indice des États fragiles](#), preuve de la faiblesse du gouvernement central élu. Le vide sécuritaire occasionné a contribué à aggraver le résultat du pays dans le domaine des conflits violents. La République centrafricaine se classe au 17^e rang des pays les plus touchés par le terrorisme dans l'[indice du terrorisme mondial 2020](#). Les élections générales de décembre 2020 n'ont fait qu'accroître l'instabilité à travers le pays. Les groupes armés se sont mobilisés auprès des clivages politiques et ont [perturbé le processus électoral](#).



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Les capacités et l'autorité du gouvernement central étant limitées, la République centrafricaine est vulnérable aux menaces émergentes qui touchent les États faibles, notamment les problèmes de cybersécurité et de liberté de la presse. Ces faiblesses expliquent le faible score du pays en matière de processus démocratiques. Les attaques contre les médias sont monnaie courante et l'autorité centrale de l'État est souvent hostile aux critiques médiatiques. Le pays est donc 132^e au [classement mondial de la liberté de la presse](#), sous la moyenne africaine subsaharienne. La République centrafricaine est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique d'Afrique, entraînant ainsi des déplacements massifs de population et des conflits violents pour l'eau et les pâturages entre [les agriculteurs et les éleveurs](#).

Intervention de l'Union européenne

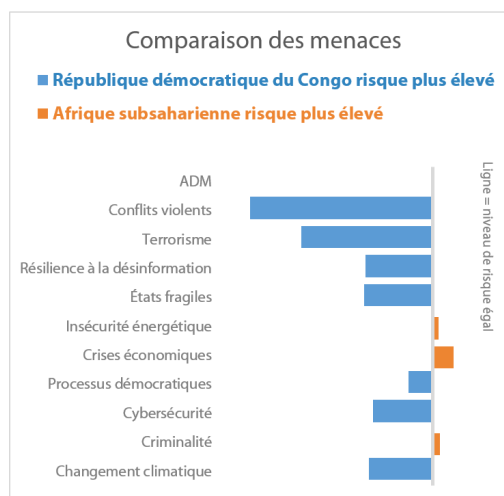
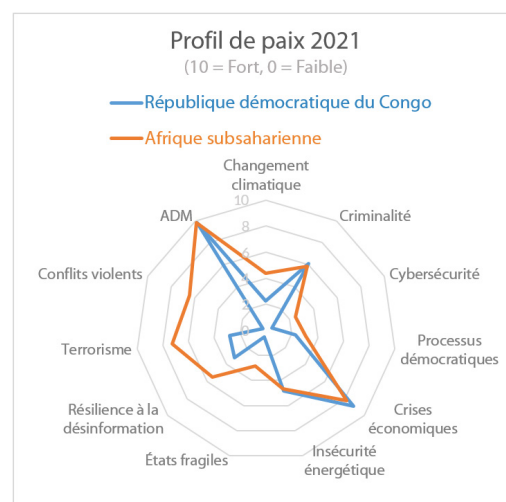
L'Union a aidé le gouvernement centrafricain à élaborer le [plan 2017-2021 de relèvement et de consolidation de la paix](#). L'approche globale de l'Union en République centrafricaine cadre avec ce plan. L'Union s'est engagée à [soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix](#) signé en février 2019 entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés. Une mission militaire, l'[EUTM RCA](#), est en cours dans le pays. Son objectif est d'aider à restructurer les forces nationales. Une mission de conseil civile, l'[EUAM RCA](#), a été entreprise en août 2020 afin de soutenir la réforme des forces de sécurité intérieure. La République centrafricaine bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tous les produits sauf les armes](#)». Dans le cadre du [partenariat ACP-UE](#), l'aide au développement apportée par l'Union à la République centrafricaine a été financée par le [Fonds européen de développement](#) (FED), à hauteur de [442 millions d'euros](#) pour la période de 2014 à 2020. De plus, le [fonds fiduciaire Bêkou](#) de l'Union (243 millions d'euros en 2019, provenant essentiellement du budget de l'Union et du FED), vise à une meilleure coordination entre les donateurs de l'Union et les approches de la République centrafricaine, ainsi qu'à réduire le morcellement de l'aide. En 2020, l'aide humanitaire apportée par l'Union à la République centrafricaine s'est élevée à 22,7 millions d'euros. En décembre 2020, l'Union a mobilisé 14 millions d'euros supplémentaires pour soutenir la République centrafricaine dans sa réponse à la [pandémie de Covid-19](#).

République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC) se situe au bas de l'indice Normandie, à la 129^e place. La RDC reste minée par les effets d'une profonde crise politique et sécuritaire déclenchée en 1997 lorsque le président Joseph Kabila a pris le pouvoir et qui se poursuit aujourd'hui sous la gouvernance du président Félix Tshisekedi.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Malgré les efforts actuellement déployés par la mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et l'élection réussie – bien que contestée – du président Tshisekedi en janvier 2019, la RDC occupe la cinquième place de l'[indice des États fragiles 2020](#) et obtient des résultats inférieurs à la moyenne régionale pour les processus démocratiques. La RDC figurait à la 9^e position de l'[indice mondial du terrorisme 2020](#). La position du pays dans ce classement ne cesse de se détériorer, du fait que les régions orientales non gouvernées de la RDC abritent un certain nombre de groupes et de milices extrémistes qui ont démontré leur capacité et leur volonté d'engager le combat avec les forces gouvernementales de la RDC et les forces de maintien de la paix des Nations unies. Actuellement, les Forces démocratiques alliées (ADF) et la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO) [constituent](#) les groupes armés les plus meurtriers de la région, avec pour cible principale les civils et les travailleurs humanitaires.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le mandat anormalement long et anticonstitutionnel du président Kabila a eu de lourdes conséquences sur les processus démocratiques et la liberté de la presse, avec des menaces et des agressions physiques régulières et des assassinats ponctuels de journalistes. La RDC se place au 150^e rang sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). Toutefois, la dissolution par le président Tshisekedi de la coalition avec Kabila en décembre 2020, ainsi qu'une nouvelle majorité parlementaire, peuvent laisser envisager un certain retrait des précédentes formes de gouvernance. Néanmoins, le pays est toujours considéré comme étant à risque sur plusieurs aspects, particulièrement vulnérable aux menaces qui pèsent sur son approvisionnement énergétique et ses infrastructures.

Intervention de l'Union européenne

L'Union a déployé deux missions militaires et trois missions civiles en RDC, qui avaient pour objectif de stabiliser le pays ainsi que de réformer la police et les forces armées, la dernière en date ayant pris fin en juin 2016. Les relations entre l'Union et la RDC sont tendues en raison des [sanctions](#) prises à l'encontre de plusieurs auteurs congolais de violations des droits de l'homme, y compris de certaines personnalités proches de l'ancien président Kabila.

La RDC bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tous les produits sauf les armes](#)». L'aide au développement apportée par l'Union européenne à la RDC a essentiellement été financée par le [Fonds européen de développement](#), avec 620 millions d'euros pour la période 2014-2020, dont un quart est consacré au renforcement de la gouvernance et de l'état de droit. En outre, l'Union européenne a alloué 54 millions d'euros au moyen de l'ICSP de 2015 à 2020. L'[aide humanitaire](#) de l'Union européenne à la RDC s'élevait à plus de 40 millions d'euros en 2020. La RDC bénéficie également du soutien de l'Équipe Europe (Team Europe), en réponse à la [pandémie de Covid-19](#).

Russie

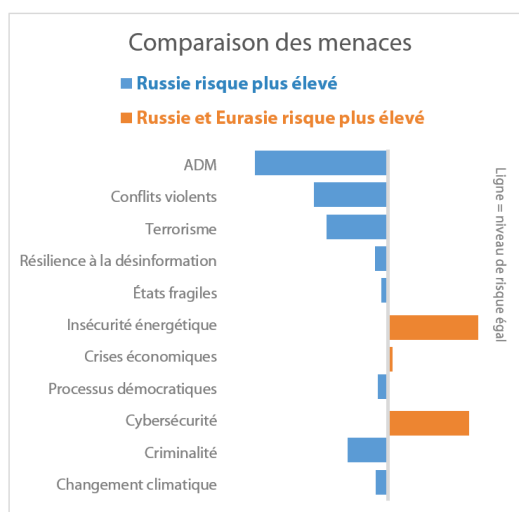
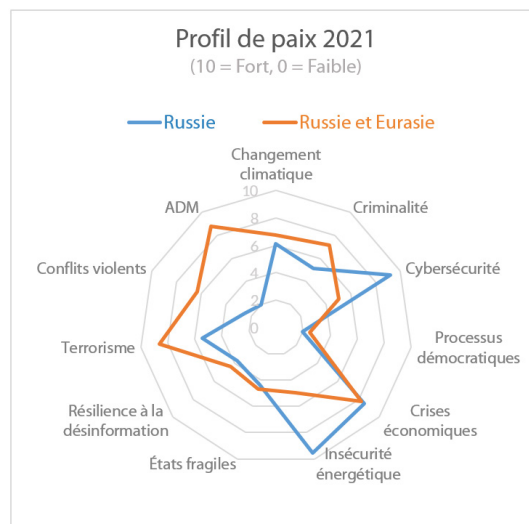
La Russie occupe la 99^e place de l'indice Normandie, affichant des performances supérieures à la moyenne régionale de l'Eurasie pour ce qui est de l'insécurité énergétique et de la cybersécurité, mais obtenant une moyenne globale inférieure. Cela s'explique principalement par ses lacunes en matière d'armes de destruction massive, de terrorisme et de conflits violents.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

À la suite de la dissolution de l'Union soviétique en 1991, la Russie a reconstruit ou remanié nombre de ses institutions. Toutefois, les processus démocratiques sont faibles et le régime est devenu de plus en plus autoritaire. La Russie a récupéré l'intégralité du gigantesque arsenal nucléaire de l'Union soviétique et possède aujourd'hui environ 7 000 têtes nucléaires, soit [près de la moitié](#) des armes nucléaires dans le monde. Le pays possède également le [taux d'homicides](#) le plus élevé de la région eurasiennne, de 10,82 pour 100 000 personnes en 2021, ce qui est nettement supérieur à la moyenne mondiale de 7,03 pour 100 000.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La Russie dispose d'un niveau de sécurité énergétique élevé et enregistre également un bon score



en cybersécurité, se plaçant au neuvième rang mondial. Le changement climatique entraîne des évolutions positives, telles qu'une saison végétative plus longue pour les agriculteurs, mais également des conditions météorologiques plus extrêmes (comme les sécheresses) et la fonte du pergélisol, une menace pour les constructions et les infrastructures de l'Arctique. Les campagnes de désinformation en ligne et les restrictions imposées aux sociétés de médias indépendantes ont gravement compromis la diffusion d'informations fiables. La [répression](#) exercée par la Russie à l'encontre des voix politiques de l'opposition suscite également de fortes inquiétudes, ce qui explique que la Russie soit classée dans la catégorie «non libre» de [l'indice de liberté dans le monde](#). Depuis plus d'une décennie, les relations que la Russie entretient avec

l'Union européenne et l'OTAN se détériorent; l'annexion de la Crimée en 2014 a marqué le début d'une phase particulièrement tendue, dont la fin n'est pas à présager.

Intervention de l'Union européenne

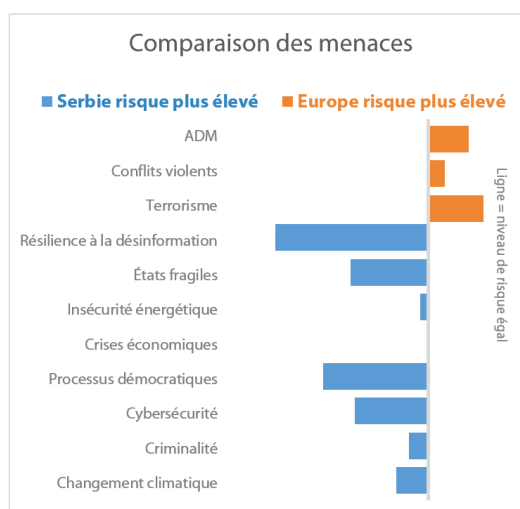
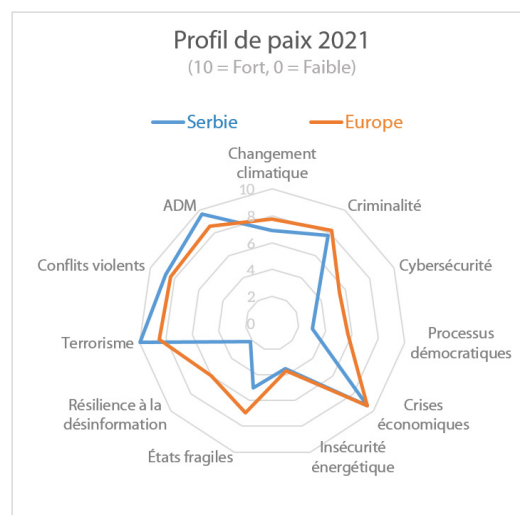
Les [relations](#) qu'entretiennent l'Union et la Russie se sont considérablement dégradées après l'annexion de la Crimée par la Russie et la [participation](#) de cette dernière à des rébellions séparatistes dans l'est de l'Ukraine. L'Union européenne a décrété des [sanctions](#) à l'encontre de la Russie en réponse à la violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, mais aussi aux cyberattaques, à l'utilisation d'armes chimiques et à des [violations des droits de l'homme](#). En représailles aux sanctions économiques de l'Union, la Russie a gelé ses importations de produits agricoles européens. Des tensions sont également apparues à la suite de l'ingérence de la Russie dans certains processus démocratiques européens ainsi que de la tentative d'assassinat et de l'emprisonnement du chef de l'opposition Alexeï Navalny. Les financements européens dont bénéficie la Russie se limitent à quatre domaines: la coopération en matière de recherche (Horizon 2020), la coopération transfrontière, l'éducation (Erasmus+) et le soutien à la société civile.

Serbie

La Serbie occupe la 56^e place de l'indice Normandie, avec un score conforme à la moyenne régionale des Balkans occidentaux. Bien qu'il présente une menace réduite du terrorisme ou de conflits violents, le pays est confronté à des enjeux urgents, tels que le processus de normalisation avec le Kosovo⁴, et les processus démocratiques.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La dislocation de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990 est aujourd'hui encore source de fragilité en Serbie; elle continue de perturber les relations avec les voisins. La coopération régionale et les relations de bon voisinage, fondements du règlement des problèmes bilatéraux, y compris de celui du [différend Belgrade-Pristina](#), sont des conditions préalables à l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. Bien que Belgrade et Pristina participent à un dialogue mené grâce à la médiation de l'Union depuis 2011, une normalisation complète des relations est toujours hors de portée, et ce malgré certaines évolutions encourageantes, comme la [nomination](#) du représentant spécial de l'Union Miroslav Lajčák en avril 2020 et les engagements pris dans le cadre de l'«accord de Washington» de septembre 2020.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

La [concurrence stratégique](#) et les [campagnes de désinformation](#) entre puissances mondiales sont en hausse en Serbie. La Russie, alliée géopolitique traditionnelle du pays, a apporté un soutien diplomatique à Belgrade, en appuyant la position de la Serbie sur la non reconnaissance du Kosovo. En 2020, la Russie a débloqué des vaccins, des investissements et une aide économique et militaire, en échange de quoi la Serbie [a résisté](#) aux pressions de l'Union européenne visant à mettre en œuvre des sanctions à l'encontre de la Russie en raison de son intervention militaire en Ukraine. En outre, la Serbie est un membre fondateur de l'[initiative 16+1](#), menée par la Chine. En raison de l'insuffisance du dialogue politique entre la coalition au pouvoir et l'opposition, le [score de démocratie](#) du pays a

également baissé. L'indice de démocratie 2020 a attribué à la Serbie sa note la plus basse depuis 2006.

Intervention de l'Union européenne

La Serbie a officiellement déposé sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne le 22 décembre 2009. Les [négociations d'adhésion](#) de la Serbie ont débuté en 2014. À ce jour, la Serbie a ouvert 18 chapitres et clos provisoirement 2 autres. La Serbie ne pourra pas clôturer de nouveaux chapitres avant d'avoir satisfait à tous les critères d'adhésion provisoires relatifs à l'état de droit, c'est-à-dire ceux des chapitres 23 et 24 du groupe 1 – «Fondamentaux», car faute d'avancée dans cette partie des négociations, aucun autre progrès ne sera effectué dans aucun autre domaine des négociations d'adhésion. L'[aide de préadhésion](#) pour la Serbie et les autres pays s'élève à 12,9 milliards d'euros pour la période 2021-2027 (fonds IAP III). Le 20 avril 2021, la Commission et l'Autriche [ont annoncé](#) la conclusion d'accords visant à livrer des vaccins contre la Covid-19 aux Balkans occidentaux. Les 651 000 doses de BioNTech/Pfizer sont financées par la Commission et seront réparties avec l'aide de l'Autriche. Conformément à ce programme, la Serbie recevra 36 000 vaccins.

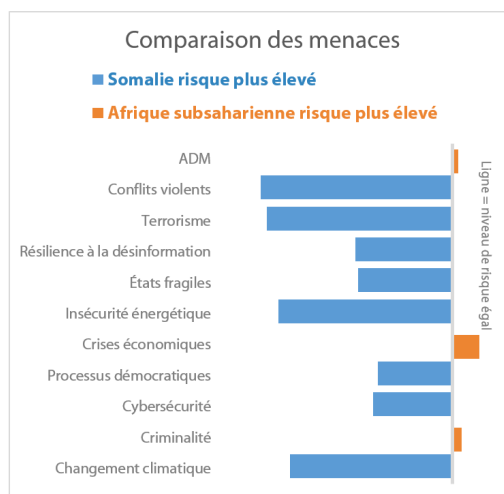
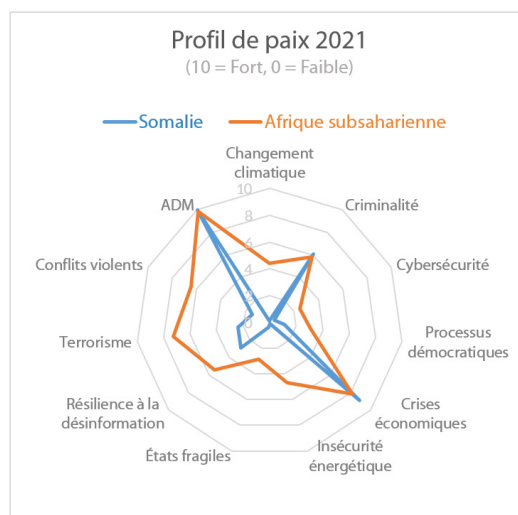
⁴ Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Somalie

La Somalie occupe la 135^e place de l'indice Normandie. Elle est considérée comme plus vulnérable que la moyenne africaine subsaharienne et se situe en deçà de la moyenne africaine subsaharienne dans des domaines tels que les conflits violents, le terrorisme, la résilience à la désinformation, les mesures des États fragiles et le changement climatique.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

La Somalie est en proie aux conséquences de la guerre civile qui a débuté en 1991, avec le renversement du dictateur Jaalle Mohamed Siad Barre. Le pays doit également faire face au soulèvement de l'organisation terroriste Al-Chabab, affiliée à Al-Qaida, qui sévit dans le pays depuis 2008. En partie en raison de cette instabilité, le pays est divisé en régions autonomes et semi-autonomes. Dans l'[indice mondial du terrorisme 2020](#), la Somalie a enregistré une baisse de 14 % du nombre de décès dus au terrorisme, principalement en raison de la réduction des activités Al-Chabab. Néanmoins, elle reste le cinquième pays le plus touché par le terrorisme. La Somalie occupe la deuxième place dans l'[indice des États fragiles](#), ce qui témoigne de la faiblesse du gouvernement central qui a, dans la pratique, peu de contrôle sur la majeure partie de son territoire, en particulier dans l'État auto-proclamé du Somaliland.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Pour répondre à la faiblesse du gouvernement central, la Somalie a adopté un modèle fédéral décentralisé. La Somalie occupe la 163^e place dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#), étant l'un des pays les plus dangereux d'Afrique pour les journalistes. La Somalie est très exposée au changement climatique et est classée comme le pays qui y est le moins adaptable, soit tout en bas de l'[indice d'adaptation Notre-Dame](#). Les [phénomènes climatiques](#) extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations, exacerbent les problèmes existants, comme les tensions entre les communautés et les déplacements.

Intervention de l'Union européenne

La Somalie constitue un volet central du [cadre stratégique de l'Union pour la Corne d'Afrique](#), qui concilie différents programmes de politiques extérieures et d'autres instruments afin de remédier à l'insécurité et à ses causes premières dans la région. Deux opérations militaires de l'Union et une mission civile de la PSDC sont basées en Somalie: l'[opération Atalanta de l'EUNAFVOR](#), l'[EUTM Somalia](#) et l'[EUCAP Somalia](#). Bien que l'[action navale directe de l'Union](#) ait contribué à sécuriser la côte somalienne, les efforts internationaux visant à améliorer la gouvernance militaire et politique somalienne, auxquels l'Union a grandement contribué, n'ont pas encore été payants. La Somalie bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[tous les produits sauf les armes](#)». L'aide apportée par l'Union à la Somalie a principalement été financée par le [Fonds européen de développement](#) à raison de 286 millions d'euros pour la période 2014-2020, dont plus d'un tiers a été consacré à la consolidation de la paix et à la construction de l'État. Les efforts de consolidation de la paix sont aussi financés par le [Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique](#), pour des projets d'un montant de 312 millions d'euros. L'objectif est d'atténuer les causes profondes de la migration clandestine. L'Union européenne a alloué un financement de 63 millions d'euros à la Somalie au moyen de l'ICSP, pour la période 2015-2020. La Somalie bénéficie également du soutien de l'Équipe Europe (Team Europe), en réponse à la [pandémie de Covid-19](#).

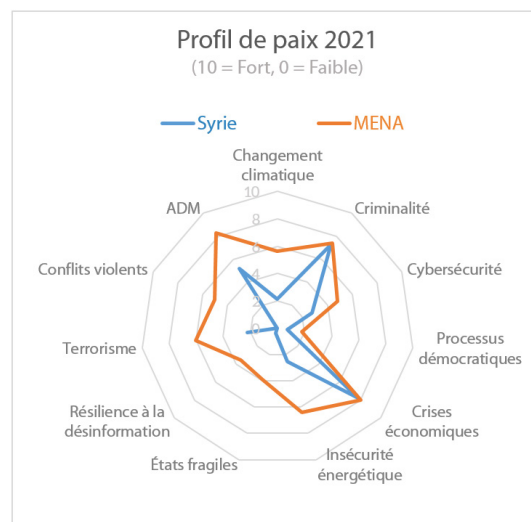
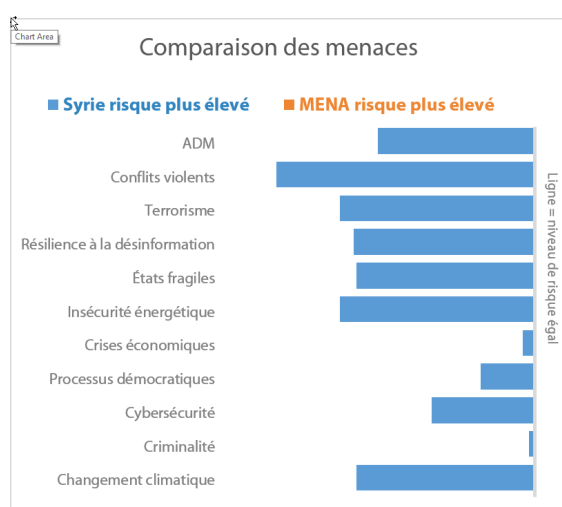
Syrie

La Syrie est le pays le moins pacifique du monde, occupant ainsi la 137^e et dernière place de l'indice Normandie. Elle obtient des résultats inférieurs à la moyenne pour chacun des indicateurs, s'agissant tout particulièrement des processus démocratiques, du terrorisme, de la résilience à la désinformation et des conflits violents.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le fait que la Syrie figure au bas de l'indice Normandie s'explique en large partie par la persistance du conflit civil en Syrie, qui a débuté en 2011. On [estime](#) à un demi-million le nombre de personnes mortes au cours de cette guerre, qui a également entraîné d'importants déplacements de population et la destruction d'infrastructures. Plus de 5,6 millions de Syriens sont [enregistrés comme réfugiés](#) dans les pays voisins. Le niveau de violence de la guerre civile en Syrie a désormais baissé et le nombre de décès imputables au terrorisme a diminué de 44 % pour s'établir à 517 en 2019. L'EIL/Daech, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et Hayat Tahrir al-Cham sont responsables de 74 % de ces décès. Toutefois, la Syrie demeure à la quatrième place de l'[indice mondial du terrorisme 2020](#) et continue de subir les effets à long terme de l'instabilité née du conflit.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La guerre et l'extrême fragilité du régime d'Assad ont ravagé la Syrie et obéré le capital social et économique du pays, ce qui aura une incidence sur la reconstruction d'après-guerre. L'économie est dans un état alarmant. La monnaie locale a perdu plus de deux tiers de sa valeur en 2020 et les prix alimentaires ont été multipliés par deux ou trois. Environ 9,3 millions de personnes, soit 46 % de la population, sont confrontées à une pénurie alimentaire. La Syrie occupe la 174^e place sur 180 du [classement mondial de la liberté de la presse 2020](#). De plus, alors qu'il affiche un score faible en matière de cybersécurité, le régime d'Assad a créé des [tribunaux spéciaux sur les cybercrimes](#), dans le but de réprimer l'usage de l'internet.

Intervention de l'Union européenne

En réponse à la violente répression des manifestations antigouvernementales, l'Union européenne a suspendu sa coopération avec le gouvernement syrien au titre de la politique européenne de voisinage en 2011. Parallèlement, l'Union a adopté des mesures restrictives spécifiques, ciblées et mesurées contre le régime de Bachar El-Assad. Cependant, l'Union et ses États membres sont les premiers contributeurs à la réponse internationale au conflit syrien. Depuis 2011, ils ont mobilisé plus de 20 milliards d'euros d'aide humanitaire, d'aide à la stabilisation et à la résilience en faveur des personnes touchées par le conflit à l'intérieur de la Syrie et dans la région (Liban, Jordanie, Iraq et Turquie), soutien qui a été réaffirmé dernièrement à l'occasion de la cinquième conférence de Bruxelles sur le thème «[Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région](#)». L'assistance a été adaptée en réaction à la [pandémie de Covid-19](#), y compris la [livraison de vaccins](#). Pour mettre un terme à la guerre civile, l'Union européenne [a contribué](#) aux négociations intrasyriennes menées sous l'égide des Nations unies en vue d'une véritable transition politique. Elle a également apporté son aide à des organisations de la société civile syriennes afin de promouvoir une gouvernance démocratique ainsi que le respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression. L'Union européenne estime que l'[élection présidentielle](#) qui s'est tenue le 26 mai 2021 en Syrie ne satisfait aucun des critères d'un scrutin véritablement démocratique ni ne contribue au règlement du conflit.

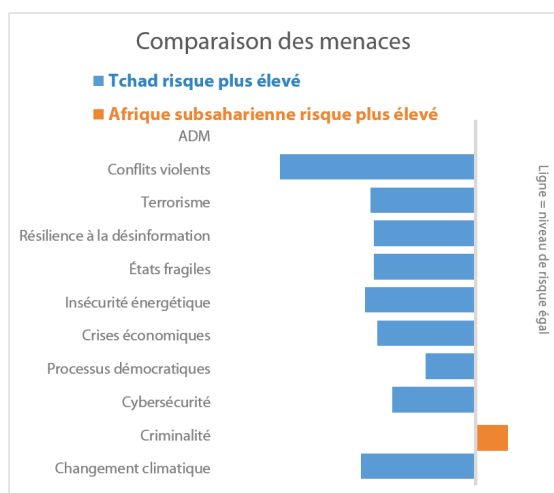
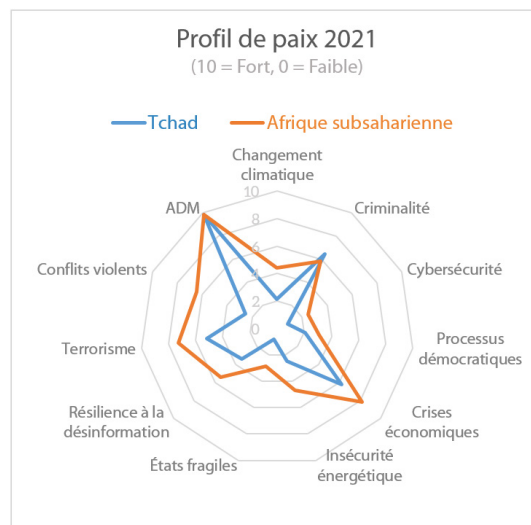
Tchad

Le Tchad occupe la 128^e place de l'indice Normandie. Le pays subit les retombées de l'activité de Boko Haram, en particulier autour du lac Tchad. Sa situation est également aggravée par la fragilité du climat et l'insécurité alimentaire.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Tchad a une [histoire](#) turbulente de guerre civile, de coups d'État et de répression démocratique. Les actions de la Libye dans le pays ont exacerbé son instabilité. Idriss Déby a pris le pouvoir par un coup d'État en 1990 et a remporté les premières élections présidentielles multipartites en 1996, mais les rébellions ont continué. Le régime du président Déby s'est tourné vers des tactiques répressives pour étouffer l'opposition, notamment des allégations de violations des droits de l'homme par les forces de sécurité et de fraude électorale. Une nouvelle Constitution élargissant les pouvoirs présidentiels a été adoptée en 2018. Le [décès du président Déby](#) peu après sa réélection en avril 2021 et son remplacement anticonstitutionnel par son fils risquent d'exacerber les troubles politiques en 2021. Le Tchad est considéré comme un «État non libre», avec un score de 17/100 dans l'[indice de liberté dans le monde 2021](#).

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Outre les luttes internes, le Tchad a participé à des conflits le long de ses régions frontalières. Le conflit du Darfour a provoqué des mouvements massifs de réfugiés vers le Tchad et des attaques de groupes rebelles. Le Tchad a pris la tête de la réponse régionale à l'activité extrémiste violente dans la région, notamment au sein de la force multinationale mixte (FMM) avec le Niger et le Nigeria. Après l'une des [attaques](#) de Boko Haram les plus meurtrières jamais connues par le Tchad, en mars 2020, l'armée tchadienne a poursuivi ses efforts pour lutter contre le terrorisme au Sahel. Toutefois, elle reste caractérisée par un [manque de cohésion interne](#), laquelle pourrait à terme menacer ces opérations. Le Tchad se classe tout en bas de l'[indice de la faim dans le monde de 2020](#), avec près de 40 % de Tchadiens sous-

alimentés. L'économie du pays [reste](#) fragile et vulnérable à plusieurs risques. Les [pressions accrues sur les ressources naturelles](#) en raison du changement climatique et des déplacements de population en provenance de pays voisins ont conduit de nombreuses personnes à se tourner vers Boko Haram comme source de revenus.

Intervention de l'Union européenne

L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en avril 2021. Au-delà du soutien militaire, la nouvelle stratégie renforce la dimension politique et l'importance accordée à un développement durable du partenariat de l'Union avec les pays du G5 Sahel, dont le Tchad. Le Tchad bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tous les produits sauf les armes](#)». Le [Fonds européen de développement](#) a affecté jusqu'à 542 millions d'euros d'aide au Tchad (2014-2020) pour consolider l'état de droit et soutenir la sécurité alimentaire, le développement rural et la gestion durable des ressources naturelles. En outre, l'Union européenne a alloué près de 10 millions d'euros d'aide au moyen de l'IcSP de 2015 à 2020. Le [fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique](#) a contribué à hauteur de 113 millions d'euros depuis 2016 à la gouvernance, à la gestion des migrations, à la résilience et aux projets économiques. En 2020, l'Union a débloqué plus de 30 millions d'euros d'[aide humanitaire](#) au pays. Le Tchad bénéficie également du soutien de l'Équipe Europe (Team Europe), en réponse à la [pandémie de Covid-19](#).

Thaïlande

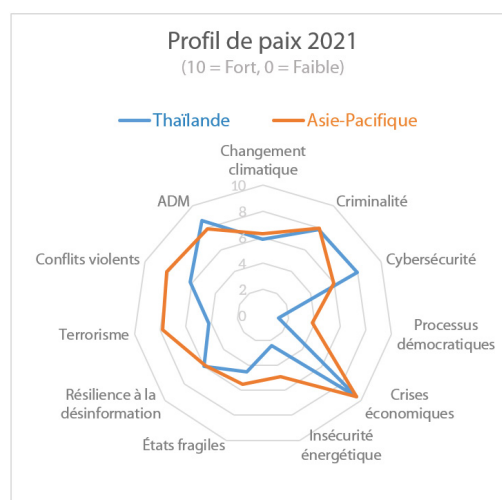
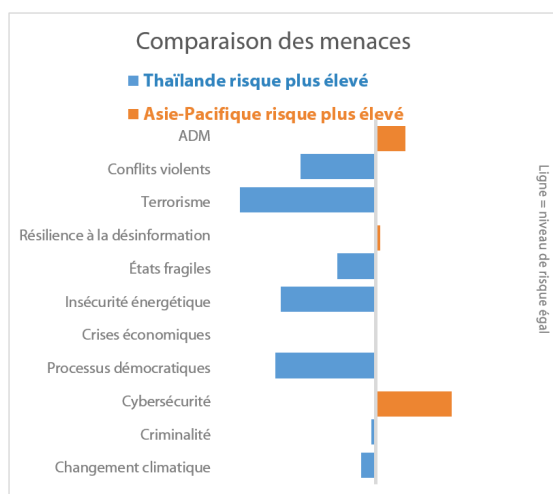
La Thaïlande occupe la 77^e place de l'indice Normandie. En quelques décennies seulement, une croissance économique rapide a fait passer le pays de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure. L'instabilité politique et les coups d'État militaires récurrents ont toutefois entravé son développement.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis 2004, l'insurrection qui sévit depuis longtemps dans le sud de la Thaïlande, à majorité musulmane, a causé plus de [7 000 décès](#). La violence connaît une tendance à la baisse depuis plusieurs années et 2020 a été relativement calme, bien que cela s'explique en partie par la pandémie de Covid-19. Des pourparlers de paix entre le gouvernement et le principal groupe rebelle, Barisan Revolusi Nasional (BRN), sont en cours depuis janvier 2020, mais aucun signe de progrès n'est à observer pour l'instant. Il existe [peu de signes](#) d'une influence notable de l'EIIL/Daech dans le sud de la Thaïlande. La Thaïlande arrive en 21^e position de l'[indice du terrorisme mondial](#), soit le pire score de la région Asie-Pacifique.

L'[attentat à la bombe](#) de 2015 contre le sanctuaire d'Erawan à Bangkok, qui a causé 20 décès, est l'acte terroriste le plus meurtrier de ces dernières années; deux Ouïghours chinois ont été mis en cause.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



De fréquents [affrontements](#) entre les réformateurs et les conservateurs favorables à la monarchie ont eu lieu ces dernières années. Après cinq ans de régime militaire, les élections de 2019 ont symboliquement abouti à la mise en place d'un gouvernement civil, poursuivant le règne de l'ancienne junte. Depuis 2020, des manifestations de grande ampleur, mais essentiellement pacifiques, ont eu lieu pour demander la démission du gouvernement et la réforme de la monarchie. La Thaïlande occupe la 140^e place du [classement de la liberté de la presse 2020](#), reflet des restrictions à la liberté d'expression. Si une économie dynamique «de tigre» a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, la croissance a plafonné ces dernières

années. La Thaïlande occupe le 82^e rang de l'[indice des États fragiles 2020](#), avec l'instabilité politique et le rôle de l'armée identifiés comme des domaines de faiblesse particuliers.

Intervention de l'Union européenne

À la suite du coup d'État militaire de 2014, l'Union a rompu les pourparlers sur un accord de partenariat et de coopération ainsi qu'un accord de libre-échange avec la Thaïlande. Le rétablissement d'un régime civil en 2019 a ouvert la porte à un [nouvel échange](#) et les pourparlers sur l'accord de partenariat et de coopération ont repris, ceux portant sur l'accord de libre-échange devant reprendre prochainement. Le pays fait partie d'un certain nombre de [programmes](#) internationaux de l'Union européenne, tels qu'Erasmus+ et l'initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme. L'aide bilatérale de l'Union comprend des projets de soutien aux exportateurs thaïlandais, aux réfugiés du Myanmar et aux travailleurs du secteur de la pêche.

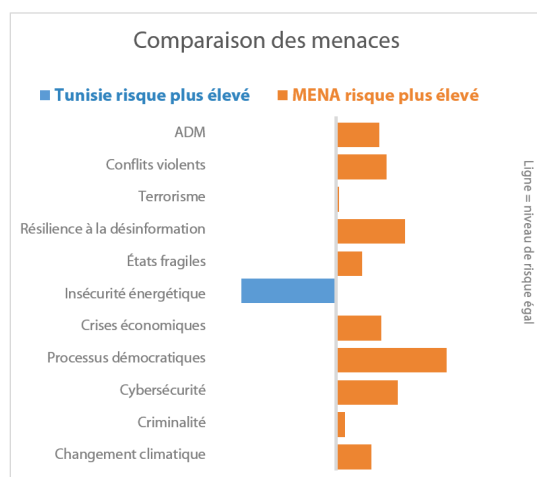
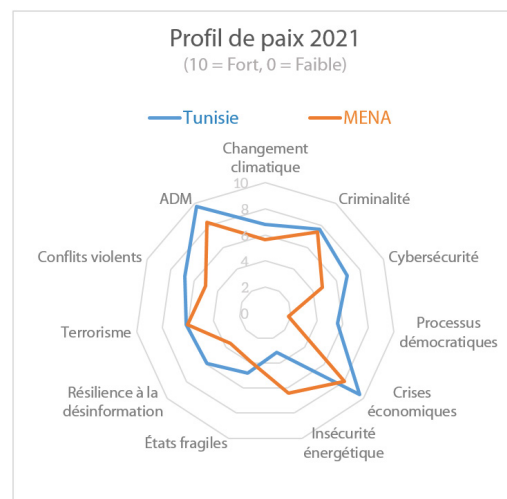
Tunisie

La Tunisie occupe la 41^e place dans l'indice Normandie. Elle est considérée comme moins vulnérable que la moyenne des pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Elle est moins performante que la moyenne des pays de la région MENA pour l'indicateur mesurant l'insécurité énergétique. Ses résultats sont cependant meilleurs que la moyenne pour tous les autres indicateurs.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis la destitution de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali, au cours de la Révolution du jasmin de 2011, la Tunisie a entrepris une série de réformes démocratiques. Les retombées de la révolution de 2011 ont cependant conduit le pays à remonter dans l'[indice des États fragiles](#), où il passe de la 118^e place en 2010, à la 95^e en 2020, avec un faible score pour les élites dissidentes et l'appareil sécuritaire étatique. En février 2020, le Parlement tunisien a approuvé le nouveau gouvernement de coalition du premier ministre désigné, Elyes Fakhfakh, qui a toutefois été remplacé par [Hichem Mechichi](#) le 2 septembre 2020. Le chômage est resté élevé tout au long de la dernière décennie, à 15 %, et les réformes, notamment en matière de justice et de sécurité, ont été abandonnées entre 2015 et 2019.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En 2008, la Tunisie occupait la 143^e place sur 173 pays du [classement mondial de la liberté de la presse](#). Cependant, à la suite de la révolution de 2011, elle est remontée à la 72^e place du classement 2020. Le pays a réaffirmé l'importance qu'il attachait à la libre circulation de l'information en apportant son soutien à la déclaration internationale sur l'information et la démocratie en 2018. L'insécurité énergétique a entraîné une certaine instabilité en Tunisie. Le pays est [actuellement en mesure de couvrir au moyen de ses ressources propres](#) environ 85 % de ses besoins en pétrole et en gaz. L'énergie est fortement subventionnée, mais les réserves du pays devraient diminuer, entraînant une forte hausse des prix de l'énergie. Un développement régional hétérogène et le fossé qui existe entre le nord et le sud du pays sont une source permanente

d'instabilité interne. Une jeunesse désabusée et une population économiquement fragile dans le sud sont enclines à une rébellion antigouvernementale ainsi qu'aux actions terroristes. En 2015, le pays a subi deux attentats terroristes majeurs dans des zones à forte concentration touristique, ce qui a entraîné un grave recul de son secteur touristique. En 2020, trois personnes sont mortes dans un attentat suicide à la bombe près de l'ambassade américaine. La Tunisie occupe la 49^e place de l'[indice mondial du terrorisme 2020](#), perdant deux places depuis 2019.

Intervention de l'Union européenne

L'accord d'association entre l'Union européenne et la Tunisie a été conclu en 1995. La révolution de 2011 a marqué un tournant dans les [relations UE-Tunisie](#) et a conduit en 2012 à l'instauration d'un partenariat privilégié. Le partenariat pour la jeunesse entre l'Union européenne et la Tunisie a été conclu en 2016. De 2011 à 2017, l'aide octroyée par l'Union à la Tunisie s'est élevée à 2,4 milliards d'euros. Par ailleurs, l'Union européenne et la Tunisie négocient actuellement un accord de libre-échange. Les priorités stratégiques UE-Tunisie de 2018 orienteront leur coopération, l'[accent étant mis](#) sur des domaines tels que le développement socio-économique, la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, la sécurité ainsi que le terrorisme. De 2017 à 2020, l'aide bilatérale de l'Union à la Tunisie au titre de l'instrument européen de voisinage (IEV), qui s'élève en moyenne à 300 millions d'euros par an, a été consacrée essentiellement aux axes suivants: bonne gouvernance et état de droit; croissance économique et emplois durables cohésion sociale. La Tunisie peut également prétendre à un financement au titre de l'IcSP et du programme Erasmus+. L'Union européenne a déployé une [mission d'observation électorale](#) pour les élections présidentielles et législatives de 2019.

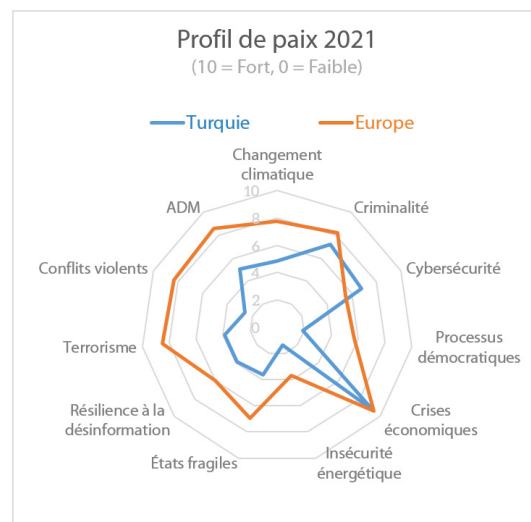
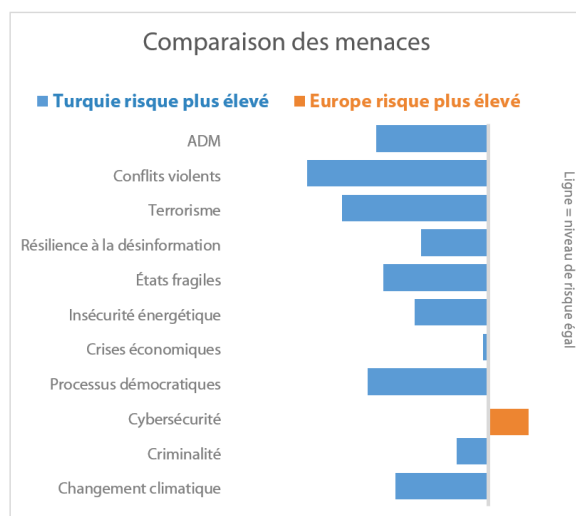
Turquie

La Tunisie occupe la 118^e place de l'indice Normandie, classement qui reflète des menaces importantes pour la sécurité. Le score de la Turquie est inférieur à la moyenne européenne pour dix des onze indicateurs, en particulier pour les conflits violents, le terrorisme et les processus démocratiques.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le coup d'État [militaire](#) manqué de 2016 a été suivi par une réforme constitutionnelle et le renforcement du régime présidentiel, la [répression](#) de l'opposition politique ainsi que la participation à des conflits étrangers, ce qui se reflète dans le résultat faible de la Turquie pour les indicateurs liés aux sources traditionnelles de conflit. Au niveau mondial, le pays était douzième en matière de conflits violents, notamment du fait de conflits persistants dans les régions du sud-est. Sa participation à la guerre en Syrie entache également son score en matière d'armes de destruction massive. La Turquie est, selon l'[indice du terrorisme mondial 2020](#), le 18^e pays le plus touché par le terrorisme au monde, et ce malgré une réduction de 50 % des attaques entre 2017 et 2018. Ce rang s'explique par des attaques de l'EIL/Daech et du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe violent de séparatistes kurdes.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Ayant participé à des [interventions militaires](#) étrangères en Syrie en septembre 2019, en Libye en janvier 2020 et dans le nord de l'Iraq tout au long de 2020, la Turquie est confrontée à des insécurités majeures. Le score de la Turquie pour la résilience à la désinformation est parmi les plus faibles, ce qui est cohérent avec sa 154^e place dans [le classement mondial de la liberté de la presse](#), qui s'explique principalement par la censure sévère à l'encontre des critiques du gouvernement et par les menaces envers les journalistes. De plus, en tant qu'importateur net d'énergie, le pays figure parmi les 10 % d'États présentant le taux de sécurité énergétique le plus faible au niveau mondial. La signature en novembre 2019 du [mémoire d'accord](#) relatif à la délimitation des zones de juridiction maritime entre

la Turquie et la Libye a accru l'instabilité en Méditerranée orientale.

Intervention de l'Union européenne

La Turquie fait partie d'une [union douanière](#) avec l'Union européenne depuis 1995 et est [candidate à l'adhésion](#) depuis 2005. Au cours de la période 2014-2020, environ 4,5 milliards d'euros ont été alloués à la Turquie, dont environ 3,5 milliards d'euros au titre de l'[instrument d'aide de préadhésion \(IAP\)](#). Les relations entre la Turquie et l'Union européenne se sont détériorées ces dernières années. En 2017, les colégislateurs ont convenu de réduire les fonds de préadhésion en raison de normes démocratiques défaillantes. En 2020, à la suite des actions militaires de la Turquie en [Syrie](#) et en [Libye](#) et de ses opérations de forage illégales en Méditerranée orientale, l'Union européenne a décidé de suspendre la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union. Le [fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne](#), créé en 2014, a alloué environ 500 millions d'euros à la Turquie pour les réfugiés. La Turquie a également reçu environ 6 milliards d'euros d'aide de l'Union dans le cadre de la [facilité en faveur des réfugiés en Turquie](#), lancée en 2016. En 2020, pour alléger le fardeau de la pandémie de Covid-19, des infrastructures et des équipements sanitaires à petite échelle d'une valeur de 90 millions d'euros ont été achetés pour la Turquie dans le cadre de cette facilité. Deux programmes prévus par la facilité ont été [prolongés](#) jusqu'en 2022: le filet de sécurité sociale d'urgence et les transferts conditionnels en espèces pour les dépenses d'éducation. La [réaction de l'Union au niveau mondial face à la pandémie de Covid-19](#) a alloué 800 millions d'euros d'aide aux Balkans occidentaux et à la Turquie afin de lutter contre la pandémie.

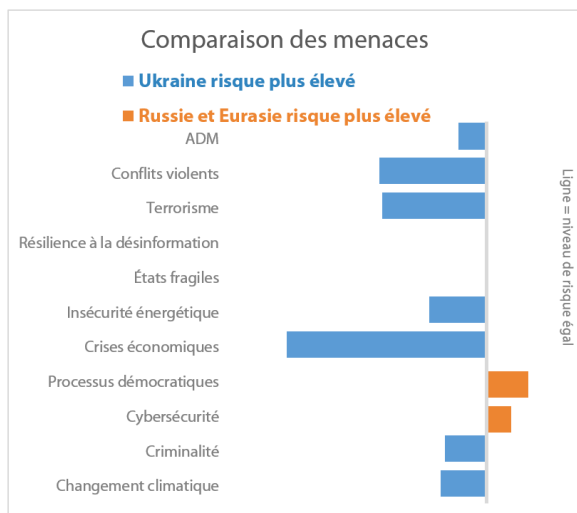
Ukraine

L'Ukraine occupe la 117^e place de l'indice Normandie, ce qui signale que la paix est en danger dans ce pays. Son score est inférieur à la moyenne eurasiatique, notamment du fait de la guerre hybride menée par la Russie à son encontre et d'une situation politique et sociale interne fragile.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

En 2013, l'ancien président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, a choisi de ne pas signer d'accord d'association avec l'Union européenne. Cette décision a provoqué d'importantes manifestations pro-européennes en Ukraine. En février 2014, le parlement ukrainien a voté la destitution de Viktor Ianoukovitch, qui a fui Kiev. La Russie a réagi en annexant la péninsule de Crimée en mars 2014, en violation du droit international, et en engageant une guerre hybride contre l'Ukraine, y compris des attaques militaires dans l'est du pays qui ont à ce jour causé 14 000 morts et 1,5 million de personnes déplacées. L'Ukraine obtient un score élevé en matière de terrorisme, [occupant la 36^e place de l'indice du terrorisme mondial 2020](#), et le 17^e plus mauvais score en matière de conflits violents dans le monde. Les récents événements du printemps 2021 illustrent la menace militaire permanente que représente la Russie.

Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Depuis 2014, la Russie a fait usage de diverses tactiques hybrides à l'encontre de l'Ukraine, notamment des cyberattaques, des campagnes de désinformation, des contraintes en matière d'énergie et des pressions économiques. L'Ukraine a le [deuxième PIB par habitant le plus faible d'Europe](#). La pandémie de Covid-19 a encore aggravé la situation et risque de condamner [9 millions](#) de personnes à la pauvreté. En 2020, le PIB du pays a diminué de [4,4 %](#). Le pays bénéficie d'une base industrielle bien développée et d'un potentiel de travail hautement qualifié, signes qu'une amélioration économique est possible. Avec un paysage médiatique diversifié, le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne régionale en matière de liberté des médias, mais la nécessité de contrer les fausses informations et les ingérences étrangères constitue une difficulté en matière de libertés

publiques. Le pays se classe au 96^e rang du classement mondial de la liberté de la presse 2020 et est catégorisé comme «partiellement libre» par l'indice de liberté dans le monde. En dépit de la pandémie, l'Ukraine a organisé des élections communales [libres](#) en [octobre 2020](#).

Intervention de l'Union européenne

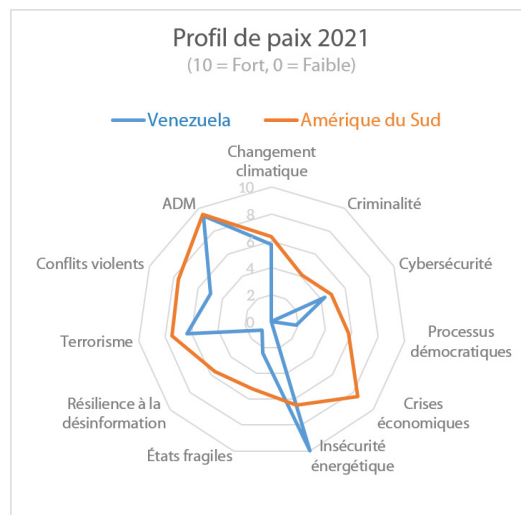
Un [accord d'association](#) entre l'Union européenne et l'Ukraine, qui comprend un accord de libre-échange approfondi et complet, a été signé en 2014. L'Union soutient l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays et considère que la mise en œuvre complète des accords de Minsk constitue le fondement d'une solution politique durable au conflit qui touche l'est du pays. Les sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie sont explicitement liées au respect des accords de Minsk. Depuis 2014, l'Union européenne a alloué près de [16,5 milliards d'euros](#) pour soutenir le processus de réforme ukrainien (auquel les activités de soutien à la démocratie du Parlement européen ont largement [contribué](#)), dont [1,4 milliard d'euros](#) pour appuyer la lutte contre la pandémie de Covid-19 et l'atténuation de ses conséquences économiques et sociales. L'Union soutient les [mesures de vaccination](#) en Ukraine et contribue aux fournitures et équipements médicaux. Au moyen de l'ICSP, l'Union européenne a financé 26 projets d'une valeur de plus de [70 millions d'euros](#), lesquels visent entre autres à renforcer la résilience, à réintégrer des anciens combattants et à lutter contre la désinformation. Le Parlement européen a protesté contre le [renforcement des forces militaires russes](#) à la frontière ukrainienne, en proposant une liste de sanctions immédiates en cas d'invasion russe en Ukraine.

Venezuela

Le Venezuela occupe la 125^e place de l'indice Normandie et est considéré comme plus vulnérable que la moyenne sud-américaine. Il est moins bien classé au niveau régional pour tous les indicateurs à l'exception de l'insécurité énergétique, mais des sanctions internationales sont source de fragilité dans ce domaine.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Depuis 2010, le Venezuela est dans une situation économique et politique difficile, du fait de sa forte dépendance aux exportations de pétrole et de son déficit public excessif. En mai 2018, le président sortant Nicolás Maduro a été réélu, mais l'élection a été contestée du fait d'irrégularités dans l'annonce des résultats. La présidence reste donc disputée, notamment par le chef du principal parti d'opposition, Juan Guaidó. Les élections législatives, qui n'ont pas été reconnues par l'Union européenne ni par d'autres acteurs internationaux, se sont tenues en décembre 2020, donnant au président Maduro le contrôle du Parlement. De 2018 à 2020, le Venezuela a perdu 18 places dans l'indice des États fragiles du fait d'une légitimité de l'État en berne et de griefs communautaires accrus. Le taux d'homicides au Venezuela est l'un des plus importants au monde.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'émigration a atteint un niveau exceptionnel, générant une crise humanitaire sans précédent dans la région: alors qu'ils étaient moins de 700 000 en 2015, environ 5 millions de Vénézuéliens résidaient à l'étranger en 2020, d'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le Venezuela dispose des plus grandes réserves connues de pétrole dans le monde et en a été un important exportateur pendant des décennies. Des sanctions internationales et la détérioration de l'infrastructure ont toutefois rendu difficile l'accès au pétrole, même à l'intérieur du pays. Le régime de Maduro a recours à la désinformation numérique comme stratégie politique et a pris des mesures de répression à l'encontre des journalistes qui réalisent des reportages

sur la pandémie de Covid-19 ou qui critiquent le manque de transparence officiel sur la pandémie.

Intervention de l'Union européenne

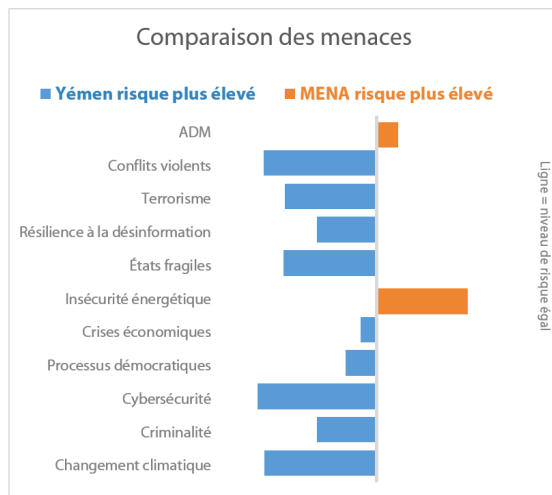
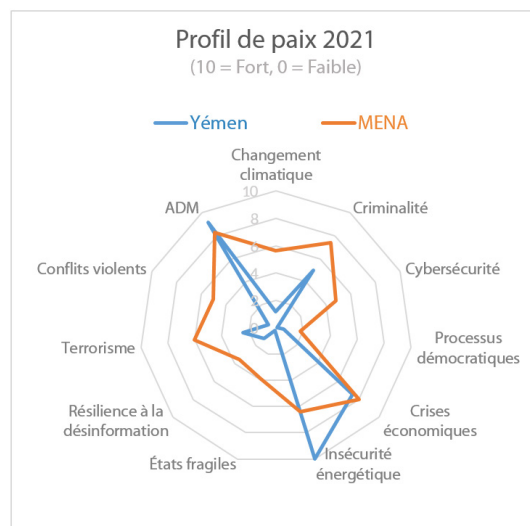
Dans le contexte de la crise économique et politique qui frappe actuellement le pays, l'Union a soutenu les tentatives avortées de dialogue entre le gouvernement et la majorité parlementaire, et a rappelé la nécessité d'élections libres et transparentes en 2018, puis en 2020. L'Union a également imposé des sanctions ciblées ainsi qu'un embargo sur les armements et les matériels connexes pouvant être utilisés à des fins de répression interne. L'aide octroyée par l'Union dans la crise des réfugiés et des migrants s'élève à plus de 170 millions d'euros pour des mesures à la fois internes et externes au Venezuela, dont 15 millions d'euros pour la stabilité et la paix. Le Venezuela bénéficie de quatre projets en cours de l'IcSP, lesquels sont principalement liés aux populations vulnérables et à la pandémie de Covid-19 ainsi qu'au soutien d'une solution politique négociée et d'une transition inclusive. L'Union européenne a organisé une conférence internationale des donateurs le 26 mai 2020 afin d'aider les réfugiés et les émigrants vénézuéliens. Elle a également mis en place un groupe de contact international sur le Venezuela (GIC) avec l'accord de certains pays latino-américains. Ce groupe œuvre à favoriser les conditions propices à un processus politique et pacifique en vue d'élections fiables au Venezuela et à permettre l'acheminement rapide d'aide humanitaire. Le 21 janvier 2021, le Parlement européen a adopté une résolution sur les derniers développements à l'Assemblée nationale du Venezuela.

Yémen

Le Yémen occupe la 133^e place de l'indice Normandie, soit le cinquième pays le moins pacifique du monde. Le conflit qui a éclaté en 2014 et qui oppose le gouvernement, soutenu par l'Arabie saoudite, et les forces houthies, soutenues par l'Iran, a causé des dizaines de milliers de décès, déplacé des millions de personnes et créé de graves pénuries alimentaires. En dépit de fortes implications internationales, dont celles des États-Unis, les négociations de cessez-le-feu ont jusqu'à présent échoué et le conflit se poursuit.

Sources traditionnelles et signes annonciateurs de conflit

Le Yémen a souffert de [décennies](#) de conflit interne, de mauvaise gestion économique et de conditions climatiques extrêmes. En 2011, le soulèvement populaire a poussé le président autoritaire Ali Abdullah Saleh à se retirer. En 2014, profitant de la période d'[instabilité politique](#) qui a suivi, le mouvement houthiste, lié à la minorité musulmane chiite et soutenu par l'Iran, a pris le contrôle des régions du nord du pays, déclenchant ainsi une [guerre civile](#) avec le gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie saoudite. Selon les [estimations](#), 100 000 personnes ont été tuées et 4 millions déplacées à la suite directe du conflit. En outre, [plus de 131 000 personnes](#) seraient décédées des conséquences indirectes de la guerre, telles que la pénurie alimentaire et le manque de services de santé. Le Yémen figure au 6^e rang de [l'indice mondial du terrorisme 2020](#), avec 555 victimes et 561 attentats. Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) et l'EIL/Daech sont tous deux actifs au Yémen.



Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Yémen occupe la 1^{re} place dans [l'indice des États fragiles 2020](#). Cette situation s'explique principalement par l'absence de contrôle du gouvernement central dans de vastes étendues de ses territoires du nord et de l'ouest, lesquels sont dominés par les forces houthies. Les menaces cumulées d'un État fragile et de conflits violents ont exacerbé des problèmes tels que le manque de nourriture et de services de santé. En 2020, [16,2 millions de personnes](#) étaient en situation d'insécurité alimentaire au Yémen, dont 16 500 dans des conditions proches de la famine: chiffre qui devrait tripler en 2021. Les groupes humanitaires et les Nations unies ont prévenu que les conditions actuelles au Yémen pourraient entraîner la [famine la plus importante](#) au monde. Le pays se classe

156^e sur les 181 pays les plus résilients au changement climatique dans [l'indice mondial d'adaptation Notre-Dame 2020](#).

Intervention de l'Union européenne

Actuellement, plus de [80 % de la population yéménite](#) nécessite une aide humanitaire. Depuis 2015, l'Union européenne a alloué [1 milliard d'euros](#) pour appuyer les efforts visant à atténuer les conséquences du conflit au Yémen, y compris pour le soutien au dialogue politique, à la diplomatie et aux droits de l'homme, à l'aide humanitaire et à l'aide au développement. Sur ce montant, 15 millions d'euros ont été consacrés à des activités de réponse à la crise, en coordination avec l'Organisation des Nations unies, telles que le soutien au dialogue politique et aux négociations de cessez-le-feu aux échelles locale et nationale. L'Union européenne contribue à hauteur de plus de 563 millions d'euros au soutien des efforts humanitaires mis en œuvre par ses partenaires sur le terrain. Les contributions d'aide de l'Union ont ciblé l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), ainsi que les programmes de soins de santé et de sécurité alimentaire. Par ailleurs, l'Union européenne a alloué près de 337 millions d'euros à l'aide au développement à long terme. Le [pont aérien humanitaire mis en place par l'Union](#) a permis de fournir du matériel médical pour aider à faire face à la pandémie de Covid-19 et l'Union européenne a également livré des [vaccins](#) au pays.

5. ANNEXE – L'indice Normandie: méthodologie

Cette annexe explique les composantes et la méthodologie de l'indice créé par l'Institut pour l'économie et la paix.

Indice Normandie du Parlement européen – Méthodologie

Table des matières

Indice Normandie du Parlement européen – Méthodologie	67
Contexte	69
Synthèse de la méthode employée	70
Détail des domaines et description des indicateurs	72
Domaine 1 – Changement climatique	72
Domaine 2 – Cybersécurité	73
Domaine 3 – Processus démocratiques	73
Domaine 4 – Crise économique	73
Domaine 5 – Insécurité énergétique	74
Domaine 6 – États fragiles	75
Domaine 7 – Criminalité/Homicides	75
Domaine 8 – Résilience face à la désinformation	76
Domaine 9 – Terrorisme	77
Domaine 10 – Conflits violents	77
Domaine 11 – Armes de destruction massive	78
Disponibilité et imputation des données	79
Pondération des indicateurs	80
Calculs relatifs aux domaines	81
Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie	82

Contexte

L'humanité est aujourd'hui confrontée à des difficultés inédites. La pandémie de Covid-19 de 2020 a engendré une crise mondiale immédiate et cristallisé l'interconnexion d'une société mondialisée. Cette crise a lieu dans le contexte des «grandes tendances» provoquées par le changement climatique, le déclin continu de la biodiversité, l'épuisement des ressources en eau potable et la surpopulation. Tous ces problèmes surviennent dans un climat sociopolitique marqué par une grande incertitude et caractérisé par un phénomène de redistribution des pouvoirs entre superpuissances mondiales, la rupture des alliances traditionnelles et une crise généralisée de la démocratie.

Ces difficultés, sur le court terme comme sur le long terme, requièrent des solutions mondiales et la mise en place d'une coopération d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Dans un monde hyperconnecté, elles sont souvent multiples et se distinguent par leur complexité croissante et leur caractère transfrontière.

Si elles sont ignorées, ces difficultés risquent d'accroître la pression sur les ressources, les infrastructures et la société, ce qui pourrait fragiliser la paix au sein des pays et dans le monde. Le rapport «Pathway for Peace» publié en 2018 par les Nations unies et la Banque mondiale met en évidence leur caractère interdépendant, et préconise de tenir compte de la nature éminemment complexe des risques.

Désireuses de s'associer à cette réflexion, l'Union européenne et la région de Normandie ont mis en place un partenariat aux fins de publier annuellement, et pour la première fois en 2019, un «indice Normandie». L'indice Normandie est un outil de mesure permettant aux décideurs politiques et au grand public d'appréhender par une analyse succincte la multiplicité des menaces qui pèsent sur la communauté internationale. Il vise à définir les menaces contre la paix et offre un éclairage sur les risques complexes auxquels sont confrontés les pays. Cet outil mis à jour annuellement permet de mesurer la manière dont les dynamiques varient d'une année sur l'autre et d'évaluer l'évolution positive ou négative des risques.

L'indice Normandie poursuit trois objectifs principaux, à savoir:

- 1 évaluer le niveau et le potentiel de conflit de chaque pays donné en tenant compte de la situation actuelle et de la situation future éventuelle;
- 2 offrir un outil de mesure et de suivi des tendances dans le temps;
- 3 permettre d'établir un classement à l'intérieur de chacune des catégories de menace en fonction du «niveau et [du] risque de conflit» mesurés, à des fins d'élaboration de politiques.

Zone de texte 1 – Contexte de l'élaboration de l'indice Normandie

L'indice Normandie a été conçu pour définir les facteurs qui constitueront, selon le Service de recherche du Parlement européen, des menaces pour la paix dans les années à venir. À ce titre, il offre un point de vue distinct de celui que proposent d'autres indices composés, tels que l'indice mondial de la paix (Global Peace Index ou GPI) publié par l'Institut pour l'économie et la paix.

Cet indice classe 163 pays et territoires indépendants en fonction du degré de paix qui les caractérise, la paix étant définie comme l'absence de violence et l'absence de peur de la violence. Il mesure donc le niveau actuel de paix **négative**. L'Institut pour l'économie et la paix étudie également les indices de paix **positifs** au moyen de son indice de paix positive, qui évalue au sein de 163 pays les comportements, institutions et structures qui contribuent de façon notoire à l'émergence et au développement des sociétés pacifiques.

Tant le GPI que le PPI mesurent le degré **actuel** de paix dans le monde. L'indice Normandie mesure quant à lui les **menaces** qui planent actuellement sur la paix dans le monde, de sorte qu'il complètera utilement l'éventail des outils utilisés dans le cadre de l'analyse quantitative de la paix et de la sécurité.

Le premier indice Normandie a classé 137 pays et régions. L'Union européenne, considérée comme un bloc unique, se voit attribuer la moyenne de l'ensemble des États membres (moyenne de leur score).

Synthèse de la méthode employée

La stratégie globale de l'Union européenne pour 2016 détermine un certain nombre de domaines représentant une menace pour la paix dans les années à venir (Union européenne, 2016).

Chacun de ces domaines constitue un système complexe, dont les aspects multiples et liés sont difficiles à appréhender. L'indice Normandie en tient compte et s'emploie à simplifier une grande partie des concepts rattachés aux domaines en question, en choisissant un indicateur clé par domaine, plutôt que de sélectionner, de mettre en balance et d'agréger des indicateurs multiples pour chacun des domaines, ce qui constituerait une entreprise autrement plus complexe et subjective. Les indicateurs retenus pour chacun de ces domaines sont basés sur des textes officiels et sur des ouvrages universitaires récents, en fonction de la disponibilité des données et après consultation du Parlement européen.

Le tableau 1 présente les indicateurs retenus pour appréhender ces menaces.

TABLEAU 1: Indicateurs de l'indice Normandie

Domaine	Indicateurs	Définition	Source(s)	Nombre de pays étudiés	Données les plus récentes
Changement climatique	Indice mondial pour la gestion des risques INFORM	INFORM est un indice de modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.	Nations unies	191	2021
Cybersécurité	Indice de cybersécurité	L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité de source ouverte disponible.	Union internationale des télécommunications	195	2017
Processus démocratiques	Indice de démocratie participative	Cet indice mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.	V-Dem	179	2019
Crises économiques	Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts et taux d'inflation annuel	Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs. Cet ensemble de données a été complété de 2015 à 2021 par des données sur l'inflation provenant de la Banque mondiale et de Trading	Banque mondiale, Trading Economics	139	2019

		Economics. Au cours de cette période, six pays ont subi une inflation supérieure à 50 %. Face à ce qui est communément considéré comme de l'hyperinflation, ces pays (Liban, Venezuela, Soudan, Soudan du Sud, Suriname et Zimbabwe) ont obtenu le score maximal de crise économique de l'indice Normandie.			
Insécurité énergétique	Importations d'énergie	Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie.	Banque mondiale, Enerdata	187	2019
États fragiles	Indice des États fragiles	L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données – quantitatives, qualitatives et validées par des experts – sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI.	Fonds pour la paix	177	2020
Criminalité	Taux d'homicides pour 100 000 personnes	Taux d'homicides pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité	ONU DC	237	2018
	Perception des différents niveaux de criminalité	Évaluation du niveau de criminalité perçue dans la société, classé de 1 à 5 (de très faible à très élevé) par l'équipe d'analyse par pays de l'unité de renseignement de The Economist (EIU). Les analystes par pays évaluent cet indice sur une base annuelle, pour une période d'un an à partir du mois de mars.	EIU	163	2020
Résilience à la désinformation	Résilience à la désinformation	Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour pratiquer la désinformation dans le pays.	V-Dem	179	2019
Terrorisme	Indice mondial du terrorisme	Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des dommages matériels causés par le terrorisme.	Institut pour l'économie et la paix	163	2020
Conflits violents	Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix	Moyenne des six indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix: 1) intensité des conflits internes, 2) nombre de morts causé par les conflits internes, 3) nombre de conflits internes, 4) intensité des conflits externes, 5) nombre de morts	Institut pour l'économie et la paix	163	2020

		causé par les conflits externes, 6) conflits externes ou internes.			
ADM	Indicateur de l'indice mondial de la paix relatif aux capacités nucléaires et d'armes lourdes	Cet indicateur repose sur un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé après compilation des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes classiques. Les pays signataires des traités de non-prolifération sont les mieux notés dans cet indicateur.	Institut pour l'économie et la paix	163	2020

Source: Institut pour l'économie et la paix, 2021.

N.B. L'indice Normandie s'appuie sur les travaux de l'Institut pour l'économie et la paix.

La stratégie globale de l'Union européenne pour 2016 souligne également l'importance croissante des **menaces hybrides** dans les années à venir. Les menaces hybrides recouvrent les activités conventionnelles et non conventionnelles, militaires et non militaires, susceptibles d'être exercées de manière coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques pour atteindre certains objectifs politiques. Elles peuvent prendre la forme de cyberattaques contre des systèmes informatiques sensibles, d'une perturbation de services clés, tels que l'approvisionnement en énergie ou les services financiers, d'atteintes à la confiance des administrés dans les institutions gouvernementales ou encore de comportements visant à aggraver les divisions sociales. Compte tenu de la nature mixte des menaces hybrides, il n'est pas possible d'évaluer le risque qui en découle pour un pays en se fondant sur une mesure unique, quelle qu'elle soit.

Détail des domaines et description des indicateurs

Domaine 1 – Changement climatique

Indicateur: Indice mondial pour la gestion des risques INFORM – sous-indicateur du risque de catastrophe naturelle

Description complète: L'indice mondial pour la gestion des risques INFORM établit un classement annuel des pays en fonction d'une note qui s'échelonne de zéro à dix, les pays présentant un «risque très élevé» se voyant attribuer la note de dix.

Principe: INFORM est un modèle global de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes en fonction des trois dimensions que sont le danger et l'exposition au danger, la vulnérabilité et le manque de capacités de réaction. Cet indice met en évidence l'origine tant naturelle qu'humaine du changement climatique et des risques y associés, et le fait que le risque découlant du changement climatique dépend également de la manière dont les pays s'adapteront aux effets de celui-ci.

Source: INFORM (Commission européenne, 2019)

URL: <http://www.inform-index.org/>

Domaine 2 – Cybersécurité

Indicateur: Indice de cybersécurité dans le monde

Description complète: L'indice de cybersécurité dans le monde évalue les actions des États membres de l'Union internationale des télécommunications (UIT) en matière de cybersécurité à l'aune de cinq indices: mesures juridiques, mesures techniques, mesures organisationnelles, renforcement des capacités et coopération.

Principe: Les menaces en matière de cybersécurité ne peuvent être combattues que par une approche réglementaire systémique et transsectorielle fondée sur la technologie. Un pays qui ne s'emploie pas à protéger ses infrastructures financières et physiques ainsi que les données personnelles et gouvernementales s'expose à des attaques. L'indice de cybersécurité dans le monde, qui tient compte des actions entreprises et des mesures prises par les pays aux fins d'écarter la menace que représentent les cyberattaques, propose une évaluation de source ouverte précise et adaptée de la menace future.

Source: UIT (Union internationale des télécommunications, 2017)

URL: <https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>

Domaine 3 – Processus démocratiques

Indicateur: Indice de démocratie participative

Description complète: La base de données de Varieties of Democracy (V-Dem) reprend un ensemble d'indicateurs par pays concernant les organisations politiques ou gouvernementales ainsi que les sociétés ou les institutions dotées d'un gouvernement organisé, d'un État et d'un corps politique.

L'indice de démocratie participative utilisé dans le cadre de l'indice Normandie mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.

Principe: Il est largement reconnu que les processus démocratiques contribuent à la paix. Les démocraties solides disposent elles-mêmes d'institutions visant à faire face aux revendications de la société de manière non violente. Il est également considéré que les démocraties sont moins enclines à s'engager dans des conflits armés avec d'autres démocraties. Les pays démocratiques affichent les niveaux de paix les plus élevés à l'échelle planétaire, d'après l'indice mondial de la paix (Institut pour l'économie et la paix, 2019a). Par ailleurs, à l'exception d'événements politiques ou de conflits relativement peu fréquents, le statut démocratique actuel d'un pays est souvent un bon indicateur de son futur statut démocratique.

Source: Varieties of Democracy (V-Dem) (Université de Göteborg, 2020)

URL: <https://www.v-dem.net/fr/>

Domaine 4 – Crise économique

Indicateur: Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts

Description complète: Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.

Principe: Il a été prouvé que la crise de la dette souveraine et les troubles civils étaient liés (Reinhart, 2010), et certains ont fait valoir que la crise de la dette souveraine suivie de mesures d'austérité extrêmes ont contribué au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne et au génocide au Rwanda (Goldmann, 2012). Les prêts non productifs représentent un bon signe avant-coureur des crises financières avec de vastes conséquences sociales. De façon plus directe, des niveaux d'endettement élevés peuvent affecter la capacité de l'État à fournir les services publics de base, laquelle constitue une source clé de légitimité pour un gouvernement. Le recours excessif à l'emprunt, en particulier à la dette extérieure, implique une exposition accrue aux risques du marché mondial et aux décisions des créanciers, deux facteurs qui peuvent rendre un État vulnérable aux chocs économiques extérieurs (Forum économique mondial & Zurich Insurance Group, 2019). Des dettes et des emprunts trop lourds peuvent exacerber les divisions sociétales sous-jacentes, en particulier si les inégalités réelles ou perçues se creusent.

Cet ensemble de données a été complété en 2021 par des données sur l'inflation provenant de la Banque mondiale et de Trading Economics. Pour la période 2020-2021, quatre pays connaissent une inflation supérieure à 50 %, laquelle est communément considérée comme de l'hyperinflation. Le Venezuela, le Soudan, le Zimbabwe, le Liban et le Suriname ont ainsi obtenu le score maximal de crise économique de l'indice Normandie.

Source: Banque mondiale (Banque mondiale, 2020), Trading Economics, 2021

URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FB.AST.NPER.ZS>

<https://tradingeconomics.com/country-list/inflation-rate>

Domaine 5 – Insécurité énergétique

Indicateur: Importations d'énergie

Description complète: Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie).

Principe: L'indépendance énergétique, c'est-à-dire l'autosuffisance grâce aux sources d'énergie domestiques, y compris le pétrole, le gaz naturel ou les autres minéraux et les sources d'énergie propre, est un élément déterminant de la sécurité énergétique, au moins depuis le choc pétrolier d'octobre 1973 (Cohen et al., 2011). Bien qu'elle ne représente qu'un aspect de la sécurité énergétique, elle constitue, avec des mesures telles que la diversité des sources d'approvisionnement et la distance parcourue jusqu'au lieu de consommation, une mesure pour laquelle il existe à l'échelle mondiale des données de sources publiques et comparables, et qui est donc suffisante pour saisir la menace conceptuelle de l'insécurité énergétique.

L'Institut pour l'économie et la paix a complété les données de la Banque mondiale par des données plus récentes obtenues à partir de l'annuaire statistique mondial de l'énergie 2020, tenant compte de 60 pays jusqu'en 2019.

Source: Banque mondiale (Banque mondiale, 2020 et Enerdata, 2021)

URL: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/eg.imp.cons.zs>

<https://yearbook.enerdata.net/>

Domaine 6 – États fragiles

Indicateur: Indice des États fragiles

Description complète: Les pays sont classés du pays présentant le niveau le plus faible de fragilité (score 0) au pays présentant le niveau le plus élevé (score de 120). Tous les ans, chaque pays est noté sur la base de 12 indicateurs de risque de conflit regroupés en quatre catégories: les indicateurs de la cohésion, et les indicateurs économiques, politiques et sociaux.

Principe: L'indice des États fragiles repose sur un outil d'évaluation des conflits, dénommé «CAST», qui a été mis au point par le Fonds pour la paix il y a près d'un quart de siècle afin d'évaluer la vulnérabilité des États fragiles. Cet outil a été conçu pour mesurer cette vulnérabilité dans les situations précédant les conflits, pendant les conflits et dans les situations d'après-conflit, et continue d'être largement utilisé par les décideurs politiques, les praticiens de terrain et les réseaux communautaires locaux. La méthode utilise des indicateurs à la fois qualitatifs et quantitatifs, repose sur des données de sources publiques et produit des résultats quantifiables.

Source: Fonds pour la paix (Fonds pour la paix, 2020)

URL: <https://fragilestatesindex.org/>

Domaine 7 – Criminalité/Homicides

Indicateur: Taux d'homicides

Description complète: Taux d'homicides dans le pays pour 100 000 habitants

Principe: Les taux d'homicides élevés sont associés à des risques élevés pour la sécurité des personnes à l'intérieur d'un pays et reflètent une capacité réduite du gouvernement à s'acquitter de ses obligations en matière de protection des personnes à l'intérieur de ses frontières.

La stratégie globale de l'Union européenne souligne que la criminalité transfrontière constitue une menace potentielle importante pour la paix dans le monde. La criminalité transnationale organisée affecte, de par sa nature même, tous les pays. La nature des crimes transfrontières varie considérablement, allant du trafic de drogues de classe A à la traite d'êtres humains. Le recensement de la criminalité varie d'un pays à l'autre, de sorte qu'il n'existe pas de base de données unique répertoriant les cas de crimes transfrontières commis. Bien que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) publie une évaluation des menaces que représente la criminalité transnationale organisée, cette évaluation est destinée à être appliquée au niveau local et ne constitue pas une plateforme permettant d'établir un classement comparatif mondial des pays⁵. Vient s'ajouter à cela le fait que les facteurs à l'origine de la criminalité transfrontière favorisent également tous les autres types d'activités économiques: les communications, le commerce, l'interconnexion, la mondialisation et les nouvelles technologies.

En l'absence de mesure nationale relative de la criminalité transnationale/transfrontière, l'indice Normandie utilise un taux d'homicides pour 100 000 habitants par pays comme indicateur des niveaux de criminalité. Bien qu'il s'agisse d'une mesure brute, le lien entre homicide et criminalité

⁵ Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2010

organisée a été largement étudié⁶ et il a été utilisé dans la littérature comme indicateur de la criminalité organisée dans un pays⁷.

Source: ONUDC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2020)

URL: <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistics.html>

Indicateur: Perception de la criminalité

Description complète: Évaluation du niveau de criminalité perçue dans la société, classé de 1 à 5 (de très faible à très élevé) par l'équipe d'analyse par pays de l'unité de renseignement de The Economist (EIU). Les analystes par pays évaluent cet indice sur une base annuelle, pour une période de un an à partir du mois de mars.

Principe: La perception de la criminalité dans une société a une incidence sur le sentiment de sécurité et d'identité des citoyens, avec des conséquences plus larges sur les entreprises, sur les dépenses de sécurité et sur les politiques de sécurité. La perception de niveaux élevés de criminalité peut avoir un effet déstabilisant sur le contrat social entre un gouvernement et sa population. L'Institut pour l'économie et la paix a constaté que le coût de l'endiguement de la violence, qui varie en fonction des menaces perçues, s'élève à environ 1 800 dollars américains par personne et par an (Institut pour l'économie et la paix, 2019a).

Source: IEP (Institut pour l'économie et la paix, 2019a)

URL: <https://visionofhumanity.org>

Domaine 8 – Résilience face à la désinformation

Indicateur: Résilience à la désinformation

Description complète: La base de données Variety of Democracy (V-Dem) reprend quatre indicateurs de présence de désinformation:

- Diffusion par le gouvernement de fausses informations au niveau national: à quelle fréquence le gouvernement et ses agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
- Diffusion par les partis de fausses informations au niveau national: à quelle fréquence les grands partis politiques et les candidats se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
- Diffusion par les gouvernements étrangers de fausses informations: à quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer les politiques nationales dans ledit pays?
- Publicités de gouvernements étrangers: à quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils de publicités payantes sur les médias sociaux pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations pour influencer les politiques nationales dans ledit pays?

Chaque pays est classé sur une échelle de Likert allant de «extrêmement souvent» (0), à «jamais ou presque jamais» (4). L'indicateur de résilience face à la désinformation utilisé dans le cadre de l'indice Normandie correspond à la moyenne nationale de chacun de ces quatre indicateurs.

⁶ Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2011

⁷ Alberto Alesina, 2019

Principe: La capacité des acteurs étatiques et non étatiques à restreindre la libre circulation de l'information est de plus en plus préoccupante, tout comme leur capacité à s'ingérer dans le fonctionnement de la société civile par le biais de campagnes de désinformation. La recherche sur la résilience face à la désinformation est un domaine de quantification relativement nouveau, qui a vu apparaître un certain nombre de sources ces dernières années (Eurasian States in Transition Research Center, 2018; Indice mondial de la désinformation, 2020). L'indice Normandie suivra de près cette documentation de manière à s'appuyer sur ces mesures dans de prochaines publications.

Source: Varieties of Democracy (V-Dem) (Université de Göteborg, 2020)

URL: <https://www.v-dem.net/fr/>

Domaine 9 – Terrorisme

Indicateur: Indice mondial du terrorisme

Description complète: Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement prend en considération les attentats, les morts, les blessés et les dommages matériels causés par le terrorisme.

Principe: Il s'agit d'un indicateur clé montrant les incidences multiples du terrorisme sur un pays. Il s'agit de la source de données la plus fiable et la plus cohérente, disponible dans plus de 163 pays et actualisée chaque année depuis 2001.

Source: IEP (Institut pour l'économie et la paix, 2019b)

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

Domaine 10 – Conflits violents

Indicateur: Conflits violents

Description complète: Indicateur composite du nombre de conflits violents internes et externes, de leur intensité et du nombre de décès qu'ils causent.

Principe: L'indice mondial de la paix de l'Institut pour l'économie et la paix mesure les quatre indicateurs suivants relatifs aux conflits violents:

Nombre et durée des conflits internes

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits qui surviennent à l'intérieur des frontières juridiques d'un pays donné. Les informations relatives à cet indicateur proviennent de trois ensembles de données provenant du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits: la série de données sur les décès liés aux combats, celle sur les conflits non étatiques et celle sur la violence unilatérale.

Nombre de décès causés par des conflits internes organisés

Cet indicateur utilise la définition de conflit donnée par le programme Cet indicateur repose sur la définition de conflit du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits, à savoir «une incompatibilité litigieuse concernant un gouvernement et/ou un territoire où le recours à la force armée entre deux parties, dont l'une au moins est le gouvernement d'un État, entraîne annuellement au moins 25 décès dans des combats». Les statistiques sont recueillies à partir de l'édition la plus récente de la base de données sur les conflits armés de l'Institut international

d'études stratégiques, qui définit les décès liés aux conflits armés comme les pertes de vies militaires et civiles résultant directement d'un conflit armé.

Nombre, durée et rôle dans les conflits externes

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits extraterritoriaux d'un pays donné. Cet indicateur se fonde sur la série de données du programme d'Uppsala sur les décès liés aux combats. Le score d'un pays est déterminé en additionnant tous les scores relatifs aux conflits individuels lorsque ce pays intervient en tant qu'acteur dans un conflit surgissant en dehors de ses frontières légales. Les conflits ne sont pas imputés à un pays s'ils lui ont déjà été imputés pour l'indicateur du nombre et de la durée des conflits internes.

Nombre de décès causés par des conflits externes organisés

Cet indicateur repose sur la définition de conflit du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits, à savoir «une incompatibilité litigieuse concernant un gouvernement et/ou un territoire où le recours à la force armée entre deux parties, dont l'une au moins est le gouvernement d'un État, entraîne annuellement au moins 25 décès dans des combats». En l'absence de données, plusieurs autres sources ont été consultées: la base de données sur les conflits armés de l'Institut international d'études stratégiques; le site web Iraq Coalition Casualty Count et l'EIU.

Chacune de ces sources est notée de 1 à 5. L'indice Normandie se fonde sur le score moyen de tous ces indicateurs pour la catégorie «Conflits violents».

Source: IEP (Institut pour l'économie et la paix, 2019b)

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

Domaine 11 – Armes de destruction massive

Indicateur: Indicateur des capacités nucléaires et des armes lourdes et score de non-prolifération

Description complète: Cet indicateur repose sur deux valeurs:

- l'indice de paix mondial des capacités nucléaires et des armes lourdes (**HWC** – Heavy weapons cantonnement/cantonement des armes lourdes), soit un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé après compilation des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes classiques. Les pays reçoivent la note de un lorsqu'ils ont de faibles capacités militaires. La note cinq est attribuée aux pays dotés de l'arme nucléaire.
- le score de non-prolifération (**NSP**): La note de un est attribuée aux pays signataires du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ceux, qui ne le sont pas reçoivent la note zéro.

Pour obtenir la note finale AMD utilisée dans l'indice Normandie, il faut retrancher le NSP du HWC (soit **HWC – NPS**).

Principe: Cet indicateur désigne un système de classification permettant d'évaluer la capacité destructive du stock d'armes lourdes d'un pays, y compris celles que contrôle le gouvernement, ainsi que la détermination du gouvernement à assurer la non-prolifération des armes nucléaires.

Source: IEP (Institut pour l'économie et la paix, 2019b)

URL: <http://www.visionofhumanity.org>

Disponibilité et imputation des données

La méthode mise au point a été conçue pour la faire concorder avec d'autres grands indicateurs mondiaux, et des efforts considérables ont été accomplis pour étoffer l'indice avec les meilleures informations disponibles sur les pays. Toutefois, la principale difficulté inhérente à l'élaboration d'un indice composite harmonisé tient au manque de données homogènes et complètes dans des pays très disparates à travers le monde. Les données diffèrent considérablement les unes des autres non seulement par leurs caractéristiques démographiques et géographiques, mais aussi par leurs particularités socio-économiques, qui ont souvent une incidence sur la collecte et la qualité des données.

Le problème des données lacunaires constitue une difficulté courante dans l'élaboration d'un indice. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) recommande plusieurs techniques statistiques pour procéder à l'imputation des données afin de combler les lacunes (OCDE et al., 2008). Le tableau 2 dresse la liste des méthodes utilisées dans l'indice Normandie. Grâce à une combinaison de ces techniques, l'indice contient ainsi les meilleures données possibles sans devoir se fonder sur une méthode trop complexe.

TABEAU 2 – Méthode d'imputation des données

Méthode	Description	Application dans l'indice
Méthode d'imputation cold-deck	Remplacer la donnée manquante par une valeur obtenue à partir d'une autre source de données.	Cette méthode est utilisée pour l'indice Normandie, à savoir qu'il est fait référence au point de données le plus récent d'une série comme point de données actuel, ou que des statistiques nationales supplémentaires sont intégrées pour combler des lacunes.
Méthode d'imputation hot-deck	Remplacer la donnée manquante au moyen de la méthode des «k plus proches voisins» (knn). L'algorithme des knn est utile pour faire correspondre un point avec ses voisins les plus proches dans un espace multidimensionnel. Il peut être utilisé pour les données continues, discrètes, ordinales et catégorielles, ce qui le rend particulièrement utile pour traiter les données manquantes. L'indice Normandie comble les lacunes de données en utilisant les données des cinq pays les plus similaires pour calculer une valeur.	Cette méthode est utilisée pour l'indice Normandie lorsque les données ne sont pas disponibles pour tous les pays.

Pondération des indicateurs

Étant donné que la stratégie globale de l'Union européenne pour 2016 n'a pas classé les domaines par ordre de priorité, une **pondération égale de un** est appliquée dans tous les domaines, ce qui simplifie le calcul de la note finale de l'indice Normandie.

Le seul domaine de l'indice Normandie qui présente plus d'un indicateur est celui de la **criminalité**, qui comprend les **homicides volontaires (pour 100 000 personnes)** et la **perception des différents niveaux de criminalité**, pondérés respectivement à 0,75 et 0,25.

Calculs relatifs aux domaines

Cette section illustre la façon dont est traité chaque indicateur, et donc chaque domaine. Le traitement se fait en deux étapes: 1) la collecte des données ainsi que 2) l'imputation et la catégorisation.

Dans le cas de l'indice Normandie, la catégorisation des données est un moyen de comparer des informations normalement incomparables. Cette méthode prend en considération chaque indicateur et les place sur une échelle de 0 à 1 par rapport à l'ensemble des données. Pour ce faire, les valeurs minimales et maximales appropriées pour l'ensemble de données sont déterminées de sorte que toute valeur inférieure au minimum est affectée de la note zéro, toute valeur supérieure au maximum est affectée de la note de un, et tout le reste est réparti de manière homogène entre les deux. Par conséquent, au cours de l'année y , après imputation des données, le score obtenu après catégorisation est calculé pour l'indicateur i à l'aide de l'équation 1.

Équation 1 – Équation de catégorisation

$$Banded_i = \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cutoff } f_i}{\text{maximum cutoff } f_i - \text{minimum cutoff } f_i}$$

Cette méthode de catégorisation traduit l'hypothèse implicite que les niveaux supérieurs de l'indicateur sont meilleurs. Toutefois, des niveaux plus élevés pour certains indicateurs, comme l'indice mondial de terrorisme, sont moins souhaitables pour les pays. Dans ce cas, la valeur obtenue après catégorisation est inversée et est calculée à l'aide de l'équation 2.

Équation 2 – Équation de catégorisation inversée

$$Reverse\ Banded_i = 1 - \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cutoff } f_i}{\text{maximum cutoff } f_i - \text{minimum cutoff } f_i}$$

L'indicateur de catégorisation pour chaque pays est alors le score du domaine, puisque chaque domaine est mesuré par un seul indicateur. Le score de chaque domaine se situe entre 0 et 1.

Une partie intégrante de ce processus consiste à fixer des valeurs seuils minimales et maximales appropriées pour les scores après catégorisation. À cette fin, on dispose de méthodes empiriques et normatives. Bien que certaines données puissent être distribuées normalement et se prêtent donc bien à des techniques mathématiques standard et bien définies, comme la définition des valeurs aberrantes comme celles étant supérieures à trois écarts-types par rapport à la moyenne, d'autres ensembles de données ne suivent pas des tendances bien établies. En définitive, le choix de la technique utilisée doit dépendre de plusieurs considérations: la nature des données, la distribution sous-jacente, l'objet de l'indice, les renseignements transmis, etc. La présence de valeurs aberrantes influe non seulement sur la moyenne, mais aussi sur la variance, biaisant à la fois les valeurs minimales et maximales.

Pour tenir compte de cette situation, l'IEP fixe parfois des minimums et des maximums artificiels pour s'assurer que les résultats ne sont pas trop fortement influencés par des valeurs aberrantes. En présence de valeurs aberrantes, la limite inférieure fixée pour le processus de catégorisation est le point de données le plus bas qui se situe à moins de 1,5 fois l'intervalle interquartile sous le premier

quartile (où l'intervalle interquartile est défini comme étant la distance entre le premier et le troisième quartiles). De même, la limite supérieure fixée pour le processus de catégorisation est définie comme étant le point de données le plus grand qui se situe à moins de 1,5 fois l'intervalle interquartile au-dessus du troisième quartile.

Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie

Étant donné que chaque domaine est pondéré également en fonction de l'importance de la menace, le score agrégé final de l'indice peut être obtenu par le calcul de la moyenne des 11 scores des domaines. Tous les ans, le score final de l'indice Normandie de chaque pays est donc compris entre 0 et 10.

$$NI\ Score = 11 \times \frac{\sum_{i=D1}^{D11} Country\ Indicator\ Banded\ Score_i}{11}$$

6. Bibliographie

- Banque mondiale et Nations unies, Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict, 2018 <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>
- Banque mondiale, Les données ouvertes de la Banque mondiale, 2020 <https://donnees.banquemondiale.org/>
- Cohen G., Joutz F. et Loungani P., Measuring Energy Security: Trends in the Diversification of Oil and Natural Gas Supplies, 2011.
- Commission européenne, INFORM - Global, open-source risk assessment for humanitarian crises and disasters, 2019 <https://drmhc.jrc.ec.europa.eu/inform-index>
- Eurasian States in Transition Research Center, Disinformation Resilience in Central and Eastern Europe, 2018 http://prismua.org/wp-content/uploads/2018/06/DRI_CEE_2018.pdf
- Enerdata, 'Global Energy Statistical Handbook', 2021.
- Fonds pour la paix, Indice des États fragiles, 2020 <https://fragilestatesindex.org/>
- Forum économique mondial et Zurich Insurance Group, Global risks 2019: Insight report, 2019 http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2019.pdf
- Global Disinformation Index, GDI, 2020 <https://disinformationindex.org/>
- Goldmann M., Sovereign Debt Crises as Threats to the Peace: Restructuring under Chapter VII of the UN Charter?, 2012.
- Institut pour l'économie et la paix, Global Peace Index 2020: Measuring peace in a complex world https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2020/08/GPI_2020_web-1.pdf
- Institut pour l'économie et la paix, Global Terrorism Index 2020: Measuring the impact of terrorism <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2020/11/GTI-2020-web-2.pdf>
- Institut pour l'économie et la paix, Positive Peace Report 2020: Analysing the Factors that Sustain Peace <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2021/04/PPR-2020web.pdf>
- OCDE, Union européenne et Centre commun de recherche (JCR) - Commission européenne, Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide, 2008 <https://doi.org/10.1787/9789264043466-en>
- Office des Nations unies contre la drogue et le crime, Statistics Page, 2020 <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistics.html>
- Université de Göteborg, Varieties of Democracy, 2020 <https://www.v-dem.net/fr/>
- Trading Economics, 'Inflation Rate'.
- Union européenne, A Global Strategy for the European Union, 2016 https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eugs_review_web_0.pdf
- Union internationale des télécommunications, Global Cybersecurity Index, 2017 <https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>

L'indice Normandie, qui en est à sa troisième année, vise à mesurer le niveau des menaces pesant sur la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. Présenté pour la première fois au Forum Normandie pour la paix en juin 2019, il résulte d'un partenariat noué entre le Parlement européen et la région de Normandie. L'indice a été conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen (EPRS), en collaboration avec l'Institut pour l'économie et la paix et sur la base de données fournies par celui-ci. La présente étude expose les résultats de l'exercice 2021 et explique la manière dont l'indice peut être utilisé pour comparer le niveau de paix – défini sur la base de la performance d'un pays donné par rapport à une série de menaces déterminées – d'un pays ou d'une région du globe à l'autre. Elle est complétée par 51 études de cas consacrées chacune à un pays, sur la base de l'indice.

Ce document fait partie de la contribution de l'EPRS au Forum mondial Normandie pour la Paix 2021. Il est accompagné de deux documents, l'un sur la contribution de l'Union européenne à la paix et à la sécurité en 2021, l'autre sur les relations de l'Union européenne avec la Turquie.

Ce document est une publication du service de recherche pour les députés.
EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Le présent document est rédigé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen dans le but de les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.



PE 690.670
ISBN 978-92-846-8239-3
ISSN 2600-3465
doi:10.2861/814121